

Université de Montréal

Perceptions et représentations des inégalités socio-économiques : une
comparaison Québec-Ontario.

par

Kimberlee Desormeaux

Département de sociologie

Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des arts et des sciences

en vue de l'obtention du grade de maîtrise

en sociologie

Août, 2013

© Kimberlee Desormeaux, 2013

Résumé :

Plusieurs chercheurs considèrent qu'il existe un modèle québécois quant aux politiques sociales et économiques. Mais qu'en est-il sur le plan de la réduction des inégalités? Plus spécifiquement, est-ce que les citoyens du Québec perçoivent différemment les inégalités et sont-ils favorables lorsque l'État intervient pour les réduire? Et comment la presse québécoise réagit-elle vis-à-vis de cet enjeu?

Ce mémoire se penche sur ces questions et vise à déterminer si le Québec se distingue de l'Ontario relativement à la perception des inégalités socio-économiques et à leur représentation médiatique. Deux types de données sont analysés : 1) une enquête de l'ISSP de 1992 portant sur les attitudes des Canadiens face aux inégalités socio-économiques 2) la couverture médiatique de l'élaboration d'une loi sur l'équité salariale visant la réduction d'une inégalité. Ces sources de données permettent d'étudier les différences de perceptions et de représentation des inégalités selon deux approches distinctes, mais complémentaires. De plus, dans une perspective comparative, le Québec est comparé à l'Ontario au cours des deux analyses.

Les résultats de cette recherche montrent que sur le plan des perceptions et des attitudes, les deux provinces se ressemblaient quant à l'importance attribuée à la performance et au niveau d'études et de responsabilités pour déterminer le salaire d'un individu. De plus, les Québécois et les Ontariens allouaient un niveau d'importance similaire au réseau de contacts pour réussir dans la vie. Par contre, les Québécois étaient plus favorables à l'intervention étatique pour réduire les inégalités économiques et attribuaient davantage d'importance aux besoins familiaux pour déterminer ce qu'une personne devrait gagner. De manière marginalement significative, les Québécois considéraient dans une moindre mesure que les Ontariens, que les attributs personnels dont le sexe ou la religion affectaient les chances de réussite.

L'analyse de contenu des quatre journaux a permis de constater à la fois des ressemblances et des divergences entre les deux provinces. Les deux couvertures médiatiques traitaient sensiblement des mêmes thèmes et rapportaient des sources similaires. Toutefois, il y avait trois différences majeures. Les journaux québécois se sont montrés moins favorables à la Loi sur l'équité salariale que dans la province voisine et ils ont davantage mentionné les conséquences économiques de la loi. Par ailleurs, les causes de l'iniquité salariale rapportées dans les articles au Québec concernaient davantage les différences de capital humain que la discrimination systémique vécue par les femmes, contrairement à ce qui est apparu dans les deux médias en Ontario.

Le résultat le plus important de ce mémoire est que la couverture médiatique québécoise ne concorde pas avec l'opinion publique qui était favorable à l'intervention étatique pour réduire les inégalités. Ceci rappelle que les médias ne sont pas le simple reflet de la réalité ni de l'opinion publique. Ils présentent différentes facettes de la réalité à l'intérieur de certains paramètres, dont la structure organisationnelle dans laquelle ils se trouvent.

Mots-clés : Québec, Ontario, média, inégalités socio-économiques, équité salariale, ISSP

Abstract:

Many researchers consider that a Quebec model exists for social and economic policies, yet, how does this translate on the level of inequality reduction? More specifically, do Quebec citizens perceive inequalities differently than Ontario and are they quite favorable to government intervention to reduce them? What about Quebec's press, do they react differently towards this issue?

In this thesis, I investigate whether Quebec differs from Ontario in terms of perceptions about and attitudes towards social-economic inequalities. In order to answer this question, two data sources were used: 1) a 1992 ISSP public opinion poll 2) newspaper media coverage of the elaboration of a pay equity law aimed at reducing an inequality. These two data serve as lenses through which to consider differences in perceptions and representation and although distinct, they are complementary. I focus on the cases of Quebec and Ontario.

The survey analysis revealed that perceptions and attitudes regarding the importance of performance, education levels, and responsibilities were similar in the two provinces in determining a person's salary. Moreover, Quebecers and Ontarians attributed similar levels of importance to social networks to succeed in life. This being said, Quebecers gave higher levels of support to state intervention to reduce inequalities and granted greater importance to family needs in determining how much a person should earn. A marginally significant result also revealed that Quebecers considered personal characteristics such as sex and religion less important in determining a person's chances of succeeding in life.

The content analysis of four newspapers revealed that Quebecers and Ontarians shared similarities: both media coverage had similar main themes and sources. However, there are three main differences. Quebec media was less favourable to the pay equity law than its Ontario counterpart and it more frequently mentioned the economic consequences of the law. Additionally, numerous explanations of pay inequity brought forward by the Quebec press had more to do with differences in human capital than in systemic discrimination towards women, a situation not present in the neighboring province.

The core findings of this thesis is that Quebec media representation was quite different from public opinion which was favorable to government intervention to reduce inequalities. This reminds us that the media is not a direct reflection of reality nor of public opinion. It frames certain aspects of reality within given parameters notably the organizational structure within which it operates.

Keywords: Quebec, Ontario, media, socio-economic inequality, pay equity, ISSP

Table des matières

Introduction :	1
1.0. Le Québec, le Canada et les inégalités sociales	3
1.1 Les différences de politiques :	3
1.2. Les différences de perceptions :	4
1.2.1. Les préférences en matière de politiques sociales :	4
2.0 Les politiques relatives aux inégalités :	10
2.1 Un bref historique des interventions gouvernementales au Canada :	10
2.2 L'égalité et l'équité salariale: quelle différence :	11
2.3. La promulgation de lois sur l'équité salariale dans les provinces :	12
2.3.1 L'Ontario :	13
2.3.1.1 Les caractéristiques de la loi :	13
2.3.1.2 L'évaluation de la loi ontarienne :	14
2.3.1.3 Le contexte socio-économique de l'Ontario :	17
2.3.2 Le Québec :	18
2.3.2.1 Les caractéristiques de la loi :	18
2.3.2.2. L'évaluation de la loi québécoise :	19
2.3.2.3. Le contexte socio-économique du Québec :	21
3.0. La représentation médiatique et les inégalités socio-économiques :	25
3.1. La couverture médiatique et la représentation de la réalité :	25
3.2. La couverture médiatique et les inégalités sociales :	27
4.0 La problématique et question de recherche :	30
4.1. Les perception des inégalités socio-économiques et représentation médiatique :	30
4. 2. Les hypothèses liées à la question de recherche :	32
5.0. La méthodologie :	33
5.1. Les perceptions et attitudes vis-à-vis des inégalités sociales :	33
5.1.1. Les données :	33
5.1.2. Les mesures:	34
5.1.3. L'analyse :	35
5.1.3.1. L'analyse factorielle :	35
5.1.3.2. L'analyse de variance :	36
5.2. La représentation médiatique de l'équité salariale :	37
5.2.1. Les données: sélection des journaux et des articles :	37
5.2.2. L'analyse de contenu :	39

6.0. Les résultats du sondage <i>Social Inequality II</i> :	42
6.1. Les résultats de l'analyse factorielle :	42
6.2. Les résultats de l'analyse de variance :	49
7.0. La représentation médiatique : le Québec et l'Ontario.....	52
7.1. La fréquence des thèmes prédominants :	52
7.2. Les sources représentées et leur contenu :	55
7.3. Le contenu des grands thèmes :	61
7.3.1. Les explications :	61
7.3.1.1. Les modalités de la loi :	61
7.3.1.2. Les exemples :	64
7.3.1.3. Les causes :	65
7.3.2. Les critiques :	68
7.3.2.1. La loi est mauvaise :	70
7.3.2.2. La loi est bureaucratique et complexe :	72
7.3.2.3. La loi nuira à l'économie :	73
7.3.2.4. La loi nuira aux femmes ou à la société :	75
7.3.2.5. La loi sera coûteuse :	75
7.3.3. Les arguments en faveur du projet de loi ou la Loi sur l'équité salariale : ..	76
7.3.3.1. Les réponses aux critiques :	77
7.3.3.2. Les avantages économiques :	80
7.3.3.3. La loi est une question de justice et/ou est nécessaire :	82
7.3.3.4. Les acteurs sociaux sont favorables à la loi :	84
7.3.4. La loi est insuffisante ou tardive :	85
7.3.5. Les coûts économiques :	88
7.4. Le sommaire des similitudes et différences entre le Québec et l'Ontario :	90
8.0. Discussion :	92
8.1. Différences de perceptions entre le Québec et l'Ontario :	92
8.2. Sommaire de l'interprétation des différences de perceptions :	94
8.3. Différences entre le Québec et l'Ontario dans la représentation médiatique :	95
8.3.1. L'appui à la Loi sur l'équité salariale :	95
8.3.2. La préoccupation pour les conséquences économiques :	98
8.3.3. Les causes présumées de l'iniquité salariale comme facteurs explicatifs	103
8.4. Sommaire de l'interprétation des différences de représentation médiatique :	106
Conclusion :	109

Les références :	112
La liste des articles analysés :	117
Annexe 1 : Variables utilisées pour l'analyse factorielle.....	126
Annexe 2 : Matrice des types	132
Annexe 3 : Tableau de la qualité de représentation	134

Liste des tableaux

Tableau I : Les résultats de l'analyse factorielle	44
Tableau II : Les résultats de l'analyse de variance	50
Tableau III: La fréquence des grands thèmes	53
Tableau IV : La fréquence des sources.....	56
Tableau V : La fréquence des grands thèmes selon la source (en % des segments).....	58
Tableau VI : La fréquence des grands thèmes selon la source (en % des articles).....	59
Tableau VII : La fréquence des sous-thèmes pour les explications.....	61
Tableau VIII : La fréquence des sous-thèmes pour les critiques	69
Tableau IX : La fréquence des sous-thèmes pour les arguments en faveur du projet de loi	77
Tableau X : Les coûts mentionnés dans les quotidiens ontariens	88
Tableau XI : Les coûts mentionnés dans les quotidiens québécois	89

*À ma mère qui m'a transmis sa passion
d'apprendre et mon partenaire
exceptionnel, François Vervaeet.*

Remerciements

Je voudrais remercier mon partenaire pour sa présence et son soutien exceptionnel pendant les derniers mois. Il a fait preuve de tant de patience, de dévouement et d'amour, je n'aurais jamais pu réussir sans lui. J'aimerais aussi remercier mes parents pour leur écoute et leur disponibilité sans pareille. Je tiens par ailleurs à remercier amis et autres membres de ma famille pour leurs encouragements dans ce travail qui n'a pas toujours été facile.

J'aimerais chaleureusement remercier mes deux directrices, Claire Durand et Elaine Weiner qui ont fait preuve d'une générosité sans borne envers moi. Je suis incroyablement chanceuse d'avoir eu non pas une, mais deux directrices qui m'ont donné autant de leur temps pour me faire grandement cheminer dans cette aventure.

Finalement, j'aimerais remercier collègues et professeurs du département de sociologie de l'Université de Montréal notamment Yanick Noiseux, qui ont à plus d'une reprise répondu à mes questions, qui sont toujours nombreuses.

Introduction :

Plusieurs chercheurs considèrent qu'il existe un modèle de développement propre à la société québécoise (Bélanger et Lévesque, 2001; Bourque, 2000; Dupuis, 1995; Hamel et Jouve, 2006; Vaillancourt, 2011). À titre d'exemple, Bélanger et Lévesque (2001) définissent ce modèle par une forte présence de l'État, une grande concertation entre patronat, gouvernement et acteurs sociaux ainsi que par une économie mixte dont le volet économie sociale détient le taux de pénétration le plus élevé en Amérique du Nord. Cette présence étatique majeure et une certaine socialisation du marché par l'économie solidaire se traduisent-elles par une vision citoyenne plus égalitaire de la société notamment plus désireuse d'une réduction des inégalités? Cette forte présence de l'État amène-t-elle les résidents du Québec à être plus favorables qu'ailleurs à intervention étatique pour y arriver? Plus spécifiquement, est-ce que le Québec se différencie du reste du Canada dans sa perception et ses attitudes vis-à-vis des inégalités socio-économiques et dans sa manière de réagir lorsque le gouvernement décide de légiférer pour les réduire? Ce mémoire se penchera sur cette question en se concentrant sur les perceptions ainsi que sur la représentation des inégalités. Il contribuera aux recherches sur le modèle québécois ayant notamment porté jusqu'à présent sur son modèle de développement économique (Bélanger et Lévesque, 2001; Bourque, 2000; Dupuis, 1995; Lévesque, 2002;), son modèle de concertation (Bélanger et Lévesque, 2001; Hamel et Jouve, 2006) et ses politiques sociales (Vaillancourt, 2011).

Par ailleurs, à une époque où les inégalités socio-économiques demeurent présentes au Canada et au Québec, malgré différentes mesures gouvernementales, il s'avère pertinent de comprendre non seulement le rôle du gouvernement et le type de loi mis en place par ce dernier, mais également l'opinion publique à cet égard. Afin de saisir l'opinion des citoyens sur ce sujet, un sondage portant sur la perception des Canadiens quant aux inégalités sera analysé, et ce, dans une perspective comparative interprovinciale. Ensuite, la couverture médiatique québécoise et ontarienne d'une loi sur l'équité salariale (LÉS) sera étudiée. L'Ontario a été choisi à titre comparatif, car elle est la seule province à avoir promulgué une telle loi ayant une portée similaire à celle mise en place au Québec.

Une analyse de la couverture médiatique s'avère très appropriée dans le cadre de ce mémoire puisque les médias façonnent l'opinion publique à travers leur propre représentation des inégalités et des solutions appropriées pour y remédier. De plus, une recension des écrits canadiens a démontré que la représentation médiatique des inégalités ou des lois visant à les atténuer avait été très peu étudiée, rendant cette démarche d'autant plus pertinente.

Ce mémoire comprend huit chapitres. Les trois premiers chapitres présentent notamment le cadre théorique sous-jacent à la question de recherche. Ils abordent d'abord, les différences entre le Québec et le Canada sur le plan des politiques sociales et des perceptions vis-à-vis des inégalités socio-économiques. Ensuite, les politiques visant la réduction des inégalités seront présentées et l'équité salariale sera définie afin de bien la différencier de l'égalité salariale. Ce chapitre se conclura par une description des caractéristiques des lois sur l'équité salariale promulguées en Ontario et au Québec, des forces et faiblesses que l'on attribue à ces lois et du contexte socio-économique dans lequel elles ont chacune été élaborées. Le troisième chapitre, pour sa part, examinera les différentes recherches et théories relatives à la représentation médiatique, plus particulièrement en ce qui a trait aux politiques sociales et aux inégalités socio-économiques.

Le quatrième chapitre aborde la problématique et les différentes hypothèses découlant de la question de recherche. Le cinquième chapitre présentera la méthodologie soit les données, les mesures et le type d'analyse, utilisée tant pour la partie quantitative que qualitative.

Les sixième et septième chapitres seront consacrés à la présentation des résultats relatifs à l'opinion publique dans un premier temps et à la couverture médiatique dans un deuxième temps. Le mémoire se termine par un huitième chapitre resituant les résultats à l'intérieur du cadre théorique présenté aux trois premiers chapitres de ce mémoire.

CHAPITRE 1

1.0. Le Québec, le Canada et les inégalités sociales

Dans ce chapitre, il sera question d'inégalités socio-économiques et des politiques les concernant dans une perspective comparative entre le Québec et le reste du Canada. Dans le cadre de ce mémoire, une inégalité socio-économique signifie une situation où certains individus ou groupes, n'ont pas les mêmes chances ou les mêmes récompenses que les autres due à leurs caractéristiques personnelles. Ces caractéristiques peuvent être le genre, l'origine ethnique, la religion, l'orientation sexuelle, l'appartenance aux Premières nations, la classe sociale, etc.

Diverses recherches ont avancé que le Québec faisait bande à part dans la confédération canadienne quant à certaines valeurs sociales. Ceci serait le cas de la perception et des attitudes vis-à-vis des inégalités socio-économiques, du type de régime providentiel ainsi que des préférences citoyennes quant aux politiques sociales (Anderson, 2011; Béland et Lecours, 2003; Bernard et Saint-Arnaud, 2004; CRIC, 2002; Gagnon et Lachapelle, 1996; Laczko, 1997; 2005; Nesbitt-Larking, Fournier et Hudon, 1997; Ornstein et Stevenson, 1999;). Les prochaines sections présenteront les résultats de ces recherches.

1.1 Les différences de politiques :

Bernard et Saint-Arnaud (2004), dans leur étude portant sur les différents régimes providentiels, montrent qu'au Québec, plusieurs politiques sociales se rapprochent davantage du modèle européen que celles des trois autres provinces canadiennes les plus peuplées. Cependant, ils précisent qu'au Québec, d'autres politiques sont davantage libérales ou même néolibérales. Les deux auteurs concluent que cette province est un petit peu plus à gauche que l'Ontario, l'Alberta et la Colombie-Britannique, mais qu'il

n'en demeure pas moins que les politiques québécoises suivent un modèle plus libéral que certains pays européens, dont les pays scandinaves.

Béland et Lecours (2003) attribuent ce caractère un peu plus progressiste de certaines politiques québécoises au désir de développer une identité nationale et une spécificité culturelle. Cet amalgame entre identité québécoise et progressisme aurait notamment été mis de l'avant par les souverainistes et le gouvernement du Parti québécois qui proposaient un projet social-démocrate dans un Québec souverain, alors que les fédéralistes québécois et canadiens avançaient un projet libéral, voire néolibéral (Gagnon et Lachapelle, 1996). Selon ces deux auteurs, cette importance accordée à l'aspect social dans un Québec souverain a grandement contribué à accroître le support pour le camp du oui, lors du référendum de 1995, ayant même permis de rallier une part de travailleurs anglophones non spécialisés. De plus, Gagnon et Lachapelle (1996) sont d'avis que l'appui accordé par la population au rôle de premier plan joué par l'État dans le domaine économique et social n'est pas près de diminuer.

Selon Gellner (1989) et Hobsbawm (1990), c'est le nationalisme qui crée la nation et non l'inverse (Fortier et Pizarro Noël, 2013). Ainsi, les discours attribuant un caractère plus progressiste à l'identité québécoise amènent les citoyens à croire, à tort ou à raison, qu'ils sont plus progressistes. Mais est-ce que ce discours social-démocrate a été intégré dans les valeurs sociales de ses citoyens? Est-ce que les Québécois perçoivent les inégalités différemment? La prochaine section présentera le fruit des recherches portant sur ces questions.

1.2. Les différences de perceptions :

1.2.1. Les préférences en matière de politiques sociales :

Sur le plan des préférences quant aux politiques publiques, les travaux d'Anderson (2011) révèlent que c'est au Québec où la différence de préférences sur le plan des

politiques était la plus grande par rapport à la moyenne canadienne et c'est notamment au niveau des dépenses pour les politiques sociales que le Québec se distinguait davantage que les autres provinces canadiennes. Ornstein et Stevenson (1999) ont eux aussi mesuré en partie cette préférence pour les mesures sociales en 1981. Selon ces deux chercheurs, le Québec était la seule province à se distinguer des autres provinces sur différentes dimensions idéologiques. À titre d'exemple, les résidents de la province de Québec soutenaient davantage les mesures en faveur des travailleurs, les mesures sociales et la redistribution de la richesse, et sur l'index gauche-droite élaboré par les deux auteurs, le Québec était la province la plus à gauche. Pour leur part, Nesbitt-Larking, Fournier et Hudon (1997), ont désiré mesurer la perception des jeunes universitaires en Ontario et au Québec à l'égard de la justice distributive. Dans cette recherche, les jeunes Québécois se sont révélés davantage communautaristes, plus favorables à l'intervention de l'État et 46 % des jeunes répondants du Québec désiraient que le gouvernement maintienne son niveau de dépenses pour les programmes sociaux alors que ce pourcentage était de 28 % en Ontario. Bien que ces trois recherches ne permettent pas d'assurer sans équivoque que les Québécois sont plus progressistes que leurs confrères canadiens étant donné leur petit nombre et le fait qu'elles ne sont pas récentes, elles témoignent tout de même que lorsque ces coups de sonde ont été donnés, les résidents du Québec, étaient un peu plus à gauche que ceux d'ailleurs au pays.

Une enquête plus récente a conclu que le Québec n'était pas systématiquement la province la plus à gauche (McGrane et Berdahl, 2013). Leurs analyses révèlent que, sur sept provinces, le Québec, était la quatrième la plus favorable au libéralisme de marché, soit davantage que l'Ontario, et était très près de la moyenne des sept provinces. Cet indice du niveau d'adhésion au libéralisme de marché était constitué de questions portant sur le rôle de l'État dans l'économie et dans le soutien social, la déréglementation et l'attribution du blâme pour échouer dans la vie. Sur un indice mesurant le post-matérialisme, le Québec était la seconde province la plus post-matérialisme derrière l'Ontario (McGrane et Berdahl, 2013). Cet indice sur le post-matérialisme mesure les attitudes face aux inégalités, l'attachement aux valeurs traditionnelles et l'importance attribuée à des enjeux sociaux, comme l'environnement. Dans cette étude, il est très

intéressant de noter que l'Ontario se montre moins favorable au libéralisme de marché et davantage post-matérialiste que le Québec. Le fait que cette recherche ne corrobore pas tout à fait les résultats présentés aux paragraphes précédents est possiblement attribuable au fait que cette enquête est plus récente que les autres études qui elles utilisent des données de 1981, des années 90 et du début des années 2000. Cette différence peut également provenir du fait que cette étude révèle certaines facettes que les autres études n'avaient pas révélées telles que le niveau d'approbation face à la déréglementation et l'attribution du blâme pour échouer dans la vie ou l'importance attribuée à des enjeux sociaux tels que l'environnement, les Autochtones ou les possibilités d'avancement pour les femmes.

1.2.2. Les perceptions et attitudes face aux inégalités :

Différentes recherches (CRIC, 2002; Laczko, 1997; 2005; Ornstein et Stevenson, 1999) dans les années 90 et au début des années 2000, ont avancé que les Québécois se distinguaient des Canadiens anglais quant à la perception des inégalités. Ornstein et Stevenson, (1999) ont conclu, en se basant sur une recherche pancanadienne effectuée en 1981, que les Québécois étaient plus favorables à des mesures pour décroître les inégalités sociales qu'ailleurs au pays. Parmi les répondants québécois, 88 % soutenaient les programmes d'action positive, alors qu'en Ontario, c'était 62 % et que ce niveau de soutien se situait entre 50 et 81 % dans le reste du Canada anglais selon les provinces.¹ Quant à l'énoncé que le gouvernement devait mettre plus d'effort pour réduire la discrimination vécue par les femmes, 67 % des répondants au Québec étaient d'accord alors qu'en Ontario, c'était 54 % et qu'au Canada anglais, le niveau d'appui se situait entre 43% et 55%.

En 2002, un sondage effectué par la firme *Environics Research Group* a révélé qu'il y avait très peu de différences entre les provinces concernant les attitudes face aux droits

¹ Un programme d'action positive est un ensemble de mesures visant à aider un ou des groupes qui subissent une discrimination afin qu'ils aient une réelle égalité des chances au sein d'une entreprise ou dans le marché du travail.

collectifs et aux libertés civiles, sauf en ce qui a trait au Québec. Au Québec, 59 % des répondants considéraient l'égalité plus importante que la liberté individuelle, contre 43 % en Ontario, 44 % dans les provinces de l'Ouest et 40 % dans les provinces de l'Atlantique (CRIC 2002). Par ailleurs, les Québécois étaient systématiquement plus nombreux que leurs compatriotes canadiens à être d'accord avec l'énoncé que la Charte des droits devait aller plus loin dans la protection des droits de groupes historiquement discriminés, que ce soit vis-à-vis des homosexuels, des minorités visibles ou des femmes. Par exemple, en ce qui a trait à l'énoncé disant que la Charte ne va pas assez loin pour protéger les droits des femmes, au Québec, 43 % des répondants étaient d'accord contre 29 % en Ontario, 37 % dans les provinces de l'Atlantique et 28 % dans les provinces de l'Ouest. Les répondants du Québec étaient aussi plus sensibles aux libertés civiles des plus vulnérables, tels que les criminels et les réfugiés, que dans les autres provinces canadiennes. Ces résultats, selon Brooks (2004), confirment une croyance répandue voulant que le Québec soit une société plus collectiviste que le reste du Canada.²

Ce désir plus important de mettre en place des mesures pour réduire les inégalités pourrait provenir du fait que les Québécois sont plus nombreux à percevoir les inégalités sociales. Laczko s'est particulièrement intéressé à cette question et a effectué diverses analyses à l'aide des données de l'ISSP *Social inequality II*, portant sur les attitudes et perceptions face aux inégalités sociales (Laczko 1997; 1998). Une de ces analyses a révélé que « [...] les Québécois sont en 1992 plus conscients des inégalités sociales et plus portés à préconiser des solutions collectives par l'intervention étatique que ne le sont les autres Canadiens [...] » (Laczko, 1997 dans Laczko, 1998 p.337). Ces résultats rejoignent ceux précédemment mentionnés à l'effet qu'un plus grand nombre de citoyens enjoint leur gouvernement de passer à l'action pour diminuer les inégalités sociales. Dans une seconde étude utilisant les mêmes données en ajoutant quelques variables supplémentaires dans l'analyse, Laczko (1998) a conclu que le Québec avait un peu plus tendance à voir son passé comme inégalitaire et à privilégier un type de société un peu plus hiérarchique qu'ailleurs au pays. Cette dernière constatation montre que le Québec

² Le collectivisme, selon le Petit Robert est « un système social dans lequel les moyens de production et d'échange sont la propriété de la collectivité » (241-242).

est un peu plus progressiste sur certains aspects spécifiques, mais qu'il l'est moins sur d'autres. Malgré tout, en 1992 et en 1999, les Québécois percevaient davantage d'inégalités sociales et économiques qu'ailleurs au pays et une proportion plus élevée de répondants au Québec considéraient que le gouvernement devait intervenir pour réduire les inégalités (Laczko, 1997; 2005). Cette distinction avec les résidents des autres provinces canadiennes pourrait provenir du fait que les Québécois, étant eux-mêmes une minorité dans l'ensemble canadien, sont plus prompts à détecter les relations de pouvoir (Laczko, 1997). Par contre, une plus grande capacité de détection ne garantit pas qu'une minorité ne crée pas à son tour des inégalités sociales. En témoignent, par exemple, le racisme à l'intérieur de mouvement féministe ou le sexisme dans le mouvement ouvrier.

Cette plus grande ouverture face à une intervention de l'État pourrait résulter du parcours historique de la province. Lors de la Révolution tranquille, le gouvernement du Québec a mis en place une myriade de sociétés d'État et d'institutions gouvernementales, a grandement augmenté la taille de la fonction publique, a nationalisé l'hydroélectricité et a mis en place d'importants leviers économiques, notamment la Caisse de dépôt et placement, le plus gros portefeuille d'actions au Canada (Bernier 2001). Dans les années 90, le gouvernement demeurait un acteur économique important ayant plus de 200 entreprises et organismes d'État (Lévesque, Malo et Rouzier, 1997). Cette expansion majeure de l'État a non seulement permis une modernisation rapide du Québec, mais a possiblement habitué ses citoyens au rôle actif du gouvernement dans différents champs d'activité.

Les différentes recherches présentées ont montré que le Québec se distingue du reste du Canada quant au niveau d'inégalités sociales perçues; à l'importance d'agir pour réduire les inégalités et au rôle de l'État à cet égard ainsi qu'au type de politiques sociales et au niveau de soutien citoyen pour ces dernières. Par contre, les Québécois privilégiaient en 1992 une société un peu plus hiérarchique qu'ailleurs au pays.

Afin de vérifier si les résultats témoignant d'un caractère un peu plus favorable relativement à la réduction des inégalités sociales et de l'intervention de l'État pour y

remédier se traduit au Québec en davantage de lois pour réduire les inégalités qu'ailleurs au pays, le prochain chapitre sera consacré à la présentation de ce type de politiques sociales dans les différentes provinces canadiennes.

CHAPITRE 2

2.0 Les politiques relatives aux inégalités :

Ce chapitre abordera les différentes mesures mises en place au Canada pour réduire les inégalités et plus spécifiquement celles visant les inégalités économiques. Ensuite, un portrait de différentes lois canadiennes sur l'équité salariale sera brossé et une attention particulière sera portée à la Loi sur l'équité salariale en Ontario et à la Loi sur l'équité salariale au Québec, car ces deux provinces sont les seules à avoir étendu l'application de cette loi au secteur privé. De plus, le contexte socio-économique dans lequel ces deux lois ont été élaborées sera détaillé en fin de chapitre.

2.1 Un bref historique des interventions gouvernementales au Canada :

Depuis l'instauration des Chartes des droits et libertés dans les années 70 et 80 dans plusieurs provinces et au fédéral, il y a eu peu de lois de grande envergure visant la réduction des inégalités économiques et sociales. Tout de même, deux types de loi ont été adoptés à cet effet. D'abord, plusieurs provinces ont choisi de mettre sur pied une loi afin de faciliter l'accès à l'emploi pour les quatre groupes historiquement discriminés, c'est-à-dire les Autochtones, les femmes, les minorités visibles et les personnes ayant un handicap. Par contre, d'une province à l'autre, les lois diffèrent dans leur champ d'application et le Québec est la seule province où une telle loi s'applique encore aujourd'hui au secteur privé sous sa juridiction et non uniquement au secteur public (England et Gad, 2002). L'Ontario a eu également une telle loi s'appliquant au privé, mais uniquement pour une brève période (England et Gad, 2002) car le parti conservateur l'a annulée lorsqu'il a pris le pouvoir en 1995 (Bakan et Kobayashi, 2000). Quant au deuxième type de loi visant la réduction des inégalités, il s'agit des lois sur l'équité salariale visant à éliminer la sous-évaluation des emplois occupés principalement par les femmes. Plusieurs provinces ont adopté une telle loi pour combattre cette inégalité, mais

encore une fois, la plupart des provinces l'ont circonscrite au secteur public. Seul l'Ontario et le Québec ont étendu la loi aux entreprises de dix employés et plus (England et Gad, 2002).

2.2 L'égalité et l'équité salariale: quelle différence :

Le principe de l'équité salariale vise à comparer et à corriger les écarts entre emplois qui ont une valeur égale, tout en étant de nature différente, et qui sont jugés à prédominance masculine ou à prédominance féminine (Mesdroits.ca). Une loi sur l'équité salariale (LÉS) a pour objectif de corriger le fait que les emplois dits féminins sont fréquemment moins bien rémunérés que les emplois dits masculins même si le même niveau de compétences et de responsabilités est exigé. À titre d'exemple, avant la loi de l'équité salariale, le salaire d'un technicien audio-visuel dans une école était habituellement supérieur à celui de la secrétaire bien que les deux emplois nécessitaient le même niveau de responsabilités et de compétences.

La loi de l'équité salariale va plus loin que celle de l'égalité salariale qui elle, réfère à la notion de salaire égal pour un travail égal ou essentiellement égal (Mesdroits.ca). Par exemple, l'égalité salariale exige que dans une même école, les secrétaires ayant le même niveau d'expérience, de compétences et d'ancienneté reçoivent le même salaire.

Les emplois à prédominance féminine sont très souvent moins bien payés que ceux à prédominance masculine et plus le pourcentage de femmes dans une occupation est élevé, plus le salaire sera bas, même lorsque les conditions de travail et le niveau de compétences requis sont équivalents (England et al, 1988; Kilbourne et al, 1990). Plusieurs facteurs sont avancés par les chercheurs pour expliquer cette réalité. D'abord, dans la première moitié du vingtième siècle, lorsqu'un grand nombre de femmes ont commencé à intégrer le marché du travail, leur salaire servait très souvent de salaire d'appoint et, par conséquent, les employeurs se sentaient justifiés de les payer moins (Kilbourne et England, 1997). Cette différence de salaire a perduré à travers les décennies malgré que le salaire des femmes soit devenu une contribution essentielle au revenu

familial à partir des années 80 pour une majorité de foyers. Cet écart se poursuit malgré le changement de la réalité, car les employeurs se basent sur la moyenne offerte dans le marché de l'emploi ainsi que sur le salaire obtenu dans les emplois précédemment occupés par une candidate afin de déterminer le salaire qu'ils lui octroieront (Chicha, 2011). Ensuite, les employeurs, tout comme la société, ont tendance à percevoir les compétences exigées pour un emploi féminin comme innée chez la femme plutôt que le fruit de connaissances et de compétences acquises (Chicha, 2011; Kilbourne et England, 1997). De plus, selon les théories féministes culturelles, l'Occident dévaloriserait ce qui est considéré "naturel", auquel ce qui est féminin serait considéré associé (Kilbourne et England, 1997). Par exemple, le travail d'infirmière nécessite un savoir, un savoir-faire et un savoir-être pour prendre soin d'une personne, mais certaines aptitudes ne sont pas reconnues et rémunérées à leur juste valeur étant considérées comme naturelles. Un autre exemple éloquent de cette sous-estimation se trouve selon Chicha (2006 dans Chicha, 2011) dans le *Dictionnaire des professions* du gouvernement du Québec qui énumère les compétences exigées pour différents emplois. Dans les descriptifs des emplois féminins de ce dictionnaire, plusieurs exigences y sont simplifiées ou tout simplement absentes. Un autre facteur mentionné par l'auteure qui expliquerait que les emplois féminins sont moins bien rémunérés, est que les tâches dites féminines sont perçues comme étant plus faciles à accomplir comparativement à celles des hommes, car elles nécessitent moins d'efforts physiques. Étant donné qu'il est difficile et très long de changer les mentalités, la loi sur l'équité salariale est nécessaire pour éliminer cette inégalité économique.

La prochaine section offrira un portrait pancanadien des lois d'équité salariale.

2.3. La promulgation de lois sur l'équité salariale dans les provinces :

Dans toutes les provinces canadiennes, à l'exception de l'Alberta, des chartes ou des lois ont envoyé le signal qu'il était illégal d'offrir un salaire moindre pour deux emplois différents, mais de valeur équivalente. Par contre, une des faiblesses des chartes et autres lois est qu'elles sont de nature réactive, c'est-à-dire, qu'elles nécessitent qu'un citoyen, sentant que son droit a été bafoué, dépose une plainte et qu'un juge lui donne raison

(Chicha, 2011). Ce processus est souvent long et complexe et ce ne sont pas tous les individus qui sont prêts à entamer une telle démarche même s'ils vivent bel et bien de la discrimination salariale. À l'inverse, les lois de nature proactive forcent les employeurs qui y sont soumis à mettre des mesures en place afin de diminuer la discrimination sans qu'un ou une employé(e) ait besoin de porter plainte.

Au milieu des années 80, les premières lois sur l'équité salariale de nature proactive sont apparues dans les provinces canadiennes. Ce sont le Manitoba (1985-86), l'Île du Prince-Édouard (1988), l'Ontario (1988), la Nouvelle-Écosse (1989) et le Nouveau-Brunswick (1989) qui furent les premiers à en adopter. Ces lois s'appliquaient uniquement au secteur public à l'exception de l'Ontario. Dans cette province, *la Loi sur l'équité salariale* s'est appliquée au secteur public ainsi qu'aux entreprises privées de plus de 10 employés. De plus, cette province fut le premier endroit au monde à avoir une telle législation (Chicha, 2011). Huit ans après l'Ontario, en 1996 le Québec a adopté sa loi sur l'équité salariale. Ainsi, le Québec a pris davantage de temps que certaines autres provinces canadiennes avant de légiférer à cet égard. Il y a un écart de dix ans avec la première province à avoir adopté une loi sur l'équité salariale. Ce cas démontre que le Québec n'est pas toujours à l'avant-garde des mesures progressistes au pays. Cela dit, le Québec et l'Ontario demeurent aujourd'hui les seules provinces où la loi s'applique au secteur public et à toutes entreprises privées ayant plus de 10 employés. Cette particularité nécessite qu'on s'attarde aux caractéristiques des lois sur l'équité salariale en Ontario et au Québec et le contexte socio-économique dans lequel elles ont été élaborées.

2.3.1 L'Ontario :

2.3.1.1 Les caractéristiques de la loi :

Lors de son adoption en 1987, la loi ontarienne s'appliquait à tous les employeurs publics peu importe le nombre d'employés et à tous les employeurs privés ayant plus de 10 employés. Les employeurs publics et les employeurs privés de plus de 100 employés devaient mettre sur pied un programme d'équité salariale (Trudeau, 1993). Le délai pour

débuter l'exercice d'équité salariale était de quatre ans pour les employeurs (Chicha, 2011). Ensuite, il y avait quatre ans maximum pour étaler les versements des ajustements salariaux dus.

Afin d'établir s'il existait une catégorie d'emploi féminin au sein d'une entreprise, il fallait que la catégorie soit composée d'au moins 60% de femmes et qu'il existe une catégorie masculine, qui elle devait compter au minimum 70% d'hommes, avec laquelle la comparer.

Dans l'évaluation des emplois féminins et masculins, l'employeur se basait sur le personnel à l'intérieur de son entreprise, à moins qu'il y ait un syndicat ce qui permettait aussi de procéder par unité d'accréditation syndicale (Trudeau, 1993). Dans la mise en place de cet exercice, l'employeur n'était pas tenu d'impliquer les employés, notamment les femmes, à moins que l'entreprise soit syndiquée (Trudeau, 1993).

2.3.1.2 L'évaluation de la loi ontarienne :

La loi ontarienne était une première au Canada car elle s'appliquait au secteur privé et non seulement au public. Cette loi a aussi l'avantage d'être de nature proactive, c'est-à-dire qu'elle force les employeurs à mettre sur pied un exercice d'équité salariale au lieu que ce soient les femmes lésées qui doivent porter plainte et ainsi faire face à un long processus (Chicha, 2011). De plus, même si le recours à l'évaluation des emplois comporte des désavantages, cela permet de révéler que certaines qualifications du travail féminin sont niées et sous-payées (Bacchi, 1990). Kainer (2002), pour sa part, admet que malgré la complexité de la loi et certaines contradictions, ces paramètres sont suffisamment flexibles pour permettre à des groupes d'amener des changements de nature progressiste. Malgré ces points positifs, plusieurs critiques à l'endroit de la LÉS ont également été mises de l'avant.

Le fait que les entreprises de moins de 10 employés étaient exemptées de la loi constituait une faiblesse majeure selon plusieurs chercheurs (Chicha, 2011; Cuneo, 1990; Kainer, 2002; McDermott, 1992), car un nombre non négligeable de femmes se retrouvaient dans ce type d'entreprise à l'époque. Selon la Commission de l'équité salariale, cela constituait 10% de la main-d'œuvre féminine et selon la Coalition pour l'équité salariale, cela était 12% (Trudeau 1993). Entre 1976 et 1984, 87% des nouveaux emplois étaient dans des compagnies de moins de 20 employés. Par contre, il serait aussi possible d'argumenter qu'il est préférable d'exclure les entreprises de moins de 10 employés étant donné les coûts de mise en application de la loi pour ces dernières de même que les dépenses gouvernementales engendrées pour s'assurer de leur conformité à la loi. Les femmes se retrouvant dans des entreprises, où il n'y avait pas d'emploi à prédominance masculine ou qui n'atteignent pas le ratio 60%/70%, ne bénéficiaient pas elles non plus de la LÉS.

Finalement, il arrivait que des femmes qui travaillaient dans des entreprises où il existait des catégories d'emploi ayant plus de 60% de femmes et des catégories d'emploi ayant plus de 70% d'hommes, ne puissent pas se qualifier pour l'équité salariale lorsque le pointage obtenu par les emplois « masculins » était beaucoup plus élevé que le pointage des emplois « féminins » (McDermott, 1992). Il faut se rappeler qu'afin de déterminer si les emplois féminins sont moins payés que les emplois masculins dans une même entreprise, on procède à une évaluation de chacune de ces catégories d'emploi en attribuant des points selon les différentes tâches et responsabilités. Si l'emploi masculin recevait un nombre de points beaucoup plus élevé qu'un emploi féminin, cette catégorie ne pouvait plus servir de comparateur.

Une autre lacune majeure identifiée dans la littérature est l'utilisation d'un système d'évaluation d'emploi souvent réalisé par les départements des ressources humaines ou les cadres (Kainer, 2002; Trudeau, 1993). Avant la loi, c'était justement une évaluation biaisée des emplois au détriment des femmes qui causait l'iniquité salariale entre hommes et femmes. En utilisant le système d'évaluation d'emplois et parfois par les mêmes personnes, une partie du biais risquait de perdurer.

Par ailleurs, dans les milieux non-syndiqués, la manière qu'allaient utiliser l'employeur, les ressources humaines ou les cadres pour effectuer cette évaluation ne serait fort probablement pas révisée par un tiers parti. En milieu non syndiqué, l'employeur n'avait aucune obligation de faire participer les employés à l'exercice. À cette critique, certains pourraient répliquer que des femmes se sentant lésées dans le processus pourraient toujours déposer une plainte. Par contre, il était peu probable qu'elles le fassent étant donné la longueur du processus et la crainte de représailles de leur supérieur ou de leur milieu de travail (Cuneo, 1990).

Armstrong et Armstrong (1991) considèrent que, malgré les différents pièges possibles dans les modalités de la loi ontarienne, ils ne constituent pas une inévitabilité en soi. Premièrement, la loi peut servir à légitimer le bon fonctionnement du libre-marché autant qu'elle peut éveiller les consciences que ce dernier n'est pas impartial comme on le prétend. Deuxièmement, le recours au processus d'évaluation d'emploi peut effectivement perpétuer des stéréotypes et une évaluation sexiste mais elle peut tout autant permettre une restructuration de cette évaluation vers quelque chose de plus équitable. Troisièmement, avancent les auteurs, la loi a le potentiel de diviser puisqu'elle exclut certaines femmes, mais elle peut tout autant créer un sentiment de solidarité entre les femmes. Quatrièmement, la loi pourrait être appliquée d'une manière à ce qu'il y ait un impact sur quelques entreprises, puisque cela amènera peut-être les compagnies par elles-mêmes à exiger une politique plus simple et uniforme. En somme, les deux auteurs affirment que les modalités de la loi actuelle ont le potentiel de nuire tout comme elles peuvent aider. Ils terminent en disant que la Loi sur l'équité salariale ontarienne contrairement à la Loi d'équité en matière d'emploi nécessite une solution où ce sont les femmes en tant que groupe qui sont affectées et non sur une base individuelle. Cette caractéristique croient-ils a le potentiel de transformer la perception quant aux structures et conditions actuelles de tous les emplois. Mais cette transformation des mentalités est seulement possible si l'enjeu est perçu sous l'angle de la discrimination systémique affectant les femmes en tant que groupe et non comme une problématique vécue par certaines femmes ou individus sur une base individuelle. Cette perception de l'inégalité

envers un groupe sous une forme systémique est importante afin de faire prendre conscience que le libre-marché, malgré ses avantages, peut perpétuer des inégalités.

Après avoir présenté les modalités et des critiques favorables et défavorables de la loi ontarienne, il est maintenant important de présenter le contexte dans lequel elle fut élaborée afin de bien saisir cette loi dans son ensemble.

2.3.1.3 Le contexte socio-économique de l'Ontario :

Pendant plusieurs décennies, l'Ontario a été caractérisé par une grande stabilité politique et un conservatisme modéré. De 1943 à 1985, une série de gouvernements conservateurs se sont succédé. Durant cette période, il y avait peu de différences entre le Parti libéral et le Parti conservateur : les conservateurs avaient certaines tendances libérales et ces deux partis négociaient plusieurs accords entre eux (Ornstein, 2003). Par contre, à partir de 1975, trois partis se sont partagé le pouvoir : les libéraux, les conservateurs et les néo-démocrates (Bernard et Saint-Arnaud, 2004).

En 1977, le Nouveau parti démocratique (NPD) est devenu l'opposition officielle. Ensuite, en mai 1985, les libéraux ont formé un gouvernement minoritaire. Malgré le fait que les conservateurs avaient quatre députés élus de plus que les libéraux, ces derniers, pour prendre le pouvoir, formèrent une coalition avec le NPD en promettant de mettre en œuvre certains éléments de l'agenda politique néo-démocrate notamment une loi sur l'équité salariale (Trudeau, 1993).

Le résultat de cette élection, aux yeux de certains auteurs, ne constituait pas une rupture idéologique avec le passé. Pour Ornstein (2003), le programme des Libéraux en 1985 et 1987 avait des accents de conservatisme modéré. Ibbitson (1997) pour sa part considère que cette défaite du Parti conservateur serait attribuable au fait que ce parti ait délaissé son image de modération alors que cette dernière lui avait valu des décennies de victoires électorales. Selon Wilson (1997), ce revirement est plutôt dû à la feuille de route peu

reluisante de William Davis, premier ministre conservateur pendant près de 15 ans ainsi qu'au leadership peu charismatique du nouveau chef de parti, Frank Miller, lors de l'élection de 1985. Selon ces auteurs, le résultat de cette élection pourrait être attribuable à l'image moins modérée projetée par les conservateurs ou à la continuité idéologique de conservatisme modéré du Parti libéral bien plus qu'à un profond changement idéologique.

Au moment de l'élaboration du projet de loi sur l'équité salariale, l'économie de la province était florissante. En 1987, le revenu par habitant étant le plus élevé des provinces canadiennes et le taux de chômage, le plus faible au pays depuis 1985 (Dyck, 1990). Ce contexte favorable aurait possiblement rendu les électeurs et les élus plus favorables à une loi sur l'équité salariale.

Il est maintenant temps de se tourner vers la deuxième province ayant appliqué sa loi sur l'équité salariale autant au secteur privé qu'au secteur public. Dans les prochaines pages, la loi québécoise et les critiques qui lui sont adressées seront détaillées, ainsi que le contexte socio-économique qui prévalait pendant la conception de la LÉS.

2.3.2 Le Québec :

2.3.2.1 Les caractéristiques de la loi :

Chicha (2011), dans son livre *L'équité salariale, mise en œuvre et enjeux*, explique les paramètres de cette loi lors de son adoption. Elle s'appliquait à tous les employeurs publics et à tous les employeurs privés ayant 10 employés ou plus. Les entreprises entre 10 et 49 employés avaient seulement une obligation de résultats, celles de 50 à 99 employés, devaient mettre en place un programme d'équité salariale et celles de 100 employés et plus devaient élaborer un programme d'équité salariale ainsi que mettre sur pied un comité d'équité salarial participant à l'exercice de l'équité salariale. Ce comité devait être composé au deux tiers de salariés dont 50% devaient être des femmes. Ce comité ou l'employeur dans le cadre de plus petites entreprises, avait pour fonction

d'identifier les catégories d'emploi à prédominance masculine et celles à prédominance féminine, d'évaluer la valeur de chacune, de les comparer entre elles et finalement, de déterminer l'ajustement salarial lorsque nécessaire. Une catégorie d'emploi se qualifiait d'emploi à prédominance féminine lorsqu'elle était constituée à 60% et plus de femmes et d'emploi à prédominance masculine lorsqu'elle était composée de 60% et plus d'hommes. Contrairement à la loi en Ontario, la loi n'exigeait pas de catégorie d'emploi masculin au sein de l'entreprise pour être éligible à l'exercice d'équité salariale. Un comparateur masculin pouvait provenir d'une autre entreprise. Dans l'évaluation des emplois à prédominance sexuelle, l'employeur se basait sur le personnel à l'intérieur de son entreprise sauf lorsqu'il y avait présence d'un syndicat, ce qui permettait aussi de procéder par unité d'accréditation syndicale. Le dernier paramètre important de la loi québécoise était son délai d'application. À l'origine, les employeurs avaient quatre ans après l'adoption de la loi pour finaliser l'exercice et quatre ans pour étaler les ajustements salariaux.

La prochaine section présente les commentaires positifs et négatifs qui ont été faits à l'endroit de cette loi québécoise.

2.3.2.2. L'évaluation de la loi québécoise :

Selon Déom et Mercier (2001), il existe bon nombre de faiblesses à la Loi de l'équité salariale adoptée en 1996. Par exemple, pour les entreprises entre 10 et 49 employés, aucune consigne spécifique n'était donnée pour accomplir l'exercice. De plus, les entreprises de moins de 100 employés n'étaient pas forcées de mettre sur pied des comités d'équité salariale composés à 50 % de femmes, ce que les auteurs considéraient essentiel pour que les femmes puissent défendre adéquatement leurs intérêts, mais aussi prendre conscience de l'importance de l'exercice et ainsi assurer sa pérennité dans l'avenir. Une autre faiblesse mentionnée est que certains corps de métiers étaient exclus de l'équité salariale, notamment les pompiers et les policiers qui ne sont pas considérés comme des salariés au sens de cette loi. Un autre problème est le fait que les entreprises qui avaient déjà effectué un exercice de relativité salariale n'étaient pas tenues de se

conformer à la nouvelle loi si la Commission leur accordait ce droit. La relativité salariale est un exercice d'évaluation qui compare les salaires versés aux femmes avec tous ceux de l'entreprise. Ceci est problématique car en amalgamant tous les emplois, c'est-à-dire les emplois féminins étant réputés sous-évalués avec les emplois masculins, l'écart total se révèle moins important que si les emplois « féminins » sont comparés uniquement à ceux « masculins ». Au moment où l'article de Déom et Mercier a été publié en 2001, il y avait déjà cent-soixante-dix entreprises qui avaient déposé leur rapport de relativité salariale et une majorité d'entre-elles avaient été exemptées de la Loi sur l'équité salariale. Par ailleurs, ces deux auteurs ont déploré le peu de ressources octroyées à la Commission de l'équité salariale. Ceci a restreint la capacité à effectuer un suivi suffisant auprès des entreprises, de bien encadrer les compagnies, notamment les plus petites, et de faire de la sensibilisation auprès des travailleurs et travailleuses. À ces critiques, s'ajoute également l'exemption des entreprises de moins de 10 employés où un plus grand nombre de femmes que d'hommes travaillent et qui constituaient en 2004 80,4% du total des entreprises québécoises (Chicha, 2011).

Dans leur article, Déom et Mercier (2001) dénoncent également la possibilité d'utiliser l'unité d'accréditation syndicale au lieu de l'entreprise elle-même pour déterminer l'équité salariale. Ceci est problématique en ce sens que les unités d'accréditation ont souvent été formées sur la base d'une division sexuelle du travail. Les chercheurs citent en exemple qu'habituellement dans une entreprise, les employés de production se retrouvent dans une unité et les employés de bureau dans une autre. Les emplois de la première unité sont souvent mieux payés que ceux de la seconde et ainsi, lorsque l'exercice de l'équité salariale s'effectue dans l'unité « travail de bureau » uniquement, les hausses de salaires ont de bonnes chances d'être moins importantes que si cela avait été fait en comparant tous les postes au sein d'une même compagnie, comparant les emplois de production à ceux de bureau.

Ce dernier point rejoint une des critiques majeures formulées à l'endroit de la Loi sur l'équité salariale que ce soit au Québec ou en Ontario. Un nombre substantiel de femmes

étaient exclues de par les différentes exemptions et modalités d'application de la loi réduisant ainsi sa portée.

Mais il n'y a pas que des commentaires négatifs à l'endroit de LÉS. Cette loi est de nature proactive évitant aux femmes de devoir porter plainte pour obtenir l'équité salariale (Chicha, 2011). À cela s'ajoutent les avancées que la loi a permises selon le CIAF (2008). L'évaluation des emplois basée sur des critères objectifs permet d'éliminer les biais nuisant aux femmes et, dans le cas des PME n'ayant pas de système d'évaluation préétabli avant l'avènement de la loi, cela les force à élaborer une structure salariale qui permet à leurs employées de savoir comment leur salaire est déterminé. La loi envoie également un signal que le problème de l'iniquité salariale est un problème systémique et non pas le fruit de quelques employeurs mal intentionnés. Finalement, la mise sur pied de la Commission sur l'équité salariale a été une très bonne initiative selon le CIAF. Elle gère les plaintes, informe les employeurs et les travailleurs et voit à l'application de la loi. Elle a également mis sur pied des outils d'évaluation à l'intention des employeurs ainsi que deux comparateurs masculins fictifs pour les entreprises n'ayant pas d'emplois à prédominance masculine.

2.3.2.3. Le contexte socio-économique du Québec :

La politique d'après guerre jusqu'au début du 21^e siècle a été moins stable au Québec qu'en Ontario. D'abord, le règne d'un seul parti a été beaucoup plus court, soit 16 ans. Ce règne était celui du parti de Maurice Duplessis, l'Union nationale, considéré comme un parti de droite populiste (Baillargeon, 1992). Entre 1944 et 1973, le Parti libéral du Québec et l'Union nationale se sont succédé à la tête du gouvernement, le perdant se retrouvant dans le rôle d'opposition officielle. Cette situation se transforma lorsque René Lévesque décida de créer un parti indépendantiste qui devint l'opposition officielle en 1973 et fut porté au pouvoir en 1976. Par la suite, ce fut au tour des Libéraux et du Parti québécois de s'échanger le pouvoir à tous les deux mandats. Avant le début du 21^e siècle, le Parti québécois gouverna de 1976 à 85 et à nouveau de 1994 à 98 et le Parti libéral de

85 à 94. Le gouvernement libéral de Lesage des années 60 et le gouvernement du Parti québécois de 1976 étaient de tendance sociale-démocrate ou centre-gauche, et nationaliste (Baillargeon, 1992). Ici, on attend par tendance social-démocrate des mesures favorables à l'État providence, à une économie mixte, à un bon nombre de politiques sociales, à la redistribution de la richesse et à un rôle important de l'État afin d'assurer une justice sociale.

Par contre, cette orientation progressiste a commencé à se modifier à partir des années 80. Le Québec, tout comme le reste de l'Amérique du Nord, a connu une montée du néolibéralisme (Caldwell, 1992; Graefe, 2004). Dans le cadre de ce mémoire, le néolibéralisme signifie un système politique qui préconise la diminution majeure de l'intervention étatique et des exigences pour les entreprises afin d'assurer une prospérité économique (Fairclough, 2000; Fortier et Pizarro Noël, 2013). Cette définition de Harvey (2007) illustre bien que la diminution, voire l'abolition de toute contrainte à l'endroit des entreprises est au cœur de cette idéologie "Neoliberalism is in the first instance a theory of political economic practices that proposes that human well-being can best be advanced by liberating individual entrepreneurial freedom and skills within an institutional framework characterized by strong private property rights, free markets, and free trade. » (p. 2) Finalement, l'idéologie néolibérale comme toutes les autres idéologies prétend ne pas être idéologique, mais faisant plutôt preuve de pragmatisme face à la réalité actuelle (Fortier et Pizarro Noël, 2013).

Suite à la récession de 1981-1982, le Parti québécois s'éloigne de son agenda social-démocrate et effectue une série de coupures. Le Parti libéral élu en 1985 désire prendre à son tour un virage à tendance néolibérale, tel qu'en témoigne un rapport soumis au gouvernement qui réclame en outre la privatisation de sociétés d'État et la déréglementation (Bergeron, 1987 dans Caldwell, 1992). Par contre, le gouvernement adopta très peu de recommandations au final (Lévesque, Bourque et Vaillancourt, 1999).

Selon Vaillancourt (2011), les années 90 connurent davantage de politiques progressistes que la décennie précédente. Le gouvernement adopta plusieurs politiques et programmes

sociaux dont un système de garderie universelle unique au Canada en 1996, l'institutionnalisation d'organismes à but non lucratif pour créer notamment les carrefours jeunesse-emploi, la reconnaissance ainsi que le soutien financier de l'économie sociale et bon nombre de mesures, en collaboration avec le milieu communautaire, pour combattre la pauvreté notamment des projets de logement social.

Par contre, ces mesures plus progressistes furent accompagnées d'une série de coupures gouvernementales. La province fut frappée par une crise budgétaire car la dette du Québec devenait trop importante et le gouvernement fédéral d'Ottawa avait réduit ses transferts fédéraux de 20 % pour toutes les provinces canadiennes (Théret, 1999 dans Bernard et Saint-Arnaud, 2004). De plus, le gouvernement péquiste dirigé par Lucien Bouchard souhaitait atteindre le déficit zéro. S'ensuivirent de fortes compressions budgétaires, notamment en santé et en éducation (Vaillancourt, 2011). Entre août 1995 et mai 1996, le taux d'insatisfaction envers le gouvernement oscillait entre 43 et 49% (Cloutier et Strutynski, 1997). À cette époque, le taux de chômage était aussi élevé, étant de 12,4% en 1992 et de 10,4% en 1995 (Boily et Serré, 1995).

En plus de vivre une crise budgétaire, le Québec faisait face à une plus grande compétitivité avec les marchés étrangers qu'à l'époque où l'Ontario avait adopté sa loi sur l'équité salariale. En fait, l'accord de libre-échange avec les États-Unis de 1989 et celui intégrant le Mexique en 1993 furent une source de menace pour plusieurs entreprises canadiennes et entraînèrent dans leurs premières années des milliers de perte d'emplois au pays (Ferguson et Roberts, 2005). Dans l'opinion publique, ce ne fut que vers la fin de 1987 que cet enjeu commença à inquiéter un plus grand nombre de Canadiens alors que six mois auparavant, seulement 6% des citoyens sondés percevaient cet accord comme problématique pour le pays (Brownlee, 2005). Ainsi, lorsque l'Ontario adopta sa loi en 1987, le grand public ne s'en inquiétait pas encore de manière significative.

Le dernier élément important du contexte socio-économique prévalant au Québec lors de l'élaboration de la Loi sur l'équité salariale est que la province se remettait d'un

référendum sur la souveraineté. En octobre 1995, le camp du Non l'avait emporté de justesse avec 50,5% des voix. Ce référendum suivait une série d'échecs pour intégrer le Québec dans la constitution canadienne.

Ceci termine le portrait socio-économique des deux provinces et permet de mettre en perspective le contexte dans lequel les deux lois furent élaborées. À l'époque de l'adoption de leur loi respective, sur le plan économique, le Québec connaissait une crise budgétaire et une plus grande intégration économique continentale comparativement au climat qui prévalait lors de l'adoption de la loi en Ontario. Sur le plan politique, les deux provinces étaient gouvernées par un gouvernement ayant des tendances sociales-démocrates jumelées à du conservatisme modéré. En Ontario, ceci était dû à une coalition entre le Parti libéral et le NPD où le premier continuait un agenda de conservatisme modéré ponctué d'éléments sociaux-démocrates promis aux NPD. Au Québec, ce mélange de tendance politique était dû à un désir d'affirmation nationaliste d'un projet social-démocrate entrecoupé de coupures drastiques dans les services publics pour rééquilibrer les finances.

CHAPITRE 3

3.0. La représentation médiatique et les inégalités socio-économiques :

Ce chapitre présente en première partie les différentes théories et recherches relatives à la représentation médiatique de la réalité. La deuxième partie est consacrée à la recension des recherches analysant la couverture médiatique de politiques sociales au Canada,

3.1. La couverture médiatique et la représentation de la réalité :

Les médias ne sont pas un simple miroir de la réalité mais une représentation nécessitant une série de choix notamment les éléments qui seront inclus et ceux qui seront exclus, ce sur quoi l'accent sera mis et quelle séquence sera employée pour créer un message cohérent (Knight, 2004). Ils décontextualisent et recontextualisent la réalité (Steuter, 2002). Selon Lorimer et Gasher, (2004), le type de cadre interprétatif d'une nouvelle qui sera privilégié par le journaliste est influencé par la valeur de la nouvelle, la structure organisationnelle du média et l'idéologie dominante. Selon Steuter (2002), c'est plutôt le rythme de la nouvelle, la structure de l'entreprise et l'endroit où sont affectés les journalistes qui a un impact sur la manière de représenter un événement, un enjeu. Par ailleurs, en raison de leur besoin d'immédiat, les médias privilégient davantage l'angle des enjeux et conséquences que celui des causes et de son développement dans la couverture d'une nouvelle (Knight, 2004).

Le type de sources consultées peut également avoir une incidence sur la représentation de la réalité. Selon Knight (2004), il existe trois types de sources auxquelles les médias font appel : officielle, ordinaire et alternative. Les sources officielles regroupent les politiciens, les leaders du milieu corporatif, les policiers, les experts et les professionnels. Les sources ordinaires sont les citoyens « moyens » qui sont victimes de la situation ou à qui on offre le micro pour s'exprimer. Les sources alternatives sont les organismes communautaires, les activistes, etc. Les sources officielles réussissent plus facilement que

les autres à avoir accès aux médias et parlent très souvent au nom du « bien commun » (Knight 2004; Winter, 1992). Leur statut leur permet plus facilement de définir un enjeu selon leur perspective. Par exemple, la loi anti-briseur de grève en Ontario et au Québec a été présentée comme un enjeu pouvant amener une perte d'emploi et d'investissement pour la société et non sous l'angle des désavantages pour les entreprises ou d'une baisse de leurs profits (Knight, 1998). Par ailleurs, les journaux ont fait très peu état que cette loi avait le potentiel d'harmoniser les relations de travail et de réduire les grèves (Knight, 1998). Habituellement pour les sources alternatives, il devient difficile de recadrer l'enjeu après que cela ait été fait par les sources officielles et elles se retrouvent souvent dans le rôle de critique de la source officielle (Hall et coll., 2000). Leurs demandes sont souvent qualifiées de représentant des « intérêts particuliers » et non le « bien commun » (Winter, 1992). Gamson et ses collègues (1992) avancent pour leur part qu'il y a des groupes puissants qui ont davantage de ressources notamment matérielles pour promouvoir leurs idées mais que tous les intervenants peuvent tenter d'influencer les médias. Parfois, des définitions alternatives du problème peuvent réussir à devenir le point de vue principal. Ceci se produit lorsqu'il s'agit de domaines contestés ou problématiques. Dans un tel contexte, le journaliste sent qu'il est dans l'obligation de présenter une diversité d'interprétations et de sources par souci d'objectivité. Ces auteurs croient qu'il y a une diversité d'idées et d'intervenants, mais qu'ils ne sont pas tous sur un même pied d'égalité. Manning (2001) quant à lui est d'avis qu'il est possible qu'une source qui était auparavant en marge devienne la toute première ou la seconde source de référence des journalistes. Ceci est notamment le cas de certains groupes écologistes, selon l'auteur.

Ainsi, selon les différents auteurs, il existe une pluralité de sources et de points de vue dans la couverture journalistique, mais ces sources diffèrent dans leurs ressources et la crédibilité qu'on leur attribue. Ceci a une influence sur le point de vue qui prédominera. Par contre, ce ne sont pas les plus puissants qui gagnent systématiquement à ce jeu.

3.2. La couverture médiatique et les inégalités sociales :

Très peu de livres et d'articles ayant effectué une analyse des médias dans le cadre de l'élaboration d'une politique sociale au Canada ont pu être retracés. Beaucoup plus fréquemment, les analyses de la couverture médiatique canadienne portaient sur les mouvements sociaux ou les grèves (Knight, 1992; Greenberg, 2004; Kozolanka, 2006 et 2010; Steuter, 2002; Wilkes et Ricard, 2007; Winter, 1992). Cela dit, quelques recherches ont tout de même été retracées. Rinehart (2008) et Rauhala et coll. (2012) ont analysé la couverture médiatique pendant la campagne électorale fédérale de 2006 relative aux programmes politiques portant sur la garde des enfants et le soutien pour les femmes restant à la maison. Les deux recherches ont démontré que les médias ont traité de cet enjeu de manière superficielle, négligeant de soulever les faiblesses des propositions politiques et dans le cas de la recherche de Rauhala et coll. (2012), en citant davantage les personnes politiques que les experts en la matière, les activistes, les parents et les personnes travaillant en petite enfance. Thériault (2006), pour sa part, a analysé la couverture du *National Post* en 2004-2005 face à la proposition d'un programme national de garde pour les enfants au fédéral. La couverture de ce quotidien était très négative dénonçant notamment la nouvelle bureaucratie et les coûts majeurs qu'un tel programme engendrerait et soutenait qu'il était à l'encontre de la liberté de choix.

Knight (1998) et Silva (1995) pour leur part, ont investigué la réaction des journaux face à un projet de loi interdisant notamment le recours aux briseurs de grève. Selon ces deux auteurs, la couverture des médias était négative à l'endroit du projet de loi. Knight (1998), dans cette analyse de contenu médiatique, fait également une comparaison entre le Québec et l'Ontario. Sur quelques points, la couverture des journaux dans les deux provinces se ressemblait. Que ce soit en Ontario ou au Québec, le point de vue du patronat était prédominant et les citations provenant du gouvernement et des syndicats étaient principalement en réaction aux critiques du patronat. Par contre, la couverture divergeait quant aux conséquences de la future loi. En Ontario, l'opposition à la loi était présentée en faisant référence aux pertes d'emplois et aux investissements. Le gouvernement NPD a tenté de défendre le projet en matière de justice sociale et d'équité

pour les moins avantagés, mais ce recadrage a peu été repris dans les médias et a été peu fréquent comparativement à l'argument économique du patronat. Au Québec, les critiques du projet de loi étaient à l'effet qu'il était une atteinte aux droits et libertés et que la loi pourrait augmenter la violence dans les relations de travail car elle conférerait davantage de pouvoir aux syndicats. Selon l'auteur, dans les deux provinces, le patronat avait habilement réussi à reformuler ses propres intérêts en intérêts de la majorité, que ce soit sur le plan économique ou celui du respect des droits individuels. Les journaux ne remettaient pas en question cette stratégie des entreprises.

Harding (2007) quant à lui a effectué une analyse de la représentation médiatique des politiques publiques à l'égard des Autochtones dans une perspective historique. Il a montré la persistance de stéréotypes existant déjà au 19^e siècle ainsi qu'un ethnocentrisme à l'égard des Autochtones. L'angle que prenaient les articles limitait souvent la source de ces derniers bien que dans certains médias, cette source arrivait tout de même à être davantage présente.

Une seule recherche analysant la représentation médiatique d'une politique visant la réduction d'une inégalité a été retracée. Klassen et Cosgrave (2002) analysent la couverture médiatique en Ontario lors de la mise en place, au niveau fédéral puis provincial, d'une politique d'affirmation positive pour quatre groupes historiquement discriminés. Pour la période de 1984 à 86 pendant que la loi fédérale était élaborée, les auteurs concluent que le *Globe and Mail* était assez critique et le *Toronto Sun* très négatif à l'endroit de la loi bien que le *Globe and Mail* en comparaison, était majoritairement plus nuancé et explicatif. Dans le *Globe and Mail*, certains éditoriaux et chroniques exagéraient le niveau de difficulté de l'implantation de la loi et minimisaient le fait que la loi n'exigeait pas l'atteinte des quotas. Le *Toronto Star* pour sa part, était assez favorable à la loi et notait que la loi ne nécessitait pas de quota.

Dans un deuxième temps, Klassen et Cosgrave (2002) analysent la couverture médiatique en 1993 lorsque l'Ontario promulgua à son tour une loi d'accès à l'égalité en emploi et ensuite en 1995, alors que cette loi fut un thème important de l'élection. En 1993 et 1995,

la couverture médiatique du *Globe and Mail* fut équilibrée ayant même en 1993 plus de citations positives que négatives à l'endroit de la future loi. Par contre, les éditoriaux du *Globe and Mail* durant ces deux périodes continuaient de s'y opposer. Le *Toronto Star* pour sa part, était favorable en 1993 ainsi qu'en 1995. Le *Toronto Sun* quant à lui avait très peu de couverture de la Loi, et celle-ci était dans l'ensemble défavorable. Selon les auteurs, cette politique d'affirmation positive était présentée tel un enjeu pour les entreprises dans le *Globe and Mail* et tel un enjeu social dans le *Toronto Star*. En conclusion, les deux auteurs avancent que la couverture médiatique et éditorialiste mettait en opposition deux valeurs : celle de l'égalité des chances et de l'équité et celle de l'individualisme.

L'analyse de Klassen et Cosgrave (2002), pour chacune des trois périodes, se base sur moins de 10 articles, parfois même sur moins de cinq articles dans le cas du *Toronto Sun*. Ceci rend la généralisation de leurs résultats plus difficile et ce mémoire pourra pallier à cette lacune en analysant près d'une quarantaine d'articles par quotidien. Par ailleurs, Klassen et Cosgrave (2002) n'effectuent pas de comparaison interprovinciale et ainsi il n'est pas possible de déterminer si le traitement médiatique d'une telle loi différerait d'une province à l'autre et si le Québec se distinguerait sur ce point, des provinces voisines. L'analyse de la couverture médiatique dans une perspective comparative proposée dans ce mémoire, permettra d'apporter quelques connaissances à cet égard.

En résumé, plusieurs recherches portant sur l'élaboration d'une politique sociale ont révélé que la couverture était somme toute négative à l'endroit de tels projets de loi (Klassen et Cosgrave, 2002; Knight, 1998; Silva, 1995; Thériault, 2006). Par ailleurs, au niveau des sources les plus couramment citées par les journalistes, le gouvernement ou le patronat seraient plus fréquemment cités ou paraphrasés que les intervenants provenant du milieu communautaire ou des syndicats (Knight, 1998; Rauhala et coll., 2012).

CHAPITRE 4

4.0 La problématique et question de recherche :

Dans ce chapitre, seront présentées la problématique et la question de recherche de ce mémoire ainsi que les hypothèses qui en découlent.

4.1. Les perception des inégalités socio-économiques et représentation médiatique :

En ce qui a trait aux inégalités socio-économiques et au rôle de l'État, les travaux cités au premier chapitre ont avancé que les Québécois se distinguaient sur trois dimensions. Premièrement, les résidents du Québec étaient plus favorables que ceux des autres provinces canadiennes à des politiques ou à des dépenses sociales (Anderson, 2011; Nesbitt-Larking, Fournier et Hudon, 1997; Ornstein et Stevenson, 1999). Deuxièmement, les Québécois étaient plus favorables à une intervention de l'État pour réduire les inégalités qu'ailleurs au pays (CRIC 2002; Laczko, 1997 et 2005; Ornstein et Stevenson, 1999). Finalement, les Québécois percevaient davantage les inégalités sociales et économiques que dans le reste du pays (Laczko, 1997; 2005).

Les deux études de Laczko avançant que les Québécois percevaient davantage d'inégalités sociales et étaient plus favorables à une intervention étatique pour y remédier que dans le reste du pays sont très intéressantes à cet égard mais l'auteur effectue son analyse comparative sur un nombre restreint de variables. Qu'en est-il des autres dimensions quant aux perceptions et attitudes? Par exemple, existe-t-il une différence de croyances entre Québécois et le reste du Canada vis-à-vis des facteurs déterminants pour réussir dans la vie et des critères devant déterminer le salaire?

De plus, étant davantage favorable à une intervention étatique pour réduire les inégalités, quelles sont les réactions dans l'espace public québécois lorsque le gouvernement décide

de légiférer en ce sens? Une manière d'investiguer cette question est d'étudier la couverture médiatique lorsqu'une telle loi est mise en place. En fait, dans la compréhension de tout phénomène social, il est primordial d'analyser les médias, car ils constituent l'une des principales sources de représentation de la réalité (Knight, 2004) bien que cette réalité soit interprétée à l'intérieur de certains paramètres (Knight, 2004; Lorimer et Gasher, 2004; Steuter, 2002;). De plus, la couverture des journaux est un indicateur des dynamiques sociales et des conflits vis-à-vis des thèmes touchant l'ethnicité, le genre, la classe, les valeurs d'égalités et les idéologies telles que l'individualisme et le collectivisme et celles définissant le rôle de l'État dans nos vies (Klassen et Cosgrave, 2002). Finalement, la couverture médiatique a une grande influence sur le degré d'adhésion ou d'opposition à une loi et, par conséquent, elle peut être garante du succès ou de l'insuccès d'une telle loi.

Pourtant, la recension des écrits au précédent chapitre a révélé que peu de recherches ont étudié la représentation journalistique de politiques sociales dans une même province ou dans une perspective de comparaison interprovinciale. Quelques articles font exception (Knight, 1998; Harding, 2007; Rauhala et coll., 2012; Rinehart, 2008; Silva, 1995; Thériault, 2006). Encore plus rares sont les études de la couverture des médias quant à l'élaboration d'une loi pour réduire les inégalités. Celle de Klassen et Cosgrave (2002) est l'unique recherche trouvée qui se soit attardée à cette question.

Étant donné que la représentation journalistique des inégalités socio-économiques a été peu abordée et que les études comparatives de Laczko quant à la perception de ces dernières sont restreintes, la question de recherche suivante guidera ce mémoire. Est-ce que le Québec se distingue de l'Ontario dans la manière de percevoir les inégalités socio-économiques et de réagir lorsque le gouvernement décide de légiférer pour les réduire?

Afin de répondre à cette question, deux approches seront employées, une quantitative et l'autre qualitative. Dans le cadre de l'analyse quantitative, après avoir accompli une analyse factorielle du *Social Inequality II*, une analyse de variance sera effectuée afin de déterminer au niveau de quelles attitudes et perceptions face aux inégalités sociales le

Québec se distingue de l'Ontario. L'avantage d'utiliser le sondage *Social Inequality* du ISSP plutôt qu'un autre est qu'il porte principalement sur la perception et les attitudes relativement aux inégalités, contrairement à d'autres études où cette dimension fait l'objet de quelques questions seulement.

Dans le cadre de l'analyse qualitative de ce mémoire, une étude de cas sera employée. Dans une perspective comparative, la couverture journalistique de deux quotidiens en Ontario et de deux quotidiens québécois sera analysée, et ce, dans le cadre de l'adoption de la Loi sur l'équité salariale dans chacune des deux provinces. Cette analyse de contenu permettra d'identifier si le Québec se distingue de l'Ontario dans la représentation médiatique d'une loi visant la réduction d'une inégalité socio-économique.

4. 2. Les hypothèses liées à la question de recherche :

Une première hypothèse est que la population du Québec se distinguera de celle de l'Ontario vis-à-vis de plusieurs attitudes et perceptions relatives aux inégalités sociales en ayant notamment une attitude plus favorable à l'intervention du gouvernement.

S'inspirant de la littérature concernant la plus grande ouverture au Québec face à l'intervention étatique pour réduire les inégalités, une deuxième hypothèse est que la couverture québécoise s'avérera plus favorable à la loi que celle de l'Ontario.

Finalement, étant donné le climat économique moins favorable au Québec qu'en Ontario au moment de l'élaboration de la Loi sur l'équité salariale, les conséquences économiques de la loi seront une préoccupation plus souvent mentionnée dans les articles québécois que dans les articles en Ontario.

CHAPITRE 5

5.0. La méthodologie :

En premier lieu, ce chapitre abordera la méthodologie utilisée pour déterminer s'il existe, entre le Québec et l'Ontario, des différences dans la perception des inégalités socio-économiques. Seront présentées à tour de rôle les données et mesures utilisées ainsi que le type d'analyses effectuées. En deuxième lieu, ce chapitre présentera la méthodologie employée pour l'analyse de la représentation médiatique des inégalités, c'est-à-dire le logiciel et les données utilisés ainsi que la procédure pour cette analyse de contenu.

5.1. Les perceptions et attitudes vis-à-vis des inégalités sociales :

5.1.1. Les données :

Le International Social Survey Programme (ISSP) mène chaque année dans de nombreux pays, un sondage sur une dimension précise d'un aspect social. Tous les six ou sept ans environ, un sondage appelé *Social Inequality* de l'ISSP est conduit et porte sur les perceptions des citoyens quant aux inégalités sociales et économiques. Le Canada a participé à ce sondage en 1992 et en 1999 (<http://www.issp.org/page.php?pageId=4>). C'est le sondage de 1992 qui sera utilisé dans le cadre de ce mémoire. Bien, que la LÉS a été adopté en Ontario en 1987 et au Québec en 1996, seulement le sondage *Social Inequality II* de 1992 pourra être utilisé car le Canada n'avait pas encore participé à ce sondage avant cette date. Ceci constitue une des limites de ce mémoire.

Social Inequality II, comporte plus de 90 questions qui mesurent les attitudes et perceptions, alors que les autres questions ont pour but de tracer le portrait socio-économique des répondants. Ce sondage est sous la responsabilité du Centre de sondage de l'Université de Carleton, 1004 Canadiens ont répondu au sondage via un questionnaire écrit et standardisé (Frizell, 1997) et les données devaient être collectées

entre février 1991 et juillet 1993 et ce, peu importe le pays (<http://zacat.gesis.org>). Ce sondage a été distribué dans toutes les provinces mais pas dans les trois territoires.

5.1.2. Les mesures:

Les variables de ce sondage ayant peu de liens avec les questions de recherche de ce mémoire ont été exclues. C'était le cas de toutes les questions portant sur la mobilité sociale du répondant alors que l'intérêt principal ici est sa perception des inégalités dans la société en général et non par rapport à lui-même. Ainsi, des questions telles que « Quelle est votre position dans la pyramide sociale? » ou « Est-ce que votre situation s'améliorerait s'il y avait moins d'inégalité au pays? » n'ont pas été retenues. Ensuite, les variables ayant un nombre de données manquantes trop élevée ont été retirées. Pour chaque variable conservée, les valeurs manquantes ont été remplacées par la moyenne des réponses à la variable. Les variables conservées ont trait aux sous-thèmes suivants et les questions auxquelles ils sont rattachés se retrouvent en annexe:

- Facteurs déterminants pour réussir dans la vie
 - éducation des parents, genre, religion, etc.
- Niveau d'inégalités au Canada
- Caractère inévitable des inégalités sociales
- La nécessité des inégalités sociales pour la prospérité économique
- Les causes des inégalités
 - ex : elles bénéficient aux riches, par un manque de solidarité, etc.
- Niveau de conflit entre différents groupes et classes sociales
- Rôle du gouvernement pour réduire les inégalités
- Niveau de taxation souhaité pour différentes classes
- Importance accordée à certains critères pour déterminer le salaire
 - effort, qualification, famille, etc.
- Position occupée par certaines professions et certains métiers dans la pyramide sociale

L'analyse factorielle a été réalisée au départ sur l'ensemble de des variables mesurant ces dimensions.

5.1.3. L'analyse :

5.1.3.1. L'analyse factorielle :

L'extraction des facteurs a utilisé le mode d'extraction des moindres carrés non pondérés (ULS) car il tient compte que la distribution des réponses ne suit pas une courbe normale (Durand, 2013). Le mode de rotation oblique -- Oblimin directe -- a été employé car il y était plausible que les facteurs ne soient pas totalement indépendants entre eux, ce qui est souvent le cas lorsque l'on tente de mesurer des concepts relevant des sciences sociales. Par ailleurs, Oblimin directe fait partie de la catégorie des rotations obliques que plusieurs chercheurs considèrent supérieures à la rotation orthogonale (Fabrigar et coll. 1999; Ford et coll. 1986; Gorsuch, 1997 dans Conway et Huffcutt, 2003). Kim et Mueller (1978) décrivent cette méthode ainsi « oblimin direct finds the oblique solution balancing the criteria that (a) each variable be relatively unifactorial (ideally one high loading and other loadings near zero) and (b) the covariance between elements on factors be minimized. » (Conway et Huffcutt, 2003 p.153).

De façon à décider les facteurs qui seraient conservés, la qualité de représentation initiale de chacune des variables a été vérifiée et celles ayant une faible corrélation avec les autres variables ont été retirées. Ensuite, les variables ayant une saturation plus petite que 0.25 sur tous les facteurs ont été retirées. Habituellement, la limite de saturation pour conserver un facteur est 0.3, mais étant donné les données de *Social Inequality II*, cette limite a été abaissée à 0.25. Par la suite, toutes les variables ayant une saturation complexe sur deux facteurs, à l'exception des variables ayant une saturation beaucoup plus forte sur un des deux facteurs, ont été exclues. Finalement, les variables dont le coefficient était négatif alors que le reste des variables à l'intérieur du même facteur était positif ont été repérées et recodées pour la suite des analyses.

Après avoir identifié le nombre de facteurs appropriés, la quatrième étape était d'évaluer la solution factorielle elle-même. Ceci fait, les outils de diagnostic suivants ont été employés afin de valider la qualité de la solution factorielle : le déterminant de la matrice, le Test de Kaiser-Meyer-Olkin, le test de Bartlett, le test du coude de Cattell et la variance totale expliquée.

La solution factorielle vérifiée, la dernière étape a été de mesurer la fidélité de chaque variable à l'intérieur d'un même facteur afin de déterminer si chacun était la mesure équivalente du même concept. Pour ce faire, la mesure du Alpha de Cronbach dans SPSS a été choisi.

5.1.3.2. L'analyse de variance :

Les neuf facteurs obtenus par le biais de l'analyse factorielle n'ont pas tous été utilisés car trois d'entre eux ne mesurant pas réellement la perception et les attitudes face aux inégalités et elles seront présentées dans le chapitre des résultats. Les six facteurs conservés ont été regroupés en six échelles. Afin de déterminer si le Québec se distinguait de l'Ontario sur le plan des perceptions des inégalités, une analyse de variance a été accomplie. L'analyse de variance se limite à une comparaison entre le Québec et l'Ontario étant donné l'étude de cas choisie pour la partie qualitative de ce mémoire. Ce type d'analyse permet de déterminer si la différence de moyenne entre des groupes dans la population signifie qu'il y a une réelle distinction entre certains groupes ou si cela serait attribuable à la variation naturelle inter-groupes (<http://pages.usherbrooke.ca/spss>). L'analyse de variance était appropriée dans ce cas-ci, car elle ne nécessite pas une normalité parfaite (<http://pages.usherbrooke.ca/spss>). Pour l'analyse de variance, le test d'homogénéité des variances a été sélectionné qui utilise la statistique de Levene afin de tester si l'hypothèse voulant que la variance entre les deux provinces soit égale, est vraie.

Le logiciel SPSS a été employé tout au long de l'analyse factorielle et l'analyse de variance car il est le plus approprié pour l'analyse factorielle.

Ceci termine la méthodologie utilisée dans le cadre de l'enquête *Social Inequality II* afin de déterminer si le Québec se distingue sur des dimensions implicites des attitudes et des perceptions face aux inégalités sociales. La prochaine section porte sur la méthodologie employée dans l'analyse du contenu des journaux au moment de l'élaboration de la Loi sur l'équité salariale en Ontario et au Québec.

5.2. La représentation médiatique de l'équité salariale :

5.2.1. Les données: sélection des journaux et des articles :

Pour les fins de ce mémoire, ont été choisis les journaux à grand tirage considérés comme représentatifs pour chacune des deux provinces. Pour l'Ontario, ce sont le *Globe and Mail* et le *Toronto Star* qui ont été utilisés. Pour le Québec, ce sont la *Presse* et *Le Devoir* qui ont été choisis. Le *Globe and Mail* est un quotidien d'envergure nationale ayant près de deux millions de lecteurs au milieu des années 2000 selon le Canadian Newspaper Association (Côté, Paquet, et Godin, 2006)³. D'après Knight (1998), ce journal a adopté un ton éditorial de la nouvelle droite depuis les années 90. Henry et Tator (2002) quant à elles, croient que ce journal a adopté des positions éditoriales néolibérales et de désengagement de l'État en même temps que le journal s'est légèrement recentré sur l'échiquier politique à partir des années 80. Greenberg (2004) décrit la position idéologique du journal comme de centre-droit au milieu des années 90 et qui serait devenue conservatrice au niveau fiscal notamment dû à l'apparition du *National Post* en 1998 tout en étant socialement libéral. Quant au *Toronto Star*, son lectorat hebdomadaire en 1986 était de 901,300 lecteurs pour la région de Toronto (Fahey, J de Star Media Group, communication personnelle, 22 août 2013) et demeure aujourd'hui le quotidien rattaché à une ville connaissant la plus grande circulation (Wilkes, 2007). Ce journal est qualifié de centre-gauche (Klassen et Cosgrave, 2002) et est considéré progressiste

³ Le *Globe and Mail* et plusieurs associations détenant les données de circulation ont été contactés afin d'obtenir ces informations pour le milieu des années 80. Parfois, ils n'avaient pas ces données et le *Globe and Mail* n'a jamais répondu.

(Winter, 1992). Parmi les principes suivis par ce quotidien, il y a notamment la justice sociale pour tous et le rôle nécessaire de l'État (Côté, Paquet, & Godin, 2006). Pour cette analyse de contenu, le *National Post*, autre journal à grand tirage, n'a pas été retenu, car il a été fondé longtemps après l'adoption de la loi sur l'équité salariale en Ontario. Au Québec, au milieu des années 90 lorsque la LÉS était en élaboration, *La Presse* était le journal francophone ayant la plus grande circulation et il était qualifié de journal grand public (Knight, 1998). Son lectorat hebdomadaire était de 1 400 000 en 1995-1996 (Levson, K. du Canadian Newspaper Association, communication personnelle, 21 août 2013) Pour sa part, *Le Devoir* a depuis longtemps adopté un ton plus intellectuel et son lectorat est l'élite et les intellectuels (Knight, 1998). Son tirage hebdomadaire est d'environ 200 000 copies en 1995-1996 (Levson, K. du Canadian Newspaper Association, communication personnelle, 21 août 2013).

Le Toronto Sun et le *Journal de Montréal* sont également exclus de l'analyse étant des tabloïdes qui n'ont pas d'articles de fond. Par exemple, dans l'étude de Klassen et Cosgrave (2002) le *Toronto Sun* pour chaque période que les auteurs ont analysée avait moins de six articles, soit beaucoup moins que le *Toronto Star* et le *Globe and Mail* et c'était principalement des éditoriaux et des chroniques, ce qui rendait difficile une comparaison de même envergure entre les trois quotidiens par la suite.

Pour le *Toronto Star* et le *Globe and Mail*, les articles de journaux choisis couvrent la période du 1^{er} janvier 1986 au 1^{er} janvier 1988, mois pendant lesquelles le projet de loi a été élaboré, déposé et la loi a finalement été adoptée en juin 1987. En ce qui a trait à la couverture montréalaise, les articles proviennent de la période du 1^{er} janvier 1995 au 1^{er} janvier 1997 ce qui permet de recueillir à la fois les articles parlant du projet de loi et ceux parlant de l'adoption de la loi qui s'est produite le 21 novembre 1996. Entre la couverture médiatique ontarienne et la couverture québécoise, près de neuf ans se sont écoulés et cet écart sera pris en compte pendant la comparaison de contenu médiatique ainsi que l'interprétation des différences s'il y en a.

Pour les quotidiens francophones, les recherches d'articles se sont faites à partir de la base de données Eureka, pour le *Globe and Mail* à partir de Proquest Canadian Newsstand Major Dailies et pour le *Toronto Star* à partir de Proquest, CBCA Complete New Platform. En ce qui a trait au *Globe and Mail*, sept articles ont dû être retranscrits à la main, car leur archive était une photo de l'article et non pas un document PDF et avec lequel il était impossible de travailler dans un logiciel d'analyse de contenu. Les articles conservés remplissaient les critères suivants : ils contenaient le terme « équité salariale » ou « pay equity » dans le premier paragraphe ou le titre de l'article, la loi sur l'équité salariale constituait le sujet principal de l'article et ils étaient écrits par des journalistes ou des éditorialistes. Les articles provenant de chroniqueurs externes ainsi que les lettres d'opinion étaient exclues. Au final, 33 articles du *Globe and Mail*, 46 articles du *Toronto Star*, 37 articles du *Devoir* et 43 articles de *La Presse* ont été conservés.

5.2.2. L'analyse de contenu :

L'analyse de contenu de la couverture médiatique adoptée est une approche inductive proche de la théorie ancrée, aussi appelée théorie enracinée ou *Grounded Theory*. Les codes ont été dégagés au fur et à mesure de la première lecture des articles afin de permettre aux données empiriques de parler d'elles-mêmes au lieu d'imposer au premier abord des grilles thématiques. Cette codification graduelle au cours de la première lecture a été réalisée à l'aide du logiciel d'analyse qualitative de contenu, MAXQDA (<http://www.maxqda.com>).

Une fois cette étape terminée, et avant de procéder à une relecture des articles, différents textes théoriques ont été consultés, notamment ceux portant sur certains concepts qui sont apparus lors de la première analyse. En procédant ainsi, la pré-analyse a permis de regarder les données sans a priori théoriques. Par contre, au cours de la seconde analyse, le cadre théorique a servi de précieuses lunettes afin d'aller plus loin que les premières impressions.

La dernière étape a été de comparer les résultats du Québec avec ceux de l'Ontario afin d'identifier si le Québec se distinguait de son voisin quant à la représentation médiatique d'une politique visant la réduction d'une inégalité. Des données quantitatives ainsi que qualitatives obtenues dans l'analyse de contenu ont été employées pour accomplir cette comparaison.

5.2.2.1 La codification :

Les sources utilisées par les journalistes, chroniqueurs et éditorialistes dans les articles ont été rassemblées en cinq catégories : le patronat, les élus, la société civile favorable, le gouvernement (autre que les élus) et autres. La source le patronat regroupe dans chacune des deux provinces les associations patronales défendant les intérêts des entreprises ainsi que tous les employeurs à l'exception des employeurs publics. Les élus sont les députés des différents partis ainsi que les ministres et le premier ministre. La catégorie société civile favorable regroupe les acteurs de la société civile désirant une loi sur l'équité salariale dont la Coalition pour l'équité salariale, constituée notamment des syndicats, de groupes de femmes et d'organisations communautaires, mais aussi de ces groupes pris individuellement car ils parlent en leur propre nom à l'occasion et non sous la bannière de la Coalition. Ceci est le cas en outre de la Fédération des femmes du Québec FFQ et de la CSN au Québec et de la *Ontario Federation of Labor*, en Ontario. La source « autres » regroupent des experts en équité salariale ou en ressources humaines, des consultants, des travailleurs occupant un emploi à prédominance féminine ou masculine, des employeurs publics et l'ONG néoconservatrice, *National Citizens' Coalition* s'opposant au projet de loi en Ontario que j'ai exclue de la catégorie société civile favorable pour cette raison.

La première analyse a permis de relever cinq thèmes principaux. D'abord, les *critiques* à l'endroit du projet de loi notamment à l'effet que la future loi est bureaucratique ou qu'elle est mauvaise. Le patronat, mais aussi des éditorialistes et certains élus font ce type de critique. Le deuxième grand thème est *explications* regroupant les segments détaillant les modalités de la loi ou donnant des exemples d'écart salarial entre des emplois

féminins et masculins ou bien informant quant aux causes de l'iniquité salariale ou de l'écart salarial entre les hommes et les femmes. Un troisième thème est *les arguments défendant le projet de loi ou la Loi sur l'équité salariale*. Ce type d'argumentaire est constitué des répliques face aux critiques mentionnées dans le premier thème mais également des avantages de la loi et de son caractère indispensable par souci de justice pour les femmes. Ensuite le thème *insuffisante ou tardive* rassemblent les reproches à l'effet que le projet de loi ne va pas assez loin ou que le délai d'attente est trop long avant son adoption. Finalement, les dépenses que pourrait engendrer une telle loi mentionnées dans les articles sont regroupées sous le thème *coûts*.

Non seulement le contenu des différents thèmes a été identifié mais également leur fréquence. Chaque fois qu'un article mentionnait un thème cela comptait pour un segment et si dans la même phrase, il y avait plusieurs thèmes par exemple *coûts* et *critiques*, chacun comptait pour un segment dans le thème approprié.

Ceci termine la méthodologie employée tout au long de ce mémoire. Dans les deux prochains chapitres, il sera question des résultats de l'analyse du sondage *Social Inequality II* et de l'analyse de la représentation médiatique.

CHAPITRE 6

6.0. Les résultats du sondage *Social Inequality II* :

Ce chapitre présente les résultats de l'analyse quantitative du sondage *Social Inequality II* du ISSP de 1992 mesurant les attitudes et les perceptions face aux inégalités socio-économiques. Dans un premier temps seront présentés les résultats de l'analyse factorielle qui a été effectuée afin de déterminer quelles sont les dimensions sous-jacentes quant aux perceptions et attitudes vis-à-vis des inégalités et afin de réduire le nombre de variables à un ensemble plus restreint. Dans un deuxième temps, les résultats de l'analyse de variance seront présentés. Ce type d'analyse permet de vérifier si la différence de moyenne entre les répondants québécois et ceux de l'Ontario est due à une réelle distinction entre les deux provinces ou si elle est attribuable à la variation naturelle entre deux groupes.

6.1. Les résultats de l'analyse factorielle :

Pour l'analyse factorielle, 46 variables ayant trait de près ou de la loin aux perceptions et attitudes des inégalités socio-économiques ont été incluses dans l'analyse factorielle. Par contre, au cours du processus 18 variables ont été enlevées. D'abord, 13 variables avaient une qualité de représentation trop faible. Certaines portaient sur le rôle de l'ambition, du talent et de l'effort pour réussir dans la vie, sur l'évaluation du répondant quant à ses chances d'améliorer son sort, sur les causes des inégalités sociales notamment qu'elles sont nécessaires pour la prospérité ou qu'elles continuent, car les gens ne se mettent pas ensemble pour s'en débarrasser. D'autres sur le niveau de taxation perçu et souhaité, sur le niveau de conflits perçu entre cadre et employés, sur la hiérarchie sociale actuelle en société et la hiérarchie souhaitée. Ensuite, une variable ne saturait sur rien à la limite de 0.25, celle de l'impact d'avoir des parents bien instruits sur les chances de

réussir dans la vie. Finalement, cinq variables avaient une saturation complexe et n'étaient pas nécessaires pour la définition des dimensions sous-jacentes. Il s'agit de variables portant sur l'impact de provenir d'une famille riche, d'être instruit ou de ses convictions politiques pour réussir dans la vie et sur les causes des inégalités notamment qu'elles existent, car elles bénéficient aux riches et que des grandes différences de revenus sont nécessaires pour la prospérité du Canada.

Après ce processus d'élimination, neuf facteurs sont demeurés. Ils sont illustrés dans le tableau ci-dessous.

Tableau I : Les résultats de l'analyse factorielle

FACTEURS et variables	Coefficient	Variance chaque facteur en %	Alpha de Cronbach
1-Rôle de l'État pour améliorer revenu des citoyens et réduire les inégalités et niveau d'inégalités perçues		13,493	0.806
V57 govt should reduce income differences	.838		
V59 govt should provide jobs for all	.665		
V56 income differences in r's country too large	.632		
V62 govt should provide basic income for all	.613		
2-Importance accordée à la performance pour déterminer salaire		7,850	.712
V82 r think important in deciding pay : how well job done	.770		
V83 r think important in deciding PAY: how hard one works	.670		
3-Évaluation de l'importance des attributs personnels pour réussir dans la vie		6,126	.743
V12 Important in Getting ahead : a person's race	-.699		
V15 Important in Getting ahead : a person's sex	-.687		
V14 Important in Getting ahead : a person's region	-.584		
V13 Important in Getting ahead : a person's religion	-.517		
4-Positions de certaines professions et métiers dans l'échelle sociale		4,428	.615
V96 REV where in pyramid diagram chairman compagny	.619		
V97 where in pyramid diagram: farm labourer	.585		
V95 where in pyramid diagram: unskilled worker	.534		
V98 REV where in pyramid diagram: doctor	.436		
5-Importance de la rémunération pour prendre plus de responsabilités et se former davantage		4,234	.688
V20 no extra qualification unless more pay	.757		
V19 no extra responsibility unless more pay	.706		
V22 not study long to be a doctor or lawyer unless more pay	.489		
6-Niveau de conflit perçu entre les classes		3,865	.714
V68 conflict: working vs. middle class	-.680		
V69 conflict employed vs. unemployed	-.669		
V67 conflict rich vs. Poor	-.645		
7-Importance accordée aux besoins familiaux pour déterminer salaire		2,668	.852
V81 r think important in deciding pay : support child	-.863		
V80 r think important in deciding pay : support family	-.799		
8-Importance accordée au niveau d'études et de responsabilité pour déterminer le salaire		2,359	.640
V79 r think important in deciding pay : supervise others	.674		
V77 r think important in deciding pay : responsibility	.639		
V78 r think important in deciding pay : years of education	.498		
9-Évaluation de l'importance des contacts pour réussir dans la vie		2,069	.664
V10 Important in Getting ahead : knowing the right people	-.700		
V11 Important in getting ahead: political connexions	-.552		

La solution factorielle compte 27 variables au total. Le KMO est de 0,740, supérieur à 0,7 et la variance totale expliquée est de 47,093 %. Tous les coefficients de divers facteurs sont supérieurs à 0,45, à l'exception de la variable v98 ce qui est plutôt bien. Plus précisément, cinq variables sont en haut de 0,71 ce qui est excellent, 12 variables sont en haut de 0,63 ce qui est très bon, cinq variables en haut de 0,55 ce qui est bon et quatre variables en haut de 0,45 ce qui est considéré acceptable (Comrey et Lee, 1992 dans Tabachnick et Fidell, 2007). La qualité de représentation initiale de chacune de ces variables est disponible en annexe et elle varie entre 0,193 et 0,584. Cette solution factorielle a été regroupée en trois grandes thématiques quant aux perceptions et attitudes à l'endroit des inégalités socio-économiques.

La première thématique est le *Rôle de l'État pour réduire les inégalités et niveau d'inégalités économiques perçues* et est constituée par le premier facteur. Ainsi, les participants au sondage ayant répondu qu'ils étaient pour une intervention gouvernementale pour réduire les inégalités étaient également en faveur que le gouvernement trouve des emplois pour tous et qu'il assure un revenu minimal. Ces mêmes répondants croyaient également que l'écart entre les revenus au pays était trop élevé. Un élément de ce facteur peut paraître surprenant : les mêmes gens étant d'accord pour une intervention de l'État afin de garantir un salaire minimum, l'étaient également quant à l'obligation de fournir un emploi à tous. Depuis plusieurs décennies, la nécessité de garantir un revenu minimal est acquise, alors qu'il a rarement été question, dans le domaine politique, de garantir des emplois pour tous. Cela s'explique sans doute par le fait que les répondants interprétaient l'obligation de trouver un emploi pour tous par le rôle du gouvernement d'assurer une économie prospère, assurant ainsi un faible taux de chômage et un fort taux d'emploi.

Ce premier facteur explique 13,49 % de la variance totale et l'Alpha de Cronbach de l'échelle constituée par l'addition des réponses aux différents items est de 0.806

La deuxième thématique est *Importance accordée à certains facteurs pour déterminer ce qu'une personne devrait gagner*. Cette thématique est constituée de trois facteurs : le deuxième, le septième et le huitième.

Première dimension de cette thématique est l'importance accordée à la performance pour déterminer le salaire : les répondants qui considéraient que le niveau d'effort était important ou très important pour déterminer le salaire, croyaient cela aussi quant à la qualité du travail accompli. Ce facteur explique 7,85 % de la variance totale et l'Alpha de Cronbach est de .712.

Deuxième dimension de cette thématique est l'Importance accordée aux besoins familiaux pour déterminer le salaire. Les répondants considérant que le fait de devoir soutenir des enfants devrait être important pour déterminer le salaire, croyaient cela aussi quant au fait de devoir soutenir une famille et inversement pour les répondants n'étant pas de cet avis. La présence d'un patron de réponse entre ces deux questions n'est pas surprenante, car ces deux variables sont très semblables. il explique 2,67 % de la variance totale et l'Alpha de Cronbach est de .852.

La troisième dimension de cette thématique est l'importance accordée au niveau d'études et de responsabilité pour déterminer salaire. Les participants au sondage considérant le niveau de responsabilité comme important pour déterminer le salaire étaient du même avis en ce qui a trait au nombre d'années d'éducation. La « Matrice de corrélation factorielle » révèle qu'il y a une certaine corrélation (0,372) entre ce facteur et celui de l'importance accordée à la performance pour déterminer le salaire ce qui est logique, car ces deux dimensions reflètent une préférence pour la méritocratie. La méritocratie est un système social où le statut est obtenu à travers les habiletés et l'effort (Dictionnaire Oxford, 2012) et ce type de système a beaucoup été promu à travers le libéralisme notamment au Canada. Ce facteur explique 2,36 % de la variance totale et l'Alpha de Cronbach est de .640.

La troisième thématique qui se dégage de l'analyse factorielle est *l'évaluation de l'importance de certains facteurs pour réussir dans la vie*. Elle est constituée des troisième et neuvième facteurs.

La première dimension de cette thématique est l'évaluation de l'importance des attributs personnels pour réussir dans la vie : les répondants qui étaient d'avis que le sexe d'une personne a très peu d'incidence sur ces chances de réussite dans la vie étaient du même avis en ce qui a trait à d'autres attributs personnels tels que la race (terme employé dans le sondage), la religion et la région d'origine. Fait intéressant, la variable croyance politique n'était pas suffisamment corrélée à ce facteur bien qu'elle soit un attribut personnel. Ceci veut dire que ce ne sont pas, de manière significative, les mêmes personnes qui voient peu de lien entre croyance politique et réussite et ceux qui voient peu de liens entre réussite et l'origine ethnique, le sexe, etc. Par ailleurs, quant aux statistiques descriptives, une minorité de répondants, entre 5,0 et 14,0% (dépendamment du type d'attribut), affirmaient que les attributs personnels étaient très importants ou essentiels pour réussir dans la vie. Ce facteur explique 6,13 % de la variance totale et l'Alpha de Cronbach est de .743.

Deuxième dimension de cette troisième thématique est l'évaluation de l'importance des contacts pour réussir dans la vie. Cette dernière dimension révèle que les répondants qui considèrent que connaître les bonnes personnes est important pour réussir dans la vie croient également cela quant au fait d'avoir des contacts politiques pour la réussite personnelle. Ce facteur explique 2,07 % de la variance totale et l'Alpha de Cronbach est de .664.

Étant donné leur faible pertinence en regard de la question de recherche de ce mémoire, trois facteurs n'ont pas été retenus pour en faire des thématiques et les employés dans l'analyse de variance subséquente.

Il s'agit de *la Position de certains métiers et professions dans l'échelle sociale*, où les répondants affirmant que les médecins et PDG se trouvaient en haut de la pyramide

affirmaient également que les ouvriers et fermiers se trouvaient dans le bas de la pyramide. Ce facteur démontre que les répondants canadiens ont conscience de la position plus élevée de certaines professions dans la hiérarchie sociale par rapport à d'autres métiers et professions, mais il ne mesure pas réellement les attitudes et perceptions en ce qui concerne les inégalités. La variable v56 dans le premier facteur où l'on demande au répondant si les écarts de revenu sont trop élevés au Canada traite davantage des attitudes face aux inégalités économiques que de simplement demander où se situent certaines professions dans la hiérarchie sociale. Ce facteur expliquait 4,43 % de la variance totale et l'Alpha de Cronbach est de .615.

Le deuxième facteur exclu est l'Importance de la rémunération pour prendre plus de responsabilités et se former davantage. Pour cette dimension, les répondants qui étaient d'avis qu'un employé accepterait de prendre davantage de responsabilités uniquement s'il y avait une augmentation de salaire pour compenser, croyaient aussi qu'un employé irait se chercher davantage de qualifications uniquement si son salaire augmentait et un individu étudierait longtemps pour être avocat ou médecin uniquement s'il s'attendait à recevoir un salaire plus élevé que les autres travailleurs. Ce facteur mesure davantage les motivations qui amèneraient un individu à prendre davantage de responsabilités ou à obtenir plus de qualifications que les perceptions et attitudes face aux inégalités. Ainsi, ce facteur a aussi été exclu de l'analyse de variance subséquente. Ce facteur expliquait 4,23 % de la variance totale et l'Alpha de Cronbach est de .688.

Le troisième facteur exclu est le Niveau de conflit perçu entre les classes sociales. Cette dimension reflète que les répondants percevant un conflit entre les riches et les pauvres étaient du même avis en ce qui a trait au conflit entre classe moyenne et ouvrière et entre individu sans emploi et ceux avec emploi. Ceci semble étonnant, car un conflit entre riches et pauvres n'est pas la même chose qu'un conflit entre ouvriers et classe moyenne, notamment parce que les ouvriers au Canada ont de bonnes chances de faire partie de la classe moyenne, alors que les pauvres ont très peu de chance de devenir riches et ceci était le cas en 1992. Pourtant, ce facteur a un alpha de .714 ce qui dénote d'un patron de réponse important entre les différentes questions. Ce facteur expliquait 3,87 % de la

variance totale et l'Alpha de Cronbach est de .714. Ce facteur n'ayant pas à trait directement aux attitudes quant aux inégalités n'a pas non plus été conservé pour l'analyse de variance lors de la prochaine étape.

La plupart des variables qui composent les facteurs sont assez logiques. Par exemple, il est compréhensible que les répondants croyant qu'il y a peu de liens entre réussite et le sexe d'une personne aient une opinion semblable quant à l'impact de la religion d'une personne pour ses chances de réussite. De plus, chaque facteur exprime un concept assez distinct, mais non complètement indépendant, par rapport aux autres. Pour reprendre le même exemple, les répondants ayant vu peu de liens entre réussite et attributs personnels n'auront pas nécessairement le même patron de réponse aux questions concernant le lien entre réussite et réseau de contacts, car ces deux concepts sont assez distincts.

Cette analyse factorielle a permis d'établir trois grandes thématiques quant aux attitudes des Canadiens vis-à-vis des inégalités et de prendre conscience de certaines nuances entre elles. Il s'agit du *Rôle de l'État pour réduire les inégalités et du niveau d'inégalités économiques perçues*, de *l'importance accordée à certains facteurs pour déterminer ce qu'une personne devrait gagner*, et *l'évaluation de l'importance de certains facteurs pour réussir dans la vie*. Cette analyse a également réduit le nombre de variables, ce qui a facilité l'analyse de variance subséquente. La prochaine section présentera les résultats de cette analyse.

6.2. Les résultats de l'analyse de variance :

Afin de déterminer si le Québec se distinguait de l'Ontario sur une ou plusieurs des différentes dimensions sous-jacentes de la perception des inégalités socio-économiques, une ANOVA à un facteur a été accomplie. Par contre, les neuf facteurs obtenus par le biais de l'analyse factorielle n'ont pas tous été utilisés dans cette analyse, car trois d'entre eux n'étaient pas vraiment pertinents tel qu'expliqué dans la section précédente. Les six

facteurs conservés ont été regroupés en six échelles selon trois thématiques tel que précisé précédemment. Le tableau ci-dessous présente les résultats.

Tableau II : Les résultats de l'analyse de variance

Facteurs	Ontario	Québec	F	P
1 Rôle de l'État pour réduire inégalités et niveau d'inégalités économiques perçues	12,5175	14,3990	25,691	***
2 Importance des besoins familiaux pour déterminer salaire	6,0603	7,0599	24,435	***
3 Évaluation de l'importance attributs personnels pour réussir	8,2348	7,5446	5,78	*
4 Importance accordée à la performance pour déterminer le salaire	8,0377	7,8150	2,608	0,107
5 Importance études et responsabilité pour déterminer salaire	11,1708	11,0491	0,602	0,438
6 Évaluation de l'importance des contacts pour réussir	5,7094	5,5530	0,974	0,324

p <0,05 =* p <0,01 =** p <0,001 =***

Au niveau de la thématique *Rôle de l'État pour réduire les inégalités et niveau d'inégalités économiques perçues*, les Québécois se montre plus favorable que l'Ontario à l'intervention étatique et ils sont plus nombreux que ces derniers à considérer que les différences de revenus au Canada sont trop élevées (F = 25,691, p = 0,000).

Pour la thématique, *Importance accordée à certains facteurs pour déterminer ce qu'une personne devrait gagner*, le Québec attribue une plus haute importance que l'Ontario aux besoins familiaux (F = 24,435, p = 0,000). À l'inverse, il n'y a pas de différence significative quant au degré d'importance accordée au niveau de responsabilité et au nombre d'années d'études (F = 0,602 p = 0,438). Il n'y a pas de différence significative non plus quant au niveau d'importance attribué à la performance pour déterminer ce qu'une personne devrait gagner (F = 2,608, p = 0,107).

En ce qui a trait à la thématique *Évaluation de l'importance de certains facteurs pour réussir dans la vie*, les Québécois se différencient des Ontariens en attribuant un degré d'importance un peu plus faible aux attributs personnels tels que la race ou la religion pour réussir dans la vie. Mais cette différence est marginalement significative (F= 5,780

et $p = 0,017$. Cela dit, il n'y a pas de réelle différence entre les deux provinces quant au degré d'importance accordée aux contacts pour réussir dans la vie ($F = 0,974$, $p = 0,324$).

Ces résultats permettent d'établir que les Québécois se différencient des Ontariens sur quelques dimensions en ce qui a trait aux perceptions et aux attitudes vis-à-vis des inégalités socio-économiques mais ils se ressemblent sur un nombre équivalent de dimensions. Pour résumer les différences, ils sont plus favorable à une intervention de l'État pour réduire les inégalités et perçoivent davantage les inégalités économiques, ils attribuent une plus haute importance à la prise en compte des besoins familiaux dans la détermination du salaire et ils considèrent que les attributs personnels ont moins d'influence sur les chances de réussite que dans la province voisine bien que cette dernière différence soit marginalement significative. Est-ce que ces différences se transposent dans la réaction médiatique lorsque le gouvernement décide de légiférer pour réduire une inégalité économique? Le prochain chapitre aidera à élucider cette question en présentant les résultats de l'analyse de la représentation médiatique dans les deux provinces.

CHAPITRE 7 :

7.0. La représentation médiatique : le Québec et l'Ontario

Dans ce chapitre, les résultats de l'analyse de la représentation médiatique en Ontario et au Québec quant à la Loi sur l'équité salariale seront présentés. La période étudiée pour les quotidiens en Ontario est du 1^{er} janvier 1986 au 1^{er} janvier 1988 et pour les quotidiens québécois du 1^{er} janvier 1995 au 1^{er} janvier 1997. Cette analyse a été faite à partir de 33 articles du *Globe and Mail*, 46 articles du *Toronto Star*, 37 articles du *Devoir* et 43 articles de *La Presse* ont été conservés.

Dans un premier temps, la fréquence des thèmes prédominants dans les quatre quotidiens sera présentée suivie de la fréquence des différentes sources citées ou paraphrasées. Dans un deuxième temps, le contenu de chaque grand thème sera détaillé. Un sommaire des similitudes et différences observées entre la couverture médiatique du Québec et la couverture en Ontario conclura ce chapitre. Chaque section sera toujours détaillée ainsi : d'abord la fréquence du thème ou de la source, ensuite le contenu de ce thème et, finalement, les différences et similitudes entre la couverture au Québec et en Ontario.

7.1. La fréquence des thèmes prédominants :

Cette section est consacrée aux thèmes principaux que l'analyse de contenu a révélés. Les prochains paragraphes présentent sommairement les grands thèmes et leur fréquence sans toutefois aborder leur contenu. La section 7.3. se penchera sur les arguments constituant chacun de ces grands thèmes et permettra de bien saisir le contenu de ce qui a été mis de l'avant dans les articles.

Tel que l'illustre le tableau ci-dessous, le thème *critiques* est celui qui est le plus présent dans tous les quotidiens à l'exception du *Globe and Mail*. Pour le *Globe and Mail*, par

une mince différence, le thème *explications* est le plus fréquent suivi de *critiques*. Par ailleurs, ce thème est moins fréquent dans le *Globe and Mail* que dans les trois autres journaux qui ont plus d'une centaine de critiques alors que le *Globe and Mail* a uniquement 60 critiques.

Par contre, ce plus grand nombre de segments critiques ne se traduit pas par une proportion plus grande d'articles contenant minimalement une critique. À l'exception de *La Presse*, le nombre d'articles mentionnant des explications est plus élevé que le nombre d'articles rapportant des critiques. Cela signifie que les critiques, bien que plus nombreuses, sont concentrées dans certains articles. De plus, le nombre d'articles contenant des critiques est assez similaire dans les quotidiens au Québec et en Ontario.

Tableau III: La fréquence des grands thèmes

GRANDS THÈMES												
	<i>Globe and Mail</i> (33 articles)			<i>Toronto Star</i> (46 articles)			<i>Le Devoir</i> (37 articles)			<i>La Presse</i> (43 articles)		
	Nb de segments	% total des segments	% total des articles	Nb de segments	% total des segments	% total des articles	Nb de segments	% total des segments	% total des articles	Nb de segments	% total des segments	% total des articles
Les critiques	60	28%	61%	119	34%	57%	107	45%	59%	126	50%	65%
Les explications	62	29%	79%	118	33%	80%	50	21%	68%	38	15%	37%
Les arguments en faveur du projet de loi	42	19%	67%	57	16%	50%	42	18%	59%	28	11%	47%
La loi considérée insuffisante ou tardive	39	18%	64%	44	12%	59%	24	10%	38%	37	15%	47%
Les coûts économiques	13	6%	30%	17	5%	28%	16	7%	35%	22	9%	33%

En proportion du nombre de segment, le deuxième thème en importance est celui des *explications* à l'exception du *Globe and Mail* tel que précisé au paragraphe précédent. En ce qui a trait à ce thème, il y a deux différences entre les deux provinces. Dans les médias

situés en Ontario, le nombre d'explications est beaucoup plus élevé qu'au Québec, notamment dans le *Toronto Star* qui a environ deux fois plus d'explications que les trois autres journaux. Les causes de cette différence majeure seront explicitées dans la description détaillée du contenu de ce thème. Fait à noter, tel que précisé au paragraphe suivant, si c'est la proportion d'articles qui est considérée, le thème explication occupe la première place sauf pour ce qui est de *La Presse*.

Au niveau du nombre de segments, le troisième thème en importance est celui des *arguments défendant le projet de loi ou la loi elle-même sur l'équité salariale*. Ce thème est beaucoup moins présent en comparaison des *critiques* ou des *explications*. L'écart entre le nombre de *critiques* et le nombre d'arguments défendant le projet de loi est majeur et encore plus prononcé chez les journaux québécois. Alors que ce ratio est de une fois et demie pour le *Globe and Mail* et de deux fois pour le *Toronto Star*, il est de deux fois et demie pour *Le Devoir* et de pratiquement quatre fois et demie pour *La Presse*.

Cela dit, le portrait est à nouveau différent si c'est la proportion d'articles qui est analysée. À l'exception de *La Presse*, le nombre d'articles contenant des *critiques* est très proche du nombre d'articles contenant des arguments en faveur du projet de loi, ce qui témoigne d'une volonté de présenter une information équilibrée.

Selon la proportion des segments, le quatrième thème en importance est relatif au fait que la loi serait *insuffisante ou trop tardive*. Pour trois quotidiens, ce thème occupe la quatrième position. Par contre, pour *La Presse*, ce thème est plus fréquent que les arguments défendant le projet de loi. Ici encore, la fréquence est sensiblement la même d'un journal à l'autre, bien que *Le Devoir* l'ait beaucoup moins mentionné que les trois autres. Selon la proportion d'articles, ce thème est en deuxième position pour le *Toronto Star*, en troisième position pour le *Globe and Mail* et pour *La Presse* et en quatrième position pour *Le Devoir*. Lorsque la proportion d'articles est considérée, le Québec contient moins d'articles mentionnant des explications et que la loi est insuffisante et tardive que dans la province voisine.

Le dernier thème en importance est celui des *coûts économiques* et ce, que ce soit en proportion du nombre de segments ou du nombre d'articles. Ce thème représente les montants mentionnés dans les articles quant aux coûts que pourrait entraîner la Loi sur l'équité salariale. À nouveau, la fréquence de ce thème dans les divers quotidiens est très semblable à l'exception de *La Presse* qui la mentionne un peu plus.

Tout ce qui précède pourrait sembler indiquer que, en ce qui a trait aux grands thèmes, il n'y a pas de réelle différence entre les provinces à l'exception de la fréquence des *explications*. Les différences, lorsqu'il y en avait, étaient entre journaux plutôt qu'entre provinces. Par contre, un examen plus approfondi du tableau ci-dessus révèle en fait que les quotidiens québécois étaient plus négatifs que ceux de l'Ontario. Il est vrai que le *Toronto Star* a un nombre semblable de *critiques* que les deux journaux francophones. Par contre, ces *critiques* sont contrebalancées par un nombre plus important de segments favorables ou neutres dans les autres grands thèmes. D'abord, dans le thème *loi insuffisante et tardive*, le *Toronto Star* a 42 segments contre 24 dans *Le Devoir* et 37 dans *La Presse*. En ce qui concerne le thème *arguments en faveur de l'équité salariale*, ce journal a 57 segments contre 42 dans *Le Devoir* et 26 dans *La Presse*. Finalement, pour le thème *explications*, le *Toronto Star* a 118 segments loin devant les deux médias francophones. De plus, plusieurs segments de ce journal sont des exemples de sous-évaluation des emplois féminins et des causes de la discrimination systémique à l'endroit des femmes.

7.2. Les sources représentées et leur contenu :

Le tableau ci-dessous illustre la fréquence à laquelle différentes sources ont été rapportées dans les quatre quotidiens.

D'abord, en proportion du nombre de segments, la source société civile favorable, qui regroupe les syndicats, les groupes communautaires et la Coalition pour l'équité salariale de chacune des provinces, est la source la plus présente dans *La Presse* et dans *Le Devoir*

et elle est à égalité avec la source élus dans le *Globe and Mail*. Le *Toronto Star*, pour sa part, a davantage rapporté la source « autres » constituée de travailleurs, experts et employeurs publics. Le *Toronto Star* a été le seul quotidien à citer la source « autres » abondamment, 52 fois comparativement à 19 fois pour le *Globe and Mail*, 13 fois pour *Le Devoir* et 23 fois pour *La Presse*.

Tableau IV : La fréquence des sources

SOURCES												
	<i>Globe and Mail</i> (33 articles)			<i>Toronto Star</i> (46 articles)			<i>Le Devoir</i> (37 articles)			<i>La Presse</i> (43 articles)		
	<i>Nb de segments</i>	<i>% total des segments</i>	<i>% total des articles</i>	<i>Nb de segments</i>	<i>% total des segments</i>	<i>% total des articles</i>	<i>Nb de segments</i>	<i>% total des segments</i>	<i>% total des articles</i>	<i>Nb de segments</i>	<i>% total des segments</i>	<i>% total des articles</i>
Patronat	24	19%	30%	33	19%	26%	24	20%	43%	32	27%	33%
Élus	34	27%	64%	26	15%	35%	31	26%	46%	33	28%	47%
Société civile favorable	34	27%	58%	40	23%	46%	34	28%	59%	40	33%	42%
Parole ou document gouvernement	16	13%	27%	24	14%	35%	18	15%	35%	11	9%	21%
Autres	19	15%	30%	52	30%	54%	13	11%	22%	5	4%	9%

Dans trois des quatre quotidiens, les élus sont la deuxième source la plus présente. En ce qui a trait au *Toronto Star*, la société civile favorable détient la deuxième position et le patronat la troisième position au lieu des élus. Finalement, la source gouvernement constituée d'acteurs qui ne sont pas des élus ni des employeurs publics arrive en quatrième position pour les deux quotidiens québécois et en cinquième position pour les deux quotidiens en Ontario. Du point de vue méthodologique, il aurait été possible de

jumeler la source élus à gouvernement. Si cela avait été fait, ce serait cette source qui prédominerait dans tous les quotidiens, à l'exception du *Toronto Star*, où la source autres demeurerait la plus présente malgré tout.

En somme, sauf quelques exceptions, la fréquence à laquelle les différentes sources ont été citées et paraphrasées se ressemble beaucoup dans les quatre journaux. De plus, les sources des principaux acteurs dans ce débat, c'est-à-dire les élus, le patronat et la société civile favorable sont assez équilibrées. Il n'y a pas un seul quotidien où l'une de ces trois sources est marginalisée ni de différence majeure dans les fréquences auxquelles les différentes sources ont été rapportées.

Regarder les sources selon la proportion du nombre d'articles, offre une nouvelle perspective. D'abord, dans le cas du *Globe and Mail* et du *Devoir*, 60% des articles mentionnent la société civile favorable contre 45% des articles dans le cas du *Toronto Star* et de *La Presse*. Au niveau des élus, la moitié des articles québécois rapporte leurs propos contre le 2/3 des articles dans le *Globe and Mail* ainsi que le 1/3 des articles dans le *Toronto Star*. Au niveau de la source patronat environ le 1/3 des articles la mentionne et ce, pour les quatre quotidiens. Seule différence au niveau provincial est que les journaux québécois se réfèrent moins à la source « autres » qu'en Ontario. Lorsque l'on compare le patronat, les élus et la société civile favorable, un certain équilibre que l'on retrouvait entre les trois sources en proportion du nombre de segments, est perdu car les écarts sont parfois trop prononcés entre eux pour certains quotidiens.

La fréquence de chaque grand thème selon la source est présentée dans les tableaux ci-dessous. Le premier présente la proportion des segments de chaque source par grand thème et le second la proportion d'articles citant la source selon le grand thème.

Tableau V : La fréquence des grands thèmes selon la source (en % des segments)

GLOBE AND MAIL	patronat (% total des segments)	élus (% total des segments)	société civile favorable (% total des segments)	gouvernement (% total des segments)	autres (% total des segments)
insuffisante ou tardive	4%	25%	47%	21%	0%
coûts économiques	0%	4%	2%	7%	11%
critiques	58%	24%	16%	7%	39%
arguments en faveur du projet de loi	29%	19%	16%	14%	29%
explications	9%	28%	19%	50%	21%
Total	100%	100%	100%	100%	100%
TORONTO STAR	patronat (% total des segments)	élus (% total des segments)	société civile favorable (% total des segments)	gouvernement (% total des segments)	autres (% total des segments)
insuffisante ou tardive	2%	30%	36%	25%	11%
coûts économiques	3%	9%	2%	0%	6%
critiques	75%	4%	12%	15%	18%
arguments en faveur du projet de loi	15%	30%	24%	20%	18%
explications	5%	26%	26%	40%	46%
Total	100%	100%	100%	100%	100%
LE DEVOIR	patronat (% total des segments)	élus (% total des segments)	société civile favorable (% total des segments)	gouvernement (% total des segments)	autres (% total des segments)
insuffisante ou tardive	2%	11%	39%	8%	8%
coûts économiques	6%	0%	8%	16%	8%
critiques	84%	18%	8%	12%	46%
arguments en faveur du projet de loi	6%	46%	35%	8%	23%
explications	2%	25%	10%	56%	15%
Total	100%	100%	100%	100%	100%
LA PRESSE	patronat (% total des segments)	élus (% total des segments)	société civile favorable (% total des segments)	gouvernement (% total des segments)	autres (% total des segments)
insuffisante ou tardive	2%	8%	63%	0%	43%
coûts économiques	10%	12%	11%	29%	0%
critiques	78%	27%	4%	65%	43%
arguments en faveur du projet de loi	7%	42%	22%	0%	0%
explications	2%	12%	0%	6%	14%
Total	100%	100%	100%	100%	100%

Tableau VI : La fréquence des grands thèmes selon la source (en % des articles)

GLOBE AND MAIL	patronat (% articles)	élus (% articles)	société civile favorable (% articles)	gouvernement (% articles)	autres (% articles)
insuffisantet tardive	5%	20%	40%	25%	0%
coûts économiques	0%	5%	3%	8%	9%
critiques	61%	25%	17%	8%	43%
arguments en faveur du projet de loi	24%	21%	20%	17%	26%
explications	10%	29%	20%	42%	22%
Total	100%	100%	100%	100%	100%
TORONTO STAR	patronat (% articles)	élus (% articles)	société civile favorable (% articles)	gouvernement (% articles)	autres (% articles)
insuffisantet tardive	2%	27%	34%	18%	14%
coûts économiques	4%	9%	3%	0%	6%
critiques	77%	5%	16%	18%	25%
arguments en faveur du projet de loi	13%	32%	21%	18%	16%
explications	4%	27%	26%	47%	39%
Total	100%	100%	100%	100%	100%
LE DEVOIR	patronat (% articles)	élus (% articles)	société civile favorable (% articles)	gouvernement (% articles)	autres (% articles)
insuffisantet tardive	2%	8%	29%	10%	9%
coûts économiques	10%	0%	10%	19%	9%
critiques	81%	21%	10%	10%	45%
arguments en faveur du projet de loi	5%	42%	41%	10%	18%
explications	2%	29%	10%	52%	18%
Total	100%	100%	100%	100%	100%
LA PRESSE	patronat (% articles)	élus (% articles)	société civile favorable (% articles)	gouvernement (% articles)	autres (% articles)
insuffisantet tardive	3%	10%	52%	0%	20%
coûts économiques	6%	10%	14%	31%	0%
critiques	81%	29%	5%	54%	60%
arguments en faveur du projet de loi	8%	48%	29%	8%	0%
explications	3%	5%	0%	8%	20%
Total	100%	100%	100%	100%	100%

Tel qu'illustré dans le tableau ci-dessus, le thème « insuffisante ou tardive » est surtout mentionné par la société civile favorable que l'on prenne en compte les nombre de

segments ou d'articles. Celui des *coûts économiques* est mentionné par l'ensemble des acteurs et ce, peu importe le quotidien et ce dans le Tableau VI et VII. Au niveau des *critiques*, c'est surtout le patronat qui les met de l'avant (en proportion des articles ou des segments). En ce qui a trait aux arguments en faveur du projet de loi, ce sont les élus ou la société civile favorable dépendamment du quotidien qui les mentionne les plus fréquemment. Le portrait est un peu différent lorsque la proportion d'articles est prise en considération pour le *Toronto Star* où se sont à la fois la société civile favorable et la source autres qui les mentionnent le plus souvent les arguments en faveur du projet de loi. Finalement, en ce qui a trait au grand thème *explications* lorsque le nombre de segments est considéré, ce sont les élus dans le *Globe and Mail* et la *Presse*, la source autres dans le *Toronto Star* et le gouvernement dans *Le Devoir*. Il y a à nouveau une petite différence lorsque la proportion d'articles est considérée : *La Presse* a très peu d'intervenants mentionnent des explications, et ce, peu importe la source.

Lorsqu'une comparaison est effectuée entre les journaux en Ontario et ceux au Québec quant au contenu de chacune des voix, en Ontario, le patronat mentionne davantage d'arguments en faveur du projet de loi, les élus affirment plus fréquemment que la loi est insuffisante ou tardive, la société civile favorable met plus souvent de l'avant des explications, le gouvernement mentionne moins les coûts et la source autres amène moins de *critiques* qu'au Québec. Ainsi, il existe certaines différences entre le Québec et l'Ontario au niveau du contenu des sources. Les causes de ces différences seront abordées dans les prochaines sections. Ces différences apparaissent également lorsque la proportion des articles est prise en compte.

Il est maintenant temps d'expliquer plus en détail le contenu de chacun des grands thèmes présentés à la section 7.1. Ils ne seront pas présentés en ordre d'importance car il est préférable pour une meilleure compréhension de donner les explications quant à la loi en premier lieu et de poursuivre avec les *critiques* et par la suite, les *arguments en faveur de la loi* et dont certains répondent aux critiques des opposants. Le chapitre se terminera par le contenu du thème « *insuffisante et tardive* » ainsi que *les coûts économiques*.

7.3. Le contenu des grands thèmes :

7.3.1. Les explications :

En ce qui a trait aux explications données, les quatre journaux se ressemblent beaucoup sauf lorsque les modalités de la loi diffèrent d'une province à l'autre. Par contre, la fréquence à laquelle les sous-thèmes de ce grand thème se présentent est différente. Les deux quotidiens québécois offrent beaucoup moins d'explications que les deux quotidiens en Ontario. Le *Toronto Star*, beaucoup plus que les trois autres journaux, donne des exemples d'écart salarial ainsi que les causes de la discrimination systémique ou de l'écart de revenu entre les hommes et les femmes. La prochaine section explicitera le contenu de ses trois sous-thèmes.

Tableau VII : La fréquence des sous-thèmes pour les explications

SOUS-THÈMES EXPLICATIONS				
	<i>Globe and Mail</i>	<i>Toronto Star</i>	<i>Le Devoir</i>	<i>La Presse</i>
Modalités de la loi	39	44	22	25
Exemples	12	47	13	7
Causes	11	27	15	6

7.3.1.1. Les modalités de la loi :

Dans tous les journaux québécois et ontariens, il y a des explications afin d'informer les lecteurs des principaux éléments de la Loi sur l'équité salariale. Dans un premier temps, quelques articles définissent ce qu'est l'équité salariale. Dans un deuxième temps, un petit nombre d'articles par quotidien spécifient à qui la loi s'applique. En Ontario et au Québec, cette loi s'applique à tout le secteur public et aux entreprises privées de 10 employés et plus. En Ontario, les exclusions mentionnées sont les femmes travaillant dans des entreprises de moins de 10 employées, les travailleuses occasionnelles ou

étudiantes et celles travaillant dans des milieux pour lesquels il n'y a pas d'emploi masculin. Au Québec, il est mentionné que les femmes exclues de la loi sont celles travaillant dans des petites entreprises, mais aussi les policières et pompières ainsi que les employées occasionnelles ou étudiantes. Fait à noter, *La Presse* ne mentionne aucune exclusion dans les explications des journalistes. Dans les quatre quotidiens, il y a aussi quelques mentions du nombre des femmes qui seront touchées par la future loi.

De plus, est-il spécifié en Ontario et au Québec, il est interdit de réduire certains salaires, même si l'exercice de l'équité démontre qu'ils sont surévalués. En Ontario, les employeurs ne sont pas obligés de consacrer plus de 1 % de la masse salariale aux remboursements annuellement. Dans les quatre journaux, les délais accordés pour se conformer à la loi sont également présentés dans certains articles. En Ontario, le *Toronto Star*, les mentionne cinq fois et le *Globe and Mail*, six fois. Au Québec, on parle de neuf fois pour *Le Devoir* et de six fois pour *La Presse*. En Ontario, les entreprises bénéficient d'un délai pouvant aller d'un an à six ans dépendamment de la taille de l'entreprise. Au Québec, ce délai est de 8, 9 ou 11 ans dépendamment de la source de cette information.

À quelques reprises, tant en Ontario qu'au Québec, des journalistes mentionnent également la procédure pour comparer les emplois féminins aux emplois masculins. La prochaine citation résume bien l'information habituellement donnée pour l'Ontario.

The law is based on a complex model in which an employer must determine the value of his workers by comparing the jobs of women in predominantly female job categories (60 per cent or more women) with those of men in predominantly male job groups (70 per cent or more men). In deciding how much a job is worth, employers are to take into account skill, responsibility, effort and working conditions of the people in those jobs (*Le Globe and Mail*, 25 Nov 1986, A1 Hickl-Szabo, R.)

Les quatre critères sur lesquelles la comparaison se fait sont davantage présentés dans le *Toronto Star* que dans les trois autres quotidiens. Au Québec, une information semblable

est transmise, sauf qu'au Québec, l'exigence d'une catégorie d'emplois masculins constitués de 70 % d'hommes n'est pas présente. Au Québec comme en Ontario, quelques journalistes soulignent aussi que cette comparaison se fait au sein de l'entreprise ou au sein d'une unité d'accréditation syndicale si l'entreprise est syndiquée et non pas par secteur.

À quelques occasions dans les quotidiens, il est mentionné que seulement les entreprises de 100 employés et plus doivent mettre sur pied un plan d'équité salariale. De plus, au Québec, *Le Devoir* signale que les entreprises de plus de 100 employés doivent mettre sur pied des comités d'évaluation constitués d'employés comprenant 50 % de femmes.

Une autre explication fournie est que d'autres lois sur l'équité salariale existent ailleurs dans le monde. À l'époque de l'élaboration de la loi en Ontario, des journalistes mentionnaient qu'une telle loi existait au Fédéral, au Manitoba, au Minnesota et en Australie et que le Québec a inclus dans sa Charte des droits l'interdiction d'offrir des salaires différents pour des emplois à valeur équivalente s'il n'y a pas de différences d'ancienneté ou d'expérience. À l'occasion, dans les articles ontariens, quelques détails sont donnés quant aux paramètres des lois ailleurs. Au Québec, les exemples cités étaient l'Ontario, le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse, l'Île-du-Prince-Édouard et le Manitoba.

Finalement, dans les deux provinces, il existe des explications à l'effet que la Commission de l'équité salariale a été mise sur pied pour informer et soutenir les employeurs dans cet exercice, mais aussi pour entendre les plaintes provenant des employés se sentant lésés.

La couverture du *Globe and Mail* ressemble à plusieurs égards à celle du *Toronto Star*. *La Presse* par contre diffère du *Devoir*, car les détails quant aux modalités de la loi y sont quasi absents. Les journalistes présentent surtout des informations sur la date d'adoption de la loi et les amendements que la ministre Harel a proposés afin d'atténuer le

mécontentement du patronat. *La Presse* est également le quotidien qui a le moins d'explications parmi les quatre.

7.3.1.2. Les exemples :

Dans les quatre quotidiens, des exemples d'écart salarial entre des emplois féminins et des emplois masculins sont présentés. Par exemple, le salaire de l'infirmière est comparé à celui du concierge de l'hôpital ou de l'inspecteur sanitaire, celui d'éducatrice en garderie à celui du gardien de zoo ou de préposé à l'entretien, celui de la caissière d'une épicerie à celui du commis à l'approvisionnement au même endroit. À chaque comparaison, le salaire de l'emploi à prédominance féminine est inférieur à celui de l'emploi à prédominance masculine même lorsque l'emploi comporte davantage de responsabilités. La proportion de l'écart salarial entre les hommes et les femmes est également rapportée dans les articles à quelques reprises. Les femmes gagnent environ 64% du salaire des hommes en Ontario, et au Québec, près de 9 ans plus tard, c'est une proportion moyenne de 70% du salaire. Finalement, en Ontario, des exemples d'écart qui ont été réduits dans d'autres organismes publics ayant volontairement mis en place un programme d'équité salariale sont présentés alors qu'au Québec, ce sont des exemples de réductions d'écart obtenues par le biais de la LÉS ontarienne ainsi que les ajustements octroyés pour réduire de tels écarts qui sont présentés. Ces différents exemples peuvent sembler au premier abord peu importants car ils sont anecdotiques mais ils illustrent de manière concrète que les emplois féminins sont souvent sous-payés comparativement aux emplois masculins et ces exemples sont parfois frappants tel que des éducatrices en garderie moins bien payées que les gardiens de zoo ou les infirmières recevant un salaire inférieur aux concierges. Cela dit, à l'exception du *Toronto Star*, de tels exemples et mentions des écarts entre hommes et femmes ne sont pas fréquents. Ils sont présents à 12 occasions dans le *Globe and Mail*, à 13 occasions dans *Le Devoir* et à sept occasions dans *La Presse*. Le *Toronto Star*, pour sa part, en fait mention à 47 occasions, entre autres parce que les travailleurs dans des emplois masculins et dans des emplois féminins sont beaucoup plus souvent cités à titre de source que dans les trois autres journaux et que leur salaire y est alors mentionné.

Dans ce sous-thème, il n'y a pas de différence entre les provinces mais plutôt entre les quotidiens, le *Toronto Star* se distinguant des trois autres.

7.3.1.3. Les causes :

Dans les articles ontariens et québécois, un certain nombre de raisons sont mises de l'avant pour expliquer pourquoi les femmes gagnent moins d'argent que les hommes : leur plus faible niveau de promotion et de présence dans les postes de haut niveau, la concentration des femmes dans des ghettos d'emploi et le fait d'être mariée. Il est également soulevé que les femmes étaient moins présentes dans les lieux décisionnels syndicaux ce qui a nui à l'avancement d'enjeux prioritaires pour les femmes.

D'autres explications fournies tant au Québec qu'en Ontario avancent que le capital humain (formation, expérience, etc.) des femmes par rapport aux hommes est plus faible et que ceci explique l'écart salarial entre les sexes. D'une part, les femmes auraient moins d'éducation et d'expérience que les hommes, car elles quittent le marché du travail pendant quelques années pour prendre soin des enfants. D'autre part, elles travaillent moins d'heures, dû au fait qu'elles ont davantage d'obligations familiales que leurs confrères. Très peu de contre-arguments à ce type d'argumentation sont mentionnés dans les journaux à l'exception d'une intervenante dans un article indiquant qu'à capital humain plus élevé, les femmes ayant un baccalauréat universitaire gagnent néanmoins en moyenne 1000 \$ de moins que les hommes ayant un diplôme d'études secondaires.

D'autres articles mentionnent que les emplois de femmes sont moins payés, car elles sont sous-évaluées ou elles vivent une discrimination systémique. C'est sur ce point que les journaux ontariens et québécois diffèrent. Dans les journaux ontariens, dans la majorité des cas, il est expliqué que l'iniquité salariale résulte d'une discrimination systémique ou que les emplois féminins sont sous-évalués tandis que dans les journaux québécois, il est moins souvent mentionné que les femmes sont sous-payées ou qu'elles sont victimes de discrimination.

Dans le cas du *Globe and Mail*, dans pratiquement tous les segments portant sur les causes de l'iniquité, il est spécifié que le travail des femmes est sous-évalué, sous-payé et que c'est spécifiquement à cela que la loi s'attaque.

Le *Toronto Star* abonde dans le même sens, mais l'argumentaire qui y est formulé est encore plus approfondi. D'abord, des intervenants expliquent que les femmes sont moins payées justement parce qu'elles sont des femmes ou qu'elles exécutent un travail de femmes. Ensuite, il est expliqué que les femmes sont sous-payées à cause de la ségrégation sexuelle du travail, plaçant les femmes dans des ghettos d'emplois féminins. Finalement, dispersées dans les articles, se retrouvent les causes du pourquoi les emplois féminins sont sous-payés. Ce type d'arguments a été expliqué dans le cadre théorique de ce mémoire et plusieurs se sont retrouvés dans les articles. Il s'agit de l'argument voulant qu'une aptitude considérée « féminine », telle qu'une aisance à aider les gens, est perçue comme quelque chose de naturel qui n'a pas besoin d'être rémunéré, que les femmes font un travail exigeant moins de force physique, qu'elles travaillent dans des environnements plus agréables et qu'historiquement les hommes étaient le principal soutien familial. Le *Toronto Star* est le quotidien qui fait le plus allusion à l'une ou l'autre de ces quatre causes. Ceci se produit environ huit fois contre seulement une ou deux fois dans le *Globe and Mail*.

Dans *Le Devoir*, l'allusion au fait que les emplois féminins sont sous-évalués est beaucoup plus générale. Elle apparaît uniquement deux fois, et allègue que la sous-évaluation a trait à des stéréotypes sans préciser davantage. Dans un rapport remis au cours de l'année à la ministre Blackburn par un groupe de travail dont le mandat était d'élaborer une loi sur l'équité salariale, les auteurs de celui-ci avaient souligné que :

«Les pratiques et les règles qui déterminent les salaires des emplois attribués aux femmes sont davantage influencées par les caractéristiques stéréotypées que l'on associe au travail féminin que par une estimation rigoureuse de leur valeur. C'est la ségrégation professionnelle qui permet l'identification d'un titre d'emploi à un

groupe en particulier et qui déclenche un processus ayant pour conséquence de dévaluer le travail des femmes.» (*Le Devoir*, 18 sept 1995, A1 Truffaut, S.)

Dans *La Presse*, l'allusion aux stéréotypes affectant la rémunération des emplois féminins n'est faite qu'une seule fois en précisant que cette discrimination est spécifique à certains corps de métier et minimisant l'importance d'une loi à application plus large.

« Quant aux distorsions qui perpétuent des préjugés injustifiables dans une société moderne, on sait, et l'expérience ontarienne le confirme, qu'elles sont concentrées dans des secteurs particuliers - les emplois de bureau par exemple. » (*La Presse*, 26 février 1996, B2 Gruda, A.)

Ainsi, dans les quotidiens québécois, il y a beaucoup moins d'explications et d'arguments à l'effet que le travail des femmes est sous-évalué que dans les quotidiens ontariens.

Une autre différence est que dans *La Presse* et, dans une moindre mesure, dans *Le Devoir*, il est souvent mentionné que l'écart salarial est avant tout dû à d'autres facteurs et non uniquement à la discrimination ou à la sous-évaluation des emplois. Ceci se produit cinq fois sur un total de six segments dans *La Presse* et sept fois dans *Le Devoir*, alors que ceci ne se produit que deux fois dans le *Toronto Star* et aucune fois dans le *Globe and Mail*. Parmi ces segments québécois, certains se demandent si la loi s'attaque au bon problème et certains affirment même que cette erreur de cible aura pour conséquence que la loi ne fonctionnera pas tel que les deux extraits suivants l'illustrent.

« Selon certaines études, cette différence est due, en bonne part, à des facteurs qu'aucune loi sur l'équité salariale ne pourrait corriger. » (*Le Devoir*, 18 mai 1996, A10 Sansfaçon, J-R.)

« En somme, il n'est pas ridicule de croire que l'âge et la division traditionnelle des responsabilités familiales constituent les raisons les plus sérieuses et les plus tenaces qui permettent d'expliquer la différence de revenus moyens entre les

femmes et les hommes. Aucune loi d'équité salariale ne viendra corriger cela. (*Le Devoir*, 21 déc. 1995, A6 Sansfaçon, J-R.)

Ce type d'argument était également présent dans la critique que la loi s'attaque à la mauvaise cible, présentée dans une section précédente de ce chapitre. L'explication des causes est une des différences les plus notables dans la couverture médiatique entre le Québec et l'Ontario. Au Québec dans une moindre mesure qu'en Ontario est-il spécifié que les emplois féminins sont sous-payés. De plus, dans un certain nombre d'articles, on attribue le salaire plus bas des femmes à bien d'autres facteurs qu'à celui de la discrimination systémique. À cela s'ajoute le fait qu'au Québec, ce sont avant tout les causes de l'écart salarial entre hommes et femmes qui sont expliquées et non les causes de la sous-évaluation des emplois féminins, ce que la Loi vise à régler. Si l'accent est plutôt mis sur expliquer le premier, l'écart salarial entre les hommes et les femmes est effectivement attribuable à plusieurs facteurs autre que la discrimination systémique. Tandis que si, comme en Ontario, c'est plutôt la sous-évaluation des emplois à prédominance féminine qui est expliquée, la discrimination systémique est un facteur central.

Ceci conclut les informations fournies dans les quatre quotidiens quant à la loi dans chacun des deux provinces. La prochaine section sera consacrée aux différentes critiques rapportées qui étaient défavorables à la LÉS.

7.3.2. Les critiques :

Les *critiques* à l'égard des projets de loi rapportées dans les articles ont été nombreuses et diverses. Elles ont été regroupées selon les sous-thèmes suivants : loi mauvaise, loi bureaucratique et complexe, loi coûteuse, loi nuira à l'économie et loi nuira à la société ou aux femmes. La fréquence et le contenu de chacun de ces sous-thèmes sera maintenant expliqué.

Le tableau ci-dessus dénote de la fréquence des différents sous-thèmes en ce qui a trait aux *critiques*:

Tableau VIII : La fréquence des sous-thèmes pour les critiques

SOUS-THÈMES : <i>CRITIQUES</i>				
	<i>Globe and Mail</i>	<i>Toronto Star</i>	<i>Le Devoir</i>	<i>La Presse</i>
Loi mauvaise	32	68	57	48
Bureaucratique et complexe	7	13	13	21
Nuira à l'économie	8	13	24	29
Coûteuse	7	7	4	16
Nuira aux femmes ou à la société	6	18	9	12

Pour tous les journaux, la critique la plus fréquente est que la loi est mauvaise « en soi ». Elle est davantage présente dans le *Toronto Star* avec 68 segments et l'est dans une moindre mesure dans le *Globe and Mail* avec 32 segments. Ensuite, en deuxième position, il y a la critique à l'effet que la loi nuira à l'économie pour *La Presse*, *Le Devoir* et le *Globe and Mail*. Pour le *Toronto Star*, le sous-thème nuira aux femmes ou à la société occupe la deuxième position. De troisième importance, est que la loi est bureaucratique et complexe. Finalement dépendamment du journal, le sous-thème loi coûteuse ou nuira aux femmes ou à la société occupe la quatrième place.

La fréquence des sous-thèmes diverge selon les quotidiens. De plus, il y a une différence interprovinciale notable. Le sous-thème nuira à l'économie est davantage fréquent au Québec qu'en Ontario, apparaissant 24 fois dans *Le Devoir* et 29 fois dans *La Presse* contre 13 fois dans le *Toronto Star* et 8 fois dans le *Globe and Mail*.

7.3.2.1. *La loi est mauvaise :*

Ce sous-thème est la critique la plus commune des quatre quotidiens et elle est la plus fréquente dans le *Toronto Star*. Les intervenants, notamment le patronat et certains éditorialistes, lui attribuent plusieurs faiblesses.

Dans *La Presse* et *Le Devoir*, des intervenants mais aussi des éditorialistes s'indignent de l'absence d'études ou d'études indépendantes ou approfondies. Dans *La Presse*, on reproche aussi le cafouillage de l'État dans ce dossier ainsi que le gaspillage dans le secteur public, car il faudra recommencer l'exercice malgré la relativité salariale accomplie il y a peu. Dans le *Globe and Mail*, on qualifie la loi « d'inflexible », « d'invasive », et de « confondante ». Dans le *Toronto Star*, on rapporte qu'elle « porte à confusion », qu'elle « est malhabile », qu'elle « est injuste ou antipatronat ». Cette accusation que le gouvernement fait preuve d'improvisation, de cafouillage et de gaspillage est présente une dizaine de fois environ dans les deux journaux francophones alors qu'elle l'est à peine deux fois dans les deux journaux anglophones.

On reproche également au projet de loi sa méthode de comparaison dans chacune des deux provinces. À quelques détails près, cette méthode est assez semblable entre l'Ontario et le Québec. Il faut d'abord identifier les catégories d'emploi à prédominance féminine et masculine, ensuite évaluer la valeur de chacune, les comparer entre elles et finalement, déterminer l'ajustement salarial des emplois féminins qui étaient sous-payés. Dans les quatre quotidiens, il y est soulevé que ce processus sera difficile et mènera à des aberrations. Divers intervenants se plaignent qu'une telle comparaison sera très subjective, pouvant avantager certains illégitimement. D'autres trouvent incroyable, voire irréalisable, que des corps d'emploi très différents soient comparés entre eux. Il donne en exemple, que des pompiers soient comparés à des éducatrices en garderie, que des mécaniciens le soient avec des conductrices d'autobus scolaire, que des secrétaires soient comparées avec des électriciens.

Dans les quatre journaux, une autre faiblesse rapportée est que la loi s'attaque à la mauvaise cible et ainsi, qu'elle ne réduira pas l'écart salarial ou très peu. Aux dires de

certain, il faudrait plutôt se concentrer sur l'amélioration de l'offre de service de garde, miser sur l'éducation et la réorientation professionnelles des jeunes filles et, selon les arguments rapportés dans le *Toronto Star*, mettre l'accent sur des programmes d'affirmation positive. L'éditorialiste de ce quotidien affirme ceci :

« Instead of encouraging women to stay in low- paying, dead-end jobs - many of which are destined to disappear - the government should be aggressively pursuing affirmative action programs and education and training that will bring women out of the cliches of yesterday and into the potential of tomorrow. » (27 Nov 1986, A20)

Pour d'autres, il faudrait que les entreprises adhèrent à l'équité salariale sur une base volontaire ou que la loi exclue minimalement les petites et moyennes entreprises ou bien que le gouvernement poursuive le système actuel mais en y attribuant plus de ressources. Quelques intervenants pour leur part, affirment qu'il n'est pas nécessaire d'avoir une telle loi car l'écart salarial entre les hommes et les femmes se réglera avec le temps tel que l'illustre l'exemple suivant.

« Depuis leur arrivée massive sur le marché du travail, dans les années 70, les femmes ont réalisé des gains constants. Certes, l'écart n'est pas encore comblé, mais au rythme où vont les choses, la société québécoise ne sera plus tellement loin de l'équité salariale dans une dizaine d'années, même sans intervention gouvernementale. Les filles ont beaucoup plus de succès à l'école que les garçons ; au niveau universitaire, les étudiantes sont maintenant majoritaires dans de nombreuses disciplines qui les préparent à des emplois mieux rémunérés que ceux des hommes. » (*La Presse*, 10 sept 1996, C3 C. Picher)

Certains opposants à la loi s'offusquent que celle-ci aille à l'encontre des lois du marché. De plus, à trois ou quatre reprises, des intervenants dénoncent que cette loi est injuste, car elle ne respecte pas les négociations passées entre employeur et employés syndiqués. Ce

reproche à l'effet que la loi va à l'encontre du marché est davantage présente dans le *Toronto Star* que dans les trois autres journaux.

Dans les deux provinces, un dernier argument mis de l'avant à l'effet que la loi est mauvaise est qu'elle ne fonctionnera pas ou peu parce qu'elle contient plusieurs faiblesses ou parce qu'elle s'attaque à la mauvaise cible ou encore car elle a peu fonctionné ailleurs. Au Québec, un des arguments les plus souvent mis de l'avant pour démontrer que la loi ne fonctionnera pas est que l'expérience ontarienne a été peu concluante : l'écart est le même au Québec qu'en Ontario malgré l'absence d'une loi, la loi ontarienne a coûté très cher, parfois davantage que les ajustements salariaux, beaucoup de femmes ont été exclues de la loi et le gouvernement Harris a récemment décidé de restreindre la loi. La critique que la loi ne fonctionnera pas ou peu est beaucoup moins présente dans le *Globe and Mail* et le *Toronto Star*. À deux reprises dans le *Globe and Mail* et à 4 reprises dans le *Toronto Star*, il est avancé que la loi ne fonctionnera pas contrairement à une quinzaine de fois dans chacun des deux journaux québécois. Ceci est possiblement attribuable au fait que la loi québécoise a suivi la loi ontarienne qui était la première loi au monde d'une telle envergure. Tel qu'illustré dans les exemples ci-dessus, les failles de la loi ontarienne de même que ses minces avancées étaient connues et servaient de munitions aux opposants de la LÉS.

Tout bien considéré, le contenu à l'effet que la loi est mauvaise se ressemble sensiblement d'un quotidien à l'autre, mais c'est dans la fréquence que se trouve la différence. Le reproche selon lequel le gouvernement fait preuve de cafouillage et que ce type de loi a peu fonctionné ailleurs était davantage présent au Québec qu'en Ontario.

7.3.2.2. La loi est bureaucratique et complexe :

Une deuxième critique à l'endroit des deux lois sur l'équité salariale est qu'elles généreront une grosse bureaucratie. C'est dans *La Presse* que ce reproche est le plus présent avec 21 segments contre 13 dans le *Toronto Star* et *Le Devoir* et sept dans le

Globe and Mail. Dans les deux journaux québécois est accolé au terme bureaucratique, « machine », « carcan », « bourbier », « fardeau », « armature » ainsi que le terme « kafkaïen ». Dans le *Toronto Star*, la loi est qualifiée de « futility », « quagmire », « bureaucrat's delight » et « confrontational bureaucracy ». Certains dénoncent que la lourdeur administrative coûtera cher aux entreprises, d'autres qu'elle rajoute une couche supplémentaire de paperasse tel qu'en témoigne la citation suivante :

Au moment où l'État invite les entreprises à créer des emplois, ce n'est pas le moment de leur imposer un fardeau additionnel, «d'ajouter une épaisseur de paperasse» avec cette éventuelle loi, plaidait M. Michel Audet, président de la Chambre de commerce du Québec. (*Le Devoir*, 7 mai 1996, A3 Levesque, L.)

Dans la même veine, des intervenants se plaignent de la complexité de la loi qui constituera un véritable casse-tête pour les employeurs. Cette critique est présente dans les quatre quotidiens, mais davantage dans *Le Devoir* et le *Globe and Mail*.

Encore une fois, pour ce qui est du contenu de cette critique et de sa fréquence, il y a peu de différence entre les journaux du Québec et ceux de l'Ontario.

7.3.2.3. La loi nuira à l'économie :

À plusieurs reprises dans les deux provinces, des articles mentionnent que la loi pourrait avoir des conséquences néfastes sur l'économie. Selon certains éditorialistes ou personnes citées, la loi pourrait nuire à l'économie de la province notamment en provoquant une perte d'emplois ou en décourageant l'investissement.

Selon la *National Citizens' Coalition*, une ONG néo-conservatrice

« Pay equity will create "havoc" in the economy, the coalition contends, and "artificially high wages" will price many lower-paid women out of the job market. » (*Toronto Star*, 17 May 1986, A3 Sutton, R.)

La Presse fait état de conclusions similaires provenant du ministère des Finances du Québec:

Un «estimé préliminaire de l'impact fiscal de la loi sur l'équité», provenant du ministère et obtenu par *La Presse*, qui date cependant de novembre dernier, laisse clairement entendre que des pertes d'emplois pourraient se produire » (*La Presse*, 7 sept 1996, A1 Gagnon, K.)

Une des causes citées par le ministère québécois concernant une baisse du niveau d'emploi est que l'équité salariale nuirait à la compétitivité des entreprises qui n'auraient d'autres choix que de réduire la main-d'œuvre ou les augmentations salariales.

«Cette hausse de salaire amoindrirait la compétitivité des entreprises sur les marchés extérieurs. En conséquence, les entreprises seraient forcées de réduire la main-d'œuvre ou de négocier des contrats salariaux moins généreux. Des travailleurs subiraient donc ultimement la totalité du coût additionnel imposé aux entreprises via une réduction des salaires ou du niveau d'emploi.» (*La Presse*, 7 sept 1996, A1 Gagnon, K.)

Mais il n'y a pas uniquement mention, dans chacune des deux provinces, que la LÉS nuira à l'économie. Selon certains intervenants, elle nuira aussi aux entreprises. Ces dernières feront face à une augmentation de leurs coûts, elles ne seront plus compétitives ou le seraient moins et cette loi occasionnerait des dépenses administratives substantielles notamment dû à l'embauche d'un consultant. En ce qui a trait aux deux quotidiens québécois, il est par ailleurs rapporté, à quelques reprises, que la province vit des difficultés économiques importantes et que la loi nuira encore davantage ou que le moment est mal choisi pour une telle mesure. Par exemple, Jean-Robert Sansfaçon du *Devoir* écrit « Et tant pis si le calendrier imposé par la loi tombe une année de récession, ou si l'enveloppe budgétaire est fermée, comme c'est le cas dans le secteur public » (20 septembre 1995, A8).

Les critiques et craintes mises de l'avant quant aux conséquences sur l'économie ou sur les entreprises se ressemblent d'une province à l'autre. Cela dit, la fréquence de ce type de critique est beaucoup plus élevée au Québec étant de 24 segments pour *Le Devoir* et 29 pour *La Presse* contre 8 pour le *Globe and Mail* et 13 pour le *Toronto Star*. Cette plus grande fréquence au Québec est possiblement attribuable au contexte économique qui était beaucoup moins favorable dans cette province qu'en Ontario au moment de l'élaboration de la LÉS.

7.3.2.4. *La loi nuira aux femmes ou à la société :*

Parfois, les articles rapportent aussi que les femmes ou la société subiront des effets néfastes à cause de la loi. Parmi les conséquences mentionnées, il y a la hausse des frais de garderie, les conflits au sein des entreprises, l'augmentation des prix des biens et services et les hausses de taxes afin de compenser pour la croissance des salaires. Fait à noter, dans les articles et éditoriaux, à l'exception d'un article, il n'est pas écrit que la loi avantage les femmes au détriment des hommes.

7.3.2.5. *La loi sera coûteuse :*

Dans de nombreux articles dans les deux provinces, il y a mention que la loi sera très coûteuse. Certains acteurs avancent que la mise en application de la loi sur l'équité salariale sera trop chère, qu'elle entraînera des coûts majeurs et, à quelques occasions, des mots tels qu'« astronomique », « exorbitant » et « une fortune » sont employés. Quelques détracteurs de la loi sur l'équité salariale cités par les journalistes affirment qu'au paiement d'ajustements salariaux, s'ajouteront des coûts administratifs et autres, faisant grimper encore davantage la facture. Parfois, mais pas toujours, il est explicitement dit que ce caractère coûteux sera nocif pour l'économie ou les entreprises.

Il n'y a pas de différence notable entre les journaux quant à cette critique, mais *La Presse* la mentionne plus abondamment que les autres quotidiens.

Pour terminer, toutes les différents critiques présentées, sauf exception, se ressemblent sensiblement d'une province à l'autre. Cela dit, étant donné leur plus faible présence dans le *Globe and Mail* et le fait que le *Toronto Star* a davantage contrebalancé les critiques avec d'autres informations plus positives, les deux quotidiens québécois apparaissent plus négatifs.

La prochaine section détaillera un autre grand thème portant sur les *arguments en faveur du projet de loi ou de la Loi sur l'équité salariale*.

7.3.3. Les arguments en faveur du projet de loi ou la Loi sur l'équité salariale :

Les différents types d'arguments en faveur du projet de loi ont été regroupés en quatre sous-thèmes. D'abord, les arguments qui sont des réponses aux critiques à l'endroit de la LÉS ou autre aspect de l'équité salariale, suivi des arguments affirmant que la loi est une question de justice et/ou est nécessaire, en troisième, la mention d'acteurs sociaux favorables et pour terminer, les arguments quant aux avantages économiques de la LÉS. En ce qui concerne les fréquences, les réponses aux critiques est le sous-thème prédominant des deux quotidiens anglophones, suivi de *question de justice sociale et/ou nécessaire*. Quant aux deux quotidiens francophones, *question de justice sociale et/ou nécessaire* est le sous-thème le plus important, suivi de réponses aux critiques bien que les écarts entre la première et la deuxième position soient mineurs. Pour ce qui est des différences de fréquence entre les quotidiens québécois et ontariens, il y a seulement le fait qu'au Québec, la mention d'acteurs favorables est moins présente.

Tableau IX : La fréquence des sous-thèmes pour les arguments en faveur du projet de loi

SOUS-THÈMES : Arguments en faveur du projet de loi sur l'équité salariale				
	<i>Globe and Mail</i>	<i>Toronto Star</i>	<i>Le Devoir</i>	<i>La Presse</i>
Réponses aux critiques	15	24	16	12
Question de justice sociale ou nécessaire	12	21	20	13
Acteurs sociaux favorables	11	10	3	2
Avantages économiques	4	2	3	1

7.3.3.1. Les réponses aux critiques :

Une diversité d'arguments a été avancée pour nuancer les critiques émises. Une de ces réponses aux critiques dans chacune des deux provinces est que l'accomplissement de l'équité salariale ne sera pas aussi coûteux que certains le prétendent. Un premier argument est que la LÉS exempte les entreprises de moins de 10 employés ainsi que les travailleurs en stage et les étudiants, ce qui exclut un nombre non négligeable de femmes. Un deuxième argument est qu'il est possible qu'une partie des postes qui étaient surpayés puissent être gelés en attendant que les emplois sous-payés les rattrapent diminuant ainsi le coût total de l'ajustement tel qu'explicité dans la citation suivante.

« On voit ça tout le temps quand on a des restructurations d'entreprises, a affirmé Mme Lee-Gosselin. Il y a des postes qui sont red-circled [dont les salaires sont gelés] le temps que les autres [employés effectuant un travail à valeur équivalente] les rattrapent. » (*Le Devoir*, 16 février 1996, A4 Yakabuski, K.)

Par ailleurs, dans le *Globe and Mail* et le *Toronto Star*, quelques acteurs font remarquer que les patrons n'étaient pas tenus de verser plus de 1% de leur masse salariale en réajustement annuellement. D'autres soulignent que la LÉS octroyait un délai de plusieurs années avant que les entreprises soient tenues de se conformer à la loi leur permettant de reporter à plus tard les paiements tout en prévoyant à l'avance cette dépense future. À l'époque, en Ontario, ces délais étaient de six ans pour les entreprises de moins de 100 employées, de quatre ans pour les entreprises entre 101 et 149 employés et de trois ans pour les grandes corporations. Au Québec, au moment de l'adoption de la loi, les compagnies avaient quatre ans pour finaliser l'exercice et quatre ans pour étaler les ajustements salariaux. Le propos de Crocker, professeure et directrice d'un centre de recherche universitaire pour l'équité salariale, illustre cet argumentaire : « It is difficult to believe that an adjustment that will take 20 years to accomplish will cause significant financial hardship to any organization » (*Toronto Star*, 10 Mar 1987, A9 Harrington, D.).

Quant à la critique que des coûts supplémentaires liés aux ajustements salariaux seront occasionnés par l'embauche de consultants experts ou par des frais administratifs substantiels, des membres de la société civile favorable ou autres sources rétorquent qu'il n'est pas toujours nécessaire d'engager des consultants externes, certaines entreprises étant en mesure de faire l'exercice elles-mêmes.

À cette argumentation, est également ajoutée à une ou deux reprises l'idée que la loi serait coûteuse pour ceux qui sous-payent grandement les emplois féminins. Paddy Musson du London and District Labor Council, un syndicat ontarien exprime cette idée ainsi :

"The first child labor law was most burdensome to companies relying on child labor. Pay equity will be most burdensome to those exploiting women" (*Toronto Star*, 12 Mar 1986, A27 Crawford, T.).

La Coalition pour l'équité salariale de l'Ontario et la *Ontario Federation of Labor* affirment pour leur part que les employeurs qui sous-paient les femmes ont suffisamment bénéficié de bas salaires au détriment des femmes et qu'il est temps que cela arrête.

« The time is long past for the business community to again be extended leniency or immunity from facing the full brunt of a law against discriminatory wages. »
(*Toronto Star*, 08 Mar 1986, B6 Crawford, T.)

Tant au Québec qu'en Ontario, différents intervenants tentent également d'invalider l'affirmation que la loi nuira à l'économie. Selon eux, la loi ne créera pas de chômage et n'amènera pas des entreprises à faire faillite. Pour prouver ce point, quelques personnes interrogées font référence à des exemples ailleurs dans le monde où une loi semblable n'a pas eu de telles conséquences. Par exemple, le secrétaire de la Fédération des travailleurs du Québec, Henri Massé, a souligné que le taux de chômage avait baissé en Ontario suite à l'adoption de la loi sur l'équité salariale en 1987 (*Le Devoir*, 22 août 1996, A6 Delisle, N.). Par contre, cet argument n'a pas été repris dans d'autres articles des deux quotidiens francophones. D'autres invoquent l'adoption de lois par le passé telles que les congés de maternité, la réduction de la semaine de travail, la fin de l'esclavage et de la main-d'œuvre enfantine, où à l'époque, la menace des mêmes conséquences économiques avait été mise de l'avant, mais ne s'était pas matérialisée. Le propos suivant reflète cette argumentation :

« Elle a rejeté l'argument des milieux d'affaires qui soutiennent que la correction de la discrimination salariale va faire perdre des emplois aux femmes. Dans certains pays où une législation sur l'équité salariale a été mise en place, le nombre de femmes sur le marché du travail a augmenté, a noté Mme Carbonneau. « Prétendre que les entreprises vont faire faillite à cause de l'équité salariale, c'est brandir des épouvantails pour ne pas agir », a-t-elle dit. On avait invoqué le même type d'arguments il y a deux décennies pour contrer la réclamation de congés de maternité. Or, aucune entreprise n'a failli pour avoir accordé un congé de maternité à une travailleuse. » (*Le Devoir*, 11 avril 1996, A2 Delisle, N.)

Il y a eu d'autres réponses aux critiques qui n'étaient pas de nature économique. Il a été rapporté à plus d'une reprise que les élus dans le but de calmer les craintes de la société civile favorable affirmaient que les amendements étaient mineurs, qu'il y aurait des amendes et qu'un effet d'entraînement permettrait aux femmes qui n'étaient pas couvertes par la loi de recevoir des augmentations quand même. Les élus ont aussi répondu à certaines flèches du patronat portant sur la faisabilité de la comparaison et en assurant qu'il n'y aurait pas de surveillance excessive. Au Québec, en réponse aux critiques disant que la loi fonctionnerait peu étant donné les résultats mitigés en Ontario, des élus et des membres de la société civile favorable ont expliqué les causes de cet insuccès et ont affirmé que la loi québécoise n'avait pas certaines des faiblesses de la loi ontarienne.

Tout ce qui précède indique qu'il y a peu de différences entre les réponses aux critiques ontariennes et québécoises, sauf celles se référant à des spécificités de la loi dans chaque province. Une série d'arguments a également été avancée pour démontrer qu'une loi sur l'équité salariale pourrait être en fait bénéfique à l'économie. Ils seront présentés dans la prochaine section, mais tout comme cela a été le cas pour les réponses aux critiques, ils ont été très peu cités dans les quatre journaux. La prochaine section aurait dû porter sur *la loi est une question de justice et/ou est nécessaire* si on avait suivi la logique de présentation basée sur la fréquence mais pour des raisons de continuité le contre-argumentaire économique suit cette section.

7.3.3.2. Les avantages économiques :

Non seulement une telle loi ne serait pas l'hécatombe annoncée avancement les défenseurs de la LÉS dans les deux provinces, mais elle peut même avoir un effet positif sur l'économie. En premier lieu, une augmentation du revenu d'un bon nombre de femmes et par ricochet de plusieurs ménages peut augmenter la consommation. Cependant, les quotidiens y font allusion seulement à une, deux ou trois reprises :

Les centrales syndicales estiment que l'exercice de l'équité salariale ne nuira pas à l'économie tel que certains l'ont maintes fois avancé, mais qu'il contribuera plutôt à alimenter l'activité économique, augmentant le pouvoir d'achat des femmes. (*Le Devoir*, 11 septembre 1996, A5 Chouinard, M-A.)

Selon *Le Devoir*, Claudette Carbonneau de la CSN abonde dans le même sens.

« De plus, l'équité salariale est une source de progrès économique puisque cet argent serait réinjecté dans l'économie par les femmes qui le toucheraient. » (*Le Devoir*, 11 avril 1996, A2 Delisle, N.).

Un autre argument mis de l'avant est qu'une augmentation du salaire des femmes peut réduire la pauvreté qui les touche davantage que les hommes. En Ontario, un rapport du Conseil consultatif canadien sur la situation de la femme à l'époque avait abondé dans ce sens. Selon ce document, une réduction de la pauvreté des femmes peut également amener une réduction de la dépendance de ces dernières envers l'État.

Pay equity will benefit more people than the working women who will have extra money in their purses, says a paper released by the Canadian Advisory Council on the Status of Women yesterday. In calling for federal leadership on pay equity, council president Sylvia Gold said pay equity could reduce the taxpayers' bill for social assistance by enabling many women to provide for themselves. (*Globe and Mail*, 20 Mar 1987, A14 Rauhala, A.)

Dans le cadre de ce rapport, la porte-parole affirme même que certaines femmes qui ne travaillent pas décideront d'entrer dans le marché du travail, car cela vaudra davantage la peine pour elles de le faire.

"Increasing women's pay would increase the standard of living for employed women and their families and it would make it financially more worthwhile for other women to enter the labor force." With more money to spend, women would

spread their dollars throughout the economy, leading to higher employment, the report contends. (*Globe and Mail*, 20 Mar 1987, A14 Rauhala, A.)

À cet autre avantage, s'ajoute celui de l'augmentation des revenus fiscaux. Par contre, seul cet article de Ann Rauhala sur un total de 159 articles fait allusion à ces derniers quatre arguments.

À quatre ou cinq occasions dans les journaux, des acteurs favorables à la loi affirment que l'équité salariale se soldera par un gain en productivité, car les employés se sentiront moins lésés ou parce que les ressources financières octroyées pour les salaires seront réparties plus efficacement. Wanda Sefl, Directrice de CP Express avance ceci "Treating people fairly should make them more productive," she said in outlining her firm's pay equity policy, which includes a job evaluation system" (Le *Globe and Mail*, 27 Dec 1986, A3 Rauhala, A.)

Les deux derniers sous-thèmes, portant sur les réponses aux critiques ainsi que sur les « avantages économiques » ont permis de mettre de l'avant certains arguments. : la loi ne serait pas aussi coûteuse que certains l'avaient prédit étant donné les exemptions et délais, elle aurait des bienfaits économiques et elle ne provoquerait pas une hausse du chômage, des faillites ou un déclin de l'économie. Il faut souligner que la quinzaine d'arguments énumérés dans les paragraphes précédents étaient très peu présents. Par quotidien, la plupart de ces arguments ont été présents à une, deux ou à trois occasions sur un total de 159 articles. Pourtant, tous les arguments ont été minimalement cités une fois dans les journaux et ils ont donc été mentionnés à un moment ou un autre. Par ailleurs, en ce qui a trait aux répliques de nature économique, elles sont un peu plus absentes des deux quotidiens québécois qu'en Ontario.

7.3.3.3. *La loi est une question de justice et/ou est nécessaire :*

Pour convaincre l'opinion publique et contrattaquer les détracteurs de la loi, les intervenants favorables à la LÉS défendent le caractère méritoire de la loi, notamment le

fait qu'elle est nécessaire. Quelques acteurs cités affirment que les femmes sont effectivement sous-payées, qu'elles vivent « un réel retard », un écart salarial avec les hommes de 36 % en Ontario et de 30 % au Québec.

Les politiciens à leur tour se disent d'accord avec le principe et reconnaissent le problème notamment dans l'exemple suivant :

« New Democrats and most Conservatives who took part in the debate on the bill this week and last generally agreed that many jobs traditionally performed by women have long been undervalued by employers and society and that an equal-pay law is needed » (*Globe and Mail*, 4 Feb 1987, A3 Hickl-Szabo, R.).

Il est répété à plus d'une occasion que la sous-évaluation du travail des femmes est en partie causée par de la discrimination systémique et que les dispositifs juridiques actuels sont insuffisants. Premièrement, il est précisé que l'écart salarial a peu diminué dans les dernières décennies et, au Québec, cela prend de nombreuses années avant que les plaintes à la Commission des droits de la personne⁴ (CDP) soient entendues, ce qui décourage bon nombre de femmes à entamer le processus. Ces deux derniers points sont davantage présents dans *Le Devoir* que dans les trois autres quotidiens. Dans le *Toronto Star*, il est également mentionné que le libre-marché n'a rien changé à cette situation et qu'il est en fait défavorable aux femmes.

Plus d'un affirme que cette loi « doit être contraignante », « have teeth » pour réellement fonctionner. Par ailleurs, des défenseurs de la LÉS ont décrié que les femmes ont assez attendu, qu'il est temps de leur rendre justice après plusieurs décennies de discrimination. Quelques-unes ont également souligné le caractère injuste du projet de loi qui exclut certaines femmes, dont celles dans les entreprises de 10 employés ou moins.

À ce caractère nécessaire de la loi, s'ajoute un discours affirmant que l'arrêt de cette discrimination envers les femmes est une question de justice. Des mots tels que « social

⁴ Aujourd'hui connue sous le nom de la Commission des droits de la personne et de la jeunesse

ill », « injustice » et « human and economic wrong » sont employés. Pour appuyer ce point de vue, un certain nombre d'intervenants cités font appel à la Charte des droits et libertés.

« [...] l'équité salariale, ce n'est pas une réglementation, c'est un principe fondamental inscrit dans la Charte des droits depuis 20 ans » s'exclame Thérèse Ste-Marie, de la Coalition des femmes contre la pauvreté » (*La Presse*, 1 nov 1996, B5 Gagnon, K.)

D'autres réclament « une égalité des chances », « de traitement » ou « une égalité de salaire pour un travail équivalent ». Moins fréquemment, la LÉS est présentée comme un enjeu d'égalité hommes-femmes, mais cela s'est produit uniquement, à une ou deux reprises sur les 159 articles.

Par ailleurs, quelques-uns affirment qu'une question de coûts ne peut permettre aux entreprises de sous-payer les femmes. « And surely, no injustice can be tolerated simply on the grounds that it will cost money » (*Toronto Star*, 25 Mar 1986, A4 Walker, W.). Et il n'est pas acceptable, selon la CSN, la CEQ et la FTQ, que le gouvernement prive les femmes de l'équité salariale afin d'équilibrer son budget (*La Presse*, 11 sept 96, B1 Fontaine, M.).

Dans les quatre quotidiens, les arguments de ce sous-thème se ressemblent vraiment beaucoup, leurs fréquences sont similaires et il n'y a pas de différence significative quant au contenu.

7.3.3.4. Les acteurs sociaux sont favorables à la loi :

La mention d'acteurs sociaux favorables à la loi peut lui conférer une certaine légitimité. En Ontario, il y a de tels acteurs cités, principalement des élus, des entreprises ailleurs dans le monde, des entreprises ayant déjà mis en place un programme d'équité salariale

ainsi que la *Canadian Association of Women Executives*. Au Québec, il y a le Mouvement des Caisses Desjardins, la Commission des droits de la personne et Lise Payette, une ancienne ministre du gouvernement Lévesque de 1976 à 1979 et chroniqueuse connue à la radio et à la télévision. Il est par ailleurs mentionné dans les quatre quotidiens que l'opinion publique est favorable à une loi pour l'équité salariale, car en Ontario, un sondage à cet effet témoignait d'une majorité des répondants favorables pendant l'élaboration du projet de loi. Fait à noter, cette série d'arguments selon lesquels des acteurs sociaux sont favorables à la loi est beaucoup moins présente au Québec. Elle apparaît deux ou trois fois contre une dizaine de fois en Ontario. Le contexte économique plus difficile au Québec explique possiblement une partie de cet écart entre les deux provinces.

7.3.4. La loi est insuffisante ou tardive :

Le grand thème relatif au fait que la loi serait *insuffisante ou tardive* est le quatrième thème en importance. Pour chaque quotidien, il y a environ une quarantaine de segments de cette nature à l'exception du *Devoir* qui a 24 segments. Ce grand thème n'a pas été subdivisé en sous-thèmes car il n'en contenait pas suffisamment pour que cela soit nécessaire. Fait intéressant, c'est pour ce thème que des commentaires et interventions faites par la société civile favorable sont le plus souvent rapportés et ce peu, importe le quotidien tel que démontré dans le tableau IV à la section 7.2. Cela dit, il n'y a pas seulement la société civile favorable qui a fait ce type de critique, d'autres sources l'ont fait également notamment des experts sur la question.

À l'intérieur de ce thème, la critique la plus présente dans les quatre quotidiens est que la loi exclut trop de femmes. En Ontario, des intervenants s'indignent que les femmes dans les entreprises de moins de 10 employés ne soient pas couvertes par la loi. D'autres dénoncent l'obligation d'avoir, au sein d'une même entreprise, des catégories composées à 60 % de femmes et des catégories composées à 70 % d'hommes afin d'être en mesure de faire l'exercice d'équité salariale. Cela exclut bon nombre de ghettos d'emplois féminins qui sont dans des milieux de travail principalement féminins.

« Unions and women's groups are concerned about the tens of thousands of women who will be excluded from the pay equity bill. Women who work in exclusively female workplaces will not benefit from pay equity because there are no "male-dominated" jobs to which they can be compared. » (*Toronto Star*, 30 Nov 1986: A1 Scrivener, L.)

De plus, dans les articles ontariens, quelques défenseurs de la LÉS se désolent que le secteur parapublic soit exclu du premier projet de loi déposé par le Parti libéral. À la différence du Québec, le gouvernement ontarien voulait adopter une loi sur l'équité salariale en deux temps, un premier projet de loi couvrant principalement la fonction publique et quelques organismes gouvernementaux et un second projet de loi, visant le parapublic et le secteur privé. Ainsi, une partie des critiques dénoncent que le premier projet de loi ne couvre pas encore la majeure partie des employées du gouvernement.

Au Québec, des intervenants dénoncent eux aussi le fait que les entreprises de moins de 10 employés soient exemptées. Ils critiquent également le fait que les entreprises et les organismes gouvernementaux ayant déjà mis en place un programme de relativité salariale puissent être exclus de la loi. Aussi, pendant des commissions parlementaires et au moment de la présentation des amendements au projet de loi, il est mentionné que certains défenseurs de la LÉS étaient inquiets que l'exemption s'applique non pas aux entreprises de moins de 10 employés, mais à celles de moins de 50 employés et que la loi n'établisse pas un comparateur masculin pour les milieux de travail ayant uniquement des emplois féminins. Ces deux inquiétudes d'intervenants, si elles s'étaient matérialisées dans le projet de loi final, auraient exclu un plus grand nombre de femmes.

La deuxième critique la plus fréquemment formulée autour de ce thème est que cela prend beaucoup trop de temps pour légiférer et que beaucoup trop de délais sont offerts aux employeurs avant de compléter l'exercice d'équité salariale et de payer les ajustements salariaux. Des femmes et des hommes clament que toute cette attente doit cesser, car les femmes ont déjà assez attendu, selon la *Ontario Federation of Labour (OFL)*.

« OFL officials argued that women are being unfairly asked to subsidize employers through sub-standard wages and expressed frustration with the length of time the issue has dragged on. » (*Toronto Star*, 25 Feb 1987, A23 Speirs, R.)

Bien assez aux yeux des syndicats, qui mettent le gouvernement en garde contre toute tentative d'une « énième consultation ». Il n'est plus temps de consulter mais d'agir, selon eux. (*La Presse*, 11 sept 1996, B1 Fontaine, M.)

Une troisième critique majeure dans ce thème est que la loi est tout simplement insuffisante ou bien qu'elle contient trop d'échappatoires, sans systématiquement expliquer lesquelles. À une moins grande fréquence, d'autres dénoncent la faiblesse du mécanisme de surveillance ou des pénalités, que les plus petites entreprises ont seulement une obligation de résultat ou que le gouvernement les a déçus. Une critique que seule *La Presse* formule plus de sept fois est que la loi sera passablement diluée sans nécessairement expliquer en quoi elle le sera. Cette critique provient davantage des journalistes et éditorialistes que de la société civile favorable ou autre source et en voici un extrait :

Pour ménager tant les groupes de femmes que les associations patronales, le ministère de la Condition féminine présentera vraisemblablement à la prochaine session parlementaire un projet de loi sur l'équité salariale passablement dilué, auquel près de 90 % des entreprises du Québec pourraient passer outre, a appris *La Presse* hier. (8 mars 1996, A1 Gagnon, K.)

Cette citation complète le grand thème relatif au fait que la loi serait *insuffisante ou tardive*. Parfois, les membres de la société civile favorable ou d'autres sources attribuent cette insuffisance ou ce retard au fait que le gouvernement écoute trop le patronat et/ou qu'il tente de ménager cet acteur mécontent. Cette critique est particulièrement présente dans *La Presse*, elle l'est onze fois contre deux ou trois fois dans les trois autres quotidiens.

Dans le contenu de ce grand thème, il n'y a pas vraiment de différences importantes entre le Québec et l'Ontario mis à part en ce qui a trait aux critiques à l'endroit des modalités propres à chaque province.

7.3.5. Les coûts économiques :

Le dernier grand thème du contenu médiatique est celui des coûts. Ce thème n'a pas de sous-thèmes. Dans chaque quotidien, les coûts sont mentionnés environ une quinzaine de fois sauf pour *La Presse* où ils ont été mentionnés vingt-et-une fois.

Il y a véritablement une guerre de chiffres durant l'élaboration de la LÉS. Difficile de connaître combien la loi coûtera réellement étant donné les différentes informations contradictoires telles que l'illustrent ces deux tableaux.

Tableau X : Les coûts mentionnés dans les quotidiens ontariens

COÛTS EN ONTARIO	
Article	Coût de la Loi de l'équité salariale
<i>Toronto Star</i> , 26 Mar 1986, A9 CP	90 millions pour secteur public sur quatre ans
<i>Toronto Star</i> , 01 Fév 1986, A1 Harrington	70 millions pour secteur public ou 1% de la masse salariale pour secteur public pour 3ans et demi
<i>Toronto Star</i> , 10 Mar 1987, W13 Orwen	4 ou 5 % de la masse salariale en moyenne pour secteur privé
<i>Toronto Star</i> , 27 Fév 1987, A2 Harrington	6% de la masse salariale, incluant les bénéfices pour secteur privé
<i>Le Globe and Mail</i> , 28 Oct 1986, A4 Hickl-Szabo	188 millions si gouvernement incorpore de nouveaux organismes publics
<i>Le Globe and Mail</i> , 2 Oct 1986, A12 Hickl-Szabo	88 millions sur 4 ans pour secteur public

Tableau XI : Les coûts mentionnés dans les quotidiens québécois

COÛTS AU QUÉBEC	
Article	Coût de la Loi de l'équité salariale
<i>La Presse</i> , 10 sept 1996, C3 Picher	700 millions ou moins d'un milliard pour le secteur privé
<i>La Presse</i> , 11 sept 1996, B1 Fontaine	700 millions pour les deux secteurs
<i>Le Devoir</i> , 11 sept 1996, A5 Chouinard	2,5 milliards pour le secteur privé
<i>Le Devoir</i> , 22 août 1996, A6 Delisle	4,4 % de la masse salariale du secteur privé
<i>Le Devoir</i> , 16 fév 1996, A4 Yakabuski	630 millions en coûts annuels pour les entreprises privées soit 0,89 % de la masse salariale et 350 millions additionnels et non récurrents en frais administratifs
<i>Le Devoir</i> , 6 fév 1996, A1 Yakabuski	2,2 milliards de plus en salaires pour les femmes pour les entreprises privées entre le 1er janvier 1997 jusqu'en 2004 ensuite 630 millions, soit 0,89 % de la masse salariale du secteur privé
<i>Le Devoir</i> , 22 août 1996, A6 Delisle	Les salaires grimperaient de 1,88%
<i>La Presse</i> , 24 mai 1996, A1 Gagnon	500 millions en augmentations salariales annuellement pour les employés de l'État

Les coûts présentés dans ces deux tableaux sont un échantillon de tous ceux mentionnés dans les quatre quotidiens afin de démontrer la difficulté à décoder le réel coût de la LÉS dans les deux provinces. Cela réside non seulement dans le fait que les chiffres diffèrent d'un intervenant à l'autre ou d'un ministère à l'autre, mais également qu'ils ne font pas toujours référence à la même réalité : pourcentage de la masse salariale, pourcentage d'augmentation de salaire, coût calculé sur une base annuelle, sur plusieurs années, séparément pour le secteur privé et pour le secteur public ou combiné, coût incluant les frais administratifs ou les excluant, coût pour les contribuables, etc.

À cela, s'ajoute la mention des coûts qu'ont engendrés des lois sur l'équité salariale ailleurs dans le monde ou dans des organismes ou entreprises au sein de la province ayant déjà mis en place un tel programme volontairement. Au Québec, certains articles font référence aux différentes sommes d'argent déboursées dans le cadre de la relativité salariale. Tous ces montants d'argent mis de l'avant constituent un véritable casse-tête empêchant d'y voir clair.

Il n'y a pas vraiment de différence entre les deux provinces quant à ce grand thème. Bien sûr, les montants diffèrent d'une province à l'autre, mais aux deux endroits, une série de chiffres différents est donnée et il devient difficile de s'y retrouver.

Cette guerre de chiffres dans les deux provinces combinée aux différentes mentions que la loi sera coûteuse et le fait qu'elle nuira à l'économie donne l'impression que la LÉS est avant tout une question de coût et donne, au final, l'impression qu'elle sera coûteuse.

7.4. Le sommaire des similitudes et différences entre le Québec et l'Ontario :

Il y a plusieurs similitudes dans la couverture médiatique de la LÉS entre le Québec et l'Ontario. Il n'y a pas de différence notable dans la fréquence attribuée aux différentes sources et les grands thèmes sont sensiblement les mêmes. De plus, la plupart du temps, le contenu de chacun de ces grands thèmes se ressemble même si la loi québécoise est apparue près de neuf ans plus tard. Par ailleurs, dans le contenu des thèmes *les coûts économiques* et *loi insuffisante et tardive* il n'y avait pas de différences majeures entre les deux provinces. À cela s'ajoute le fait que certaines différences se produisent entre quotidiens et non pas entre provinces. Cela dit, il y a également un certain nombre de différences notables entre le Québec et l'Ontario.

D'un point de vue plus large, le *Toronto Star*, *Le Devoir* et *La Presse* ont sensiblement le même nombre de critiques négatives à l'endroit de la LÉS et le *Globe and Mail* en a beaucoup moins. Cela dit, le *Toronto Star* s'avère moins négatif que les deux autres. Il a un nombre plus élevé d'arguments défendant le projet de loi et davantage de critiques disant qu'elle est insuffisante et tardive. De plus, il contient un plus grand nombre d'exemples d'écarts salariaux flagrants entre les emplois masculins et féminins et une plus forte mention des causes de l'iniquité salariale. Ainsi, une étude plus approfondie révèle que les deux médias québécois sont plus pessimistes face à la loi que les médias ontariens.

Au niveau des critiques à l'endroit de la LÉS dans chaque province, les arguments étaient assez semblables, mais les critiques quant aux conséquences économiques et à l'effet que la loi a peu fonctionné ailleurs étaient beaucoup plus présentes dans les journaux québécois. De plus, dans la critique que la loi était mauvaise, la mention que le gouvernement faisait preuve de cafouillage et de gaspillage y est plus fréquemment mentionnée.

En ce qui concerne les arguments défendant le projet de loi, les quotidiens québécois mentionnaient dans une proportion moindre que des acteurs sociaux étaient favorables et le contre-argumentaire de nature économique était un petit peu moins fréquent dans les deux quotidiens francophones.

Quant aux explications, il y a moins d'information donnée quant aux modalités de la loi au Québec qu'en Ontario. Pour ce qui est des causes fournies, il y avait moins fréquemment mention de la sous-évaluation du travail des femmes et, lorsqu'il en avait, les explications étaient d'ordre général. Ensuite, l'accent au Québec a été mis sur les causes de l'écart salarial plutôt que sur les causes de la sous-évaluation du travail des femmes et, par conséquent, d'autres facteurs que celui de la discrimination systémique ont plus fréquemment été mis de l'avant dans les articles.

En somme, sur plusieurs points les deux journaux québécois et les deux journaux ontariens se ressemblent. Par contre, les résultats indiquent aussi qu'il y avait des différences. Parmi ces différences, les plus importantes sont que les deux quotidiens francophones ont été plus négatifs à l'endroit de la LÉS qu'en Ontario, qu'ils mentionnaient davantage les conséquences économiques, qu'ils offraient moins d'explications quant à la loi et finalement, que les causes mises de l'avant avaient bien plus trait à l'écart salarial entre hommes et femmes qu'à des explications relatives à la sous-évaluation des emplois féminins.

CHAPITRE 8 :

8.0. Discussion :

La question de recherche de ce mémoire était : « Est-ce que le Québec et l'Ontario se distinguent dans la manière de percevoir les inégalités socio-économiques et de réagir lorsque leur gouvernement provincial respectif décide de légiférer pour les réduire? » Afin de répondre à cette question, ce chapitre mettra en perspective les résultats obtenus avec le cadre théorique présenté plus tôt. Cela se fera en fonction des hypothèses et d'un résultat inattendu que l'analyse qualitative a révélé.

8.1. Différences de perceptions entre le Québec et l'Ontario :

La première hypothèse de recherche était à l'effet que la population du Québec se distinguerait de celle de l'Ontario quant à plusieurs attitudes et perceptions relatives aux inégalités sociales en ayant notamment une attitude plus favorable à l'intervention du gouvernement. Les résultats montrent que le Québec se distingue de l'Ontario sur trois dimensions : Le rôle de l'État pour améliorer le revenu des citoyens et réduire les inégalités ainsi que le niveau d'inégalités perçues, l'importance accordée aux besoins familiaux pour déterminer salaire et marginalement sur l'évaluation de l'importance des attributs personnels pour réussir dans la vie. Par contre, il n'y a pas de différence entre les deux provinces pour les trois autres dimensions soit l'importance accordée à la performance pour déterminer le salaire, l'importance accordée au niveau d'études et de responsabilité pour déterminer salaire et l'évaluation de l'importance des contacts pour réussir dans la vie. Donc, le Québec se distingue sur deux dimensions et de manière beaucoup moins forte sur une troisième tout en ressemblant à l'Ontario sur les trois autres.

Que les Québécois soient davantage favorables à l'intervention de l'État pour réduire les inégalités correspond aux résultats des différentes recherches mentionnées dans la revue de la littérature (CRIC 2002; Laczko, 1997; 2005 et Ornstein et Stevenson, 1999). Cela rejoint également les conclusions des différentes études à l'effet que le Québec était plus favorable aux politiques et dépenses de nature sociale qu'ailleurs aux pays (Anderson, 2011; Nesbitt-Larking, Fournier et Hudon, 1997; Ornstein et Stevenson, 1999).

Ce niveau d'approbation plus élevé au Québec qu'en Ontario quant à l'intervention étatique confirme notre hypothèse de départ. La revue de la littérature permet de proposer quelques pistes d'explication à ce résultat. Tel qu'expliqué au premier chapitre de ce mémoire, au cours de la Révolution tranquille, l'État a pris une place majeure en instaurant une multitude d'organismes gouvernementaux et de Sociétés d'État. Cette présence demeurait importante en 1990, plus de 200 organismes sous le contrôle de l'État étant actifs (Lévesque, Malo et Rouzier, 1997). L'État serait plus présent dans le quotidien des résidents du Québec qu'en Ontario. Le discours tenu par les souverainistes dans les années 1990 (Gagnon et Lachapelle, 1996) et les réalisations positives du nationalisme québécois (Laczko, 1998) peuvent également avoir contribué à amener la population à appuyer un rôle prédominant de l'État dans le domaine économique et social. Cet appui plus important peut aussi être relié au fait que les Québécois considèrent plus élevé le niveau d'inégalités linguistiques et régionales (Laczko, 1997; 2005).

Les réponses relatives au rôle de l'État et celles relatives à la perception des inégalités économiques sont fortement liées au point de former un seul facteur. On peut donc penser à une configuration où la perception d'inégalités et la demande pour une intervention étatique sont concurrentes.

La deuxième dimension où le Québec se distingue est l'importance accordée aux besoins familiaux pour déterminer le salaire. Cette importance est plus élevée chez les Québécois. Dans les dernières décennies, il n'a pas été question de baser le salaire sur les besoins familiaux dans le marché du travail. Les questions posées dans le sondage étaient : « Pour décider combien les gens devraient gagner, quelle devrait être l'importance de a) ce qui

est nécessaire pour subvenir aux besoins d'une famille ou b) le fait d'avoir des enfants à charge? ». Les répondants ont pu comprendre combien les gens devraient recevoir comme revenu plutôt que le salaire que devrait leur verser l'employeur. Il demeure que les Québécois semblent plus sensibles à la nécessité de combler les besoins de la famille que les résidents de l'Ontario. Ceci pourrait se refléter dans le fait que le Québec est la province qui offre le congé parental le plus généreux et la seule qui possède un programme de garderie universelle. Dans cette même ligne de réflexion, le caractère plus favorable à l'intervention de l'État et aux dépenses sociales a pu jouer un rôle dans la mise en place de ces programmes. Une autre explication est le faible taux de natalité au Québec. Au cours des deux dernières décennies, la baisse importante du poids démographique dans cette province a été une préoccupation mise de l'avant dans l'espace public à plus d'une occasion. Cela se traduit peut-être par un plus grand désir de soutenir les familles, que se soit sur le plan du revenu ou par des mesures gouvernementales.

Pour la troisième dimension, la différence s'est révélée marginalement significative. Les Québécois sont moins nombreux que les Ontariens à considérer que les attributs personnels influencent les chances de réussir dans la vie. Comment expliquer cela? La possibilité d'une telle différence avec l'Ontario n'a été soulevée nulle part dans la littérature consultée. Puisque cette différence est marginalement significative, il faudrait d'autres résultats corroborant celle-ci afin de valider si le Québec se distingue véritablement de l'Ontario sur cette question ou si l'écart observé est dû au hasard.

8.2. Sommaire de l'interprétation des différences de perceptions :

Les résultats révèlent qu'il existe effectivement des différences dans l'opinion publique entre le Québec et l'Ontario. En particulier, le niveau d'adhésion plus favorable des Québécois à l'intervention de l'État et la plus grande importance attribuée aux besoins familiaux pour déterminer le salaire. L'hypothèse présentée au départ est donc partiellement validée. Il demeure qu'il n'existe aucune différence sur la moitié des dimensions ayant trait à l'importance accordée à la performance pour déterminer le

salaire, de l'importance accordée au niveau d'études et de responsabilité pour déterminer salaire et de l'évaluation de l'importance des contacts pour réussir dans la vie. Ainsi, le Québec et l'Ontario se distinguent sur quelques dimensions quant aux perceptions et attitudes vis-à-vis des inégalités socio-économiques, mais les deux provinces partagent aussi plusieurs ressemblances.

Une limite du sondage utilisé *Social Inequality II* est qu'il a été conduit en 1992 alors que la loi en Ontario est entrée en vigueur en 1988 soit quatre ans plus tôt et la loi québécoise en 1996 soit quatre ans après le sondage. Ainsi, sur le plan des attitudes et perceptions, les données analysées ici ne proviennent pas exactement des mêmes années pendant lesquelles chacune des deux lois a été élaborée. Il est notamment possible que la LÉS en Ontario ait modifiée les perceptions des inégalités des Ontariens et ait eu conséquemment un impact sur leurs réponses au sondage de 1992 alors qu'au Québec, ce sondage a eu lieu avant l'élaboration de la loi. Cela aurait été pertinent d'avoir des données de *Social Inequality I* distribué en 1987, date plus proche de la loi ontarienne, mais le Canada n'a malheureusement pas participé au sondage de cette première édition.

8.3. Différences entre le Québec et l'Ontario dans la représentation médiatique :

8.3.1. L'appui à la Loi sur l'équité salariale :

Une première hypothèse relative à la représentation médiatique était que la couverture québécoise s'avèrerait plus favorable à la loi que celle de l'Ontario. L'analyse qualitative révèle que ceci n'est pas le cas et que l'hypothèse n'est donc pas validée. Ceci est dû à un ensemble de facteurs. Les explications proviennent de trois sources, soit la recension des écrits, le contexte socio-économique à l'époque de l'élaboration de chacune des deux lois et la fréquence de certains thèmes et critiques.

En proportion du nombre total de segments, les *critiques* occupent une place moins importante dans les deux journaux ontariens. Ceci est notamment attribuable au fait que

les deux quotidiens basés en Ontario contiennent davantage d'explications, ce qui rééquilibre le tout. À cela s'ajoute le fait qu'un plus grand nombre d'articles ontariens que québécois mentionne que la loi est insuffisante. Ainsi, que l'on compare le nombre de segments ou le nombre d'articles, les quotidiens ontariens ont un meilleur équilibre entre *critiques* et autres grands thèmes.

Par contre, cette négativité ne se traduit pas par une proportion plus grande d'articles contenant une critique dans les journaux du Québec. Le nombre d'articles contenant des critiques est assez similaire entre les quotidiens québécois et ontariens, mais les articles du *Toronto Star*, du *Devoir* et de *La Presse* qui contiennent des critiques en contiennent davantage. De plus, à l'exception de *La Presse*, le nombre d'articles contenant des critiques est très proche du nombre d'articles contenant *des arguments en faveur du projet de loi*, ce qui tendrait à montrer une volonté de présenter une information équilibrée. Selon Gamson et coll. (1992), dans un domaine contesté, dans ce cas-ci la mise en place de la LÉS, le journaliste sent qu'il est dans l'obligation de présenter une diversité d'interprétations et de sources par souci d'objectivité et ainsi, la plupart des journalistes présentent au minimum dans chacun de leurs articles un argument défavorable et un argument favorable. Par contre, ce souci d'objectivité peut être difficile à respecter dans un contexte où les positions sont très campées. Dans le cadre du débat sur les accommodements raisonnables, les médias québécois ont contribué à créer une véritable crise de société à partir de faits isolés et par le fait même, ont accru la stigmatisation de certaines minorités culturelles selon Potvin, Tremblay, Audet, et Martin (2008).

Lorsque tous les résultats présentés ci-dessus sont pris en considération, les deux médias francophones apparaissent un peu plus négatifs et un peu moins équilibrés que les deux médias ontariens, bien que cette différence ne soit pas énorme.

Mais pourquoi y a-t-il tout de même un appui moins important à l'endroit de la loi dans les deux médias québécois? Le contenu des critiques rapportées par les quotidiens apporte quelques éclaircissements à cet égard.

Dans un premier temps, certains types de critiques rapportées dans *La Presse* et *Le Devoir* sont pratiquement absents dans le *Globe and Mail* et le *Toronto Star*. Des intervenants et éditorialistes dans les journaux québécois reprochaient au gouvernement de faire preuve de cafouillage et d'improvisation, alors que ce reproche était quasiment absent des médias ontariens.

Une autre critique très présente dans les journaux québécois et pratiquement absente des médias ontariens est que la loi fonctionnera peu ou pas. À plusieurs reprises dans les articles québécois, il est mentionné que la loi fonctionnera peu, car la loi ontarienne est perçue comme ayant eu un mince succès et que l'écart salarial entre les hommes et les femmes est assez semblable entre le Québec et l'Ontario malgré l'absence d'une loi au Québec. Cette critique dans les médias québécois peut s'expliquer par le fait que l'exemple d'une loi dans une autre province ou ailleurs perçue comme ayant eu peu de succès n'existait pas lorsque l'Ontario a élaboré son projet de loi. C'était la toute première province à étendre une loi d'équité salariale au secteur privé (Chicha, 2011). Les seuls exemples présents à cette époque étaient celui de l'Australie et celui de l'Europe.

Le niveau de négativité plus élevé dans les médias francophones provient également du fait qu'au cours de l'élaboration de la LÉS, le climat économique du Québec était plus morose que celui qui prévalait lorsque l'Ontario préparait son projet de loi. Le gouvernement québécois était en crise budgétaire et une multitude de coupes avaient été effectuées. Ce climat aurait rendu les journalistes et éditorialistes québécois moins favorables à la LÉS et le patronat davantage réticent qu'en Ontario. Ce point sera détaillé davantage dans la prochaine section.

Au Québec tout comme en Ontario, le contexte politique était assez semblable. Les deux provinces étaient gouvernées par des gouvernements ayant à la fois des tendances sociales-démocrates et des tendances de conservatisme modéré. Donc, le contexte politique n'est pas une piste d'explication à considérer pour comprendre la plus forte négativité.

Le niveau de négativité ne réside probablement pas non plus dans le fait que la loi québécoise contient un plus grand nombre de failles que la loi ontarienne. La loi québécoise palliait à plusieurs faiblesses perçues de la loi ontarienne, notamment l'absence de la nécessité de la présence d'un emploi à prédominance masculine au sein de l'entreprise qui, en Ontario, excluait tous les milieux de travail principalement féminins, dont les garderies, dans l'application de la loi.

En résumé, il est possible que le plus haut niveau de négativité dans les deux journaux québécois soit attribuable à divers facteurs : 1) les journaux québécois sont moins équilibrés dans leur contenu que les journaux situés en Ontario qui apportent plus d'explications de la LÉS et d'articles mentionnant que la loi est insuffisante ou tardive. 2) certaines critiques rapportées, dont celle que la loi fonctionnera peu, sont uniquement présentes dans les deux médias québécois 3) le climat économique du Québec et les deux accords de libre-échange adoptés quelques années plus tôt amènent journalistes, éditorialistes et patronat à être plus réticents face de nouveaux coûts pour les entreprises québécoises afin de ne pas nuire à leur compétitivité.

8.3.2. La préoccupation pour les conséquences économiques :

La seconde hypothèse voulait qu'étant donné le climat économique moins favorable au Québec qu'en Ontario au moment de l'élaboration de la loi, les conséquences économiques de la loi seraient une préoccupation plus souvent mentionnée dans les articles québécois que dans les articles ontariens. Les données de l'analyse qualitative confirment cette hypothèse. Au sujet des conséquences économiques, il y avait 24 segments dans Le Devoir, 29 segments dans La Presse contre huit segments dans le Globe and Mail et 13 dans le Toronto Star. La différence de contexte économique entre les deux provinces est donc probablement en cause.

Un résultat inattendu sur ce plan est que les conséquences économiques soulevées par les quatre journaux sont peu contrebalancées par des arguments avançant que la loi comporte

des avantages économiques, mais cet écart entre les deux est davantage prononcé dans les deux médias québécois. Il y a deux fois plus de segments rapportant des conséquences que des avantages économiques dans le *Globe and Mail*; ce ratio est de six fois et demie dans le *Toronto Star*, de huit fois dans *Le Devoir* et de 29 fois dans *La Presse* qui a rapporté un seul avantage économique à la LÉS. Présenter les conséquences économiques tout en négligeant les bienfaits est analogue à couvrir l'enjeu d'une augmentation de salaire minimum selon l'angle que cela nuira aux entreprises et par ricochet à l'économie en abordant très peu l'aspect bénéfique de cette augmentation de salaire comme une hausse de la consommation et une amélioration de la productivité. Cette quasi-absence dans les deux médias québécois et, de manière moins prononcée, dans les médias ontariens, corrobore les écrits scientifiques affirmant que les médias ne sont pas le simple reflet de la réalité (Knight, 2004; Lorimer et Gasher, 2004; Steuter, 2002). En effet, ils ne présentent pas toutes les facettes d'un enjeu. Selon Knight (2004), le journaliste décide des éléments qui seront inclus ou exclus et de ce sur quoi l'accent sera mis. Cela dit, la ligne éditoriale affecte aussi le contenu des articles et le choix des nouvelles qui seront privilégiées. La structure organisationnelle, selon Lorimer et Gasher (2004), et les propriétaires, selon Gingras (2009), ont eux aussi une influence à cet égard. Pour Chomsky and Herman (2003), il existe cinq filtres qui influencent le contenu médiatique. Il s'agit des revenus publicitaires, des propriétaires des médias, du fait que les médias utilisent dans une proportion plus importante le gouvernement, le patronat et les experts à titre de source, de l'idéologie anti-communiste, qui devint plus tard, une idéologie était contre tout ce qui est de gauche, socialiste ou progressiste (Baillargeon, 2006), et finalement, de ce qu'ils surnomment *the flak*, c'est-à-dire une réaction fortement négative face à la nouvelle journalistique. Par contre, cette théorie des cinq filtres de Chomsky et Herman ne correspond pas en totalité aux résultats obtenus dans ce mémoire. En ce qui a trait aux sources employées par les journalistes, les groupes communautaires et syndicaux favorables à la loi sont très fréquemment présents et même parfois davantage que le gouvernement ou le patronat, bien que le cadre interprétatif de ce dernier est à plus d'une occasion, privilégié.

Non seulement les avantages économiques de la LÉS sont peu présents, mais les arguments à l'effet que la loi ne coûterait pas autant qu'on le prétend sont eux aussi quasi-absents dans les quatre journaux. Pourquoi, en est-il ainsi? Il y a plusieurs raisons expliquant pourquoi au niveau économique, le point de vue du patronat a prédominé.

Le patronat a réussi à faire adopter son point de vue car il est perçu comme un intervenant plus crédible que la société civile favorable constituée principalement de groupes communautaires et des syndicats lorsqu'il s'agit d'économie. Ce plus haut niveau de crédibilité des porte-paroles patronaux est dû notamment au fait que dans les médias, l'économie est souvent présentée avant tout comme une affaire d'entreprises. Croteau et Hoynes (2003) font remarquer que la section « économie » dans les médias est grandement constituée de nouvelles orientées sur la santé des entreprises et non sur l'économie dans son ensemble. Par exemple, on y présente beaucoup de nouvelles concernant le marché boursier, les rapports financiers des grandes entreprises et l'acquisition et la vente de compagnies. Ces nouvelles peuvent aussi être complétées par des informations sur le taux de chômage et sur d'autres indicateurs économiques. Cela dit, il y a, dans une moindre mesure, des nouvelles concernant les consommateurs ou les travailleurs, alors qu'ils font eux aussi partie de l'économie (Croteau et Hoynes, 2003). Cette tendance à présenter l'économie principalement comme une question de santé des entreprises renforce l'idée que ce qui est bon pour les entreprises est nécessairement bon pour l'économie.

Le fait que les journalistes ont fait peu état des arguments économiques alternatifs dans la couverture de la LÉS pourrait signifier que l'argument que ce qui est mauvais pour l'entreprise nuit nécessairement à l'économie est devenu un lieu commun peu contesté. Selon Lorimer et Gasher (2004), le type de cadre interprétatif privilégié par le journaliste dans le cadre d'une nouvelle est non seulement influencé par la valeur de la nouvelle et la structure organisationnelle du média, mais aussi par l'idéologie dominante. Un des penseurs importants sur l'idéologie dominante est Antonio Gramsci. Gramsci qualifie l'idéologie dominante d'hégémonie et affirme qu'elle a pour conséquence que ces croyances, attitudes et valeurs apparaissent aux yeux de la société comme naturelles et

sensées (Gunn, 2009). Ceci expliquerait en partie pourquoi les arguments économiques des entreprises sont si peu remis en question par les journalistes dans cette analyse. Du point de vue de Gingras (2009), les journalistes ont intégré l'idéologie des propriétaires des médias qui est pro-capitaliste et pro-entreprise ponctuée à l'occasion d'accents libertaires.

Si au début, le cadre interprétatif économique adopté par les journalistes est celui du patronat, pourquoi la société civile favorable ne réussit-elle pas, par la suite, à faire valoir son point de vue économique? Tel qu'expliqué par Hall et coll. (2000), il devient difficile, pour un autre intervenant, de recadrer l'enjeu après que cela a été fait par les sources officielles et conséquemment, il se retrouve souvent dans le rôle de critique de la source officielle. Ainsi, il est plausible que la société civile en faveur de la loi en Ontario et au Québec a été reléguée à un rôle de critique, confinée à répliquer aux différents reproches formulés à l'endroit de la loi et à soutenir que la loi était insuffisante et trop tardive.

Une autre piste d'explication serait que la société civile défendant la LÉS ait avant tout mis de l'avant son insatisfaction quant à la loi et non ses bienfaits économiques tels qu'un meilleur pouvoir d'achat suite à une augmentation de salaire pour plusieurs femmes occupant des emplois féminins. Ceci est tout à fait possible. Par contre, expliquer la quasi-absence d'un contre-argumentaire économique par le fait que la société civile et d'autres acteurs favorables à la LÉS n'ont rien mis de l'avant sur le plan économique serait erroné. Les différents arguments du contre-argumentaire économique et des bénéfices potentiels détaillés au septième chapitre de ce mémoire ont été mentionnés minimalement une fois dans les quotidiens. Ils étaient donc présents dans l'espace public. De plus, au Québec, la société civile favorable avait présenté des arguments similaires à l'effet que la loi ne serait pas aussi coûteuse que soutenu par certains et qu'elle comportait des avantages économiques lors des audiences publiques sur la LÉS (Tourangeau, 2005).

En résumé, la préoccupation pour les conséquences économiques est plus marquée dans les médias québécois qu'ontariens, celle-ci est possiblement liée à une situation économique moins favorable au Québec, ce qui validerait la troisième hypothèse. À cette préoccupation plus marquée s'ajoute celle de la prédominance du point de vue économique des entreprises quant à l'impact de la LÉS. Cet état de fait peut provenir d'une plus forte crédibilité des porte-paroles patronaux quant aux questions économiques et de l'idéologie dominante voulant que ce qui est mauvais pour les entreprises l'est nécessairement pour l'économie. Par ailleurs, lorsqu'un enjeu a été interprété selon un angle, il devient difficile pour d'autres acteurs de changer le cours des choses. Il est aussi possible que la société civile et les autres acteurs favorables à la LÉS aient été malhabiles dans la présentation de leurs arguments laissant le champ libre au point de vue patronal. L'écart entre le nombre de mentions du point de vue économique des opposants et celui des intervenants favorables à la LÉS est plus prononcé au Québec, mais ceci ne constitue pas une différence majeure entre les deux provinces puisque les quatre journaux ont très peu rapporté la vision alternative en ce qui a trait à l'impact économique de la LÉS.

Le fait que le point de vue des entreprises quant à un enjeu soit celui qui prédomine dans la couverture médiatique est également ce qui a été trouvé par Knight (1998) dans sa recherche. La réforme de la législation entourant le travail et plus spécifiquement le projet de loi anti-briseur de grève étaient avant tout présentés comme un enjeu pouvant nuire à l'économie et aux investissements en Ontario et comme une loi pouvant nuire à l'ordre social au Québec, car il conférerait trop de pouvoir aux syndicats. Le NPD en Ontario a tenté de recadrer l'enjeu en affirmant que le projet de loi était une question de justice sociale et d'équité pour les travailleurs moins avantagés, mais cette vision alternative a peu été reprise dans les médias. Au Québec, les syndicats ont affirmé que la loi avait le potentiel d'harmoniser les relations de travail et de réduire les grèves, mais les journalistes ont peu fait état de ce contre-argumentaire.

8.3.3. Les causes présumées de l'iniquité salariale comme facteurs explicatifs

La troisième et dernière différence importante entre la couverture des deux provinces se situe au niveau de causes rapportées dans les médias amenant l'élaboration d'une loi sur l'équité salariale. Il n'y avait pas d'hypothèse quant à cette question, car cette différence était inattendue. Celle-ci prend trois formes. Dans un premier temps, les deux journaux québécois mentionnent moins souvent que le travail des femmes est sous-évalué. Lorsqu'ils en parlent, ils le font dans des termes plus généraux, alléguant notamment que la sous-évaluation est due à des stéréotypes, sans détailler davantage et en mentionnant très peu les dimensions structurelles de cette inégalité. Dans un deuxième temps, les journaux québécois rapportent plus souvent que l'écart salarial entre les hommes et les femmes est dû à plusieurs autres facteurs que celui de la discrimination systémique, ajoutant même parfois que le gouvernement s'attaque à la mauvaise cible. Cette allusion est très rarement faite en Ontario. Dans un troisième temps, dans les deux médias québécois, l'accent est mis sur la réduction de l'écart salarial alors que dans les deux médias ontariens, l'accent est mis sur la réduction de la discrimination systémique. La LÉS s'attaque à la problématique de la sous-évaluation des emplois féminins et non pas à l'ensemble des facteurs affectant l'écart salarial. Par contre, comme l'accent est mis sur l'écart salarial dans les journaux québécois, la LÉS peut effectivement paraître inadéquate, voire insuffisante. Pourquoi les journaux québécois font-ils peu mention de la sous-évaluation du travail des femmes et pourquoi traitent-ils des causes de l'écart salarial plutôt que des causes de la discrimination systémique?

Une première piste d'explication est que la société civile favorable ou le gouvernement du Québec a moins bien défendu ce point de vue qu'en Ontario ou qu'ils ont mis l'accent sur l'écart salarial plutôt que sur la sous-évaluation des emplois féminins.

Une deuxième possibilité est qu'au Québec, le patronat était plus habile qu'en Ontario pour avancer que l'écart salarial entre hommes et femmes était avant tout causé par une différence de capital humain et qu'ainsi, une loi sur l'équité salariale était inappropriée. Il est possible que huit ans plus tard, le patronat québécois, en se basant sur les bons et

mauvais coups des associations patronales voisines, ait réussi à mieux orienter le cœur du débat selon son point de vue. Tourangeau (2005) dans son mémoire a analysé les discours tenus par les différents intervenants lors des audiences publiques en août 1996. Il a révélé que plusieurs associations patronales dont le Conseil du patronat, la Chambre de commerce du Québec et différentes associations manufacturières affirmaient effectivement que l'écart salarial était causé soit par des différences au niveau du capital humain, soit par le partage inégal des tâches domestiques ou que l'écart se résorberait avec le temps. Ce discours du patronat écarte complètement les dimensions structurelles de l'iniquité salariale et présente celle-ci comme une problématique individuelle.

À cette piste d'explication s'ajoute le fait qu'il était peut-être davantage nécessaire pour les détracteurs de la LÉS au Québec de s'opposer à la loi de manière indirecte, les amenant ainsi à privilégier une telle stratégie de déplacement des causes du problème. Les Québécois étaient peut-être encore plus favorables à la LÉS que leurs concitoyens ontariens. En effet, la recension des écrits et les résultats de *Social Inequality II* ont révélé que les Québécois étaient plus favorables à une intervention étatique contre les inégalités. Par ailleurs, les Québécois étaient plus nombreux à considérer que la Charte canadienne devrait aller plus loin pour les femmes (CRIC, 2002) et à identifier les femmes comme la priorité pour passer à l'action parmi les inégalités vécues par des groupes sociaux (Laczko, 1997). Par contre, une analyse approfondie des stratégies des deux camps patronaux serait nécessaire, de même que l'analyse de résultats de sondages effectués à l'époque illustrant le niveau d'adhésion à la loi dans les deux provinces afin de valider ou d'infirmer cette hypothèse.

Si le patronat québécois a réussi à mieux imposer son point de vue quant aux causes de l'écart salarial, cela ne se reflète pas au niveau des sources citées dans les segments présentant les causes. Dans *La Presse* et *Le Devoir*, l'argumentaire disant que le problème réside dans d'autres facteurs que celui de la discrimination systémique est avant tout un argument avancé par les journalistes et éditorialistes, sans le rattacher à une source extérieure en particulier. Ainsi, il est possible que les journalistes et éditorialistes aient adopté le cadre interprétatif du patronat quant aux causes de l'iniquité salariale,

comme cela a été le cas pour les impacts économiques de la LÉS en présentant peu le revers de la médaille.

Cette adoption pour une seconde fois du cadre interprétatif du patronat reflète possiblement un cas d'idéologie dominante, selon la théorie de Gramsci, qui est peu remise en question, car considérée comme allant de soi et sensée (Gunn, 2009). Cette idéologie alléguerait que les problèmes sociaux relèvent surtout de causes individuelles, que dans notre société, le revenu est attribué selon le mérite et le capital humain des individus et qu'il existe très peu, voire aucune, discrimination systémique.

Pour Gingras (2009), cette reproduction du cadre interprétatif du patronat n'est pas que circonstancielle; les médias ont réellement intégré l'idéologie pro-capitaliste, pro-entreprise de leur propriétaire. Par ailleurs, en présentant les causes sous l'angle d'une problématique individuelle, les solutions paraissant les plus appropriées sont celles de nature individuelle. Selon Gingras (2009), la promotion de solutions individuelles au détriment de solutions politiques est commune à la plupart des médias. L'auteure affirme que les médias présentent le libre marché comme étant le seul capable de générer des solutions et de promouvoir la compétitivité. Cette vision des solutions appropriées concorde avec l'idéologie néolibérale. Par contre, si cela est vrai des médias en général, pourquoi les deux quotidiens québécois le font-ils davantage que ceux de l'Ontario dans le cas présent?

Les résultats du sondage *Social Inequality II* et la recension des écrits n'apportent pas d'éclairage quant à une différence de valeur ou d'idéologie entre les deux provinces qui expliquerait cet accent mis sur une différence de capital humain. Est-ce le fait que les deux médias sélectionnés pour le Québec sont plus néolibéraux que les médias sélectionnés pour l'Ontario? Ou encore, est-ce le fait que le néolibéralisme était davantage présent dans l'espace public au milieu des années 90 comparativement aux années 80, lorsque l'Ontario a adopté sa loi? Par exemple, certains auteurs affirment que le *Globe and Mail* a pris un virage plus à droite dans les années 90 (Knight, 1998; Greenberg, 2004) et par conséquent, la couverture journalistique sur l'équité salariale

aurait possiblement été influencée par ce virage si la loi avait été adoptée dans les années 90 en Ontario comme au Québec. D'autres recherches seraient nécessaires afin d'identifier si des différences culturelles et idéologiques sont en cause dans cette manière différente de représenter les causes de l'iniquité salariale dans la couverture journalistique ou s'il s'agit plutôt d'une différence entre les décennies ou encore d'une différence entre les médias choisis dans le cadre de ce mémoire.

En résumé, le fait que les causes de l'écart salarial mises de l'avant par la presse québécoise avaient davantage trait à des différences de capital humain peut s'expliquer ainsi : le patronat québécois a été plus habile dans l'imposition de sa définition des causes de l'iniquité salariale, la société civile en faveur de la loi et/ou les élus québécois ont été moins habiles dans la présentation de leurs causes, ou les journalistes et éditorialistes ont adopté, consciemment ou non, le point de vue du patronat en présentant peu les explications alternatives.

8.4. Sommaire de l'interprétation des différences de représentation médiatique :

Tout ce qui précède indique que sur le plan de l'analyse médiatique, il existe des différences entre le Québec et l'Ontario dans la représentation d'une loi visant la réduction d'une inégalité. D'abord, contrairement à l'hypothèse de départ, la couverture des journaux québécois était moins favorable à la LÉS qu'en Ontario. Ceci s'explique par le fait que la couverture est moins équilibrée entre les différents grands thèmes, que certaines critiques sont surtout présentes au Québec et quasiment absentes en Ontario et que l'économie québécoise se porte moins bien que celle ontarienne. Ensuite, la préoccupation pour les conséquences économiques est plus marquée au Québec qu'en Ontario ce qui corrobore l'hypothèse à l'effet que le climat économique québécois plus morose se refléterait dans la couverture médiatique. Finalement, deux résultats étaient inattendus quant à la représentation médiatique. En premier lieu, la quasi-absence des avantages économiques de la LÉS ainsi que du contre-argumentaire défendant que la loi ne serait pas aussi coûteuse que cela. Cette quasi-absence était plus importante au

Québec. En second lieu, les causes de l'iniquité mises de l'avant par les journaux québécois ont davantage eu trait au capital humain qu'à la discrimination systémique. Ces deux résultats non attendus s'expliquent par le fait que le point de vue du patronat prédomine dans les écrits journalistiques sur ces deux sujets et ce, au détriment de points de vue alternatifs. Ceci amène à poser la question : pourquoi cette prédominance est-elle plus marquée au Québec? Davantage d'études seront nécessaires pour élucider cette question.

Une des limites de l'analyse qualitative effectuée est son caractère restrictif sur le plan du temps et du lieu. L'analyse des journaux couvre seulement deux périodes (1986-87 et 1995-96) et date de près de 20 ans. Ainsi, des recherches avec des données plus récentes seraient nécessaires afin de connaître la représentation actuelle d'une mesure visant la réduction d'une inégalité et d'observer si elle s'est transformée au fil du temps.

À cela s'ajoute le fait que les différences qui ont été révélées entre les quotidiens choisis ne sont pas automatiquement applicables à tous les journaux dans chacune des deux provinces ou au Canada. La représentation médiatique a pu être teintée par le fait que les deux quotidiens se situent dans la métropole dont la culture n'est pas nécessairement la même qu'en région, ou dans d'autres villes des provinces respectives. Cela dit, la convergence des médias pourrait au contraire harmoniser le contenu médiatique d'une ville à l'autre. C'est notamment le cas de *La Presse*, puisque des journaux dans sept autres grandes villes québécoises appartiennent au même propriétaire (<http://www.lapresse.ca/>). Une analyse de quotidiens dans d'autres villes québécoises de même qu'une analyse du quotidien *Montreal Gazette* relativement à la couverture de l'équité salariale pourrait révéler un portrait semblable ou différent selon que le média s'adapte ou non à son lectorat.

Dans des recherches futures, il serait par ailleurs pertinent de considérer la position des différents thèmes et sources dans le corps de chaque article, car il est possible que certains thèmes et sources, tout en étant assez présents, se retrouvent toujours relégués aux derniers paragraphes, ayant ainsi moins d'importance d'autant plus que plusieurs

lecteurs ne lisent pas les articles au complet habituellement. Par exemple, les résultats de ce mémoire démontrent qu'au niveau des sources, cela est assez équilibré dans les quatre quotidiens entre le patronat, les élus et la société civile favorable, la dernière étant légèrement plus présente. Mais, une analyse approfondie du positionnement de ces différentes sources pourrait donner un portrait différent. Une autre alternative serait de coder chaque paragraphe selon le point de vue prédominant même si plusieurs points de vue sont présentés. Cette approche utilisée par Knight (1998) a révélé que c'était le point de vue du patronat qui prédominait.

Conclusion :

L'objectif de ce mémoire était de découvrir s'il existe une différence entre le Québec et l'Ontario sur le plan des perceptions des inégalités socio-économiques et de leur représentation médiatique. L'analyse des différences de perceptions a été effectuée à partir du sondage *Social Inequality II* du ISSP de 1992. L'analyse de la représentation médiatique s'est faite à partir d'une étude de cas, soit l'élaboration d'une loi sur l'équité salariale en Ontario entre 1986 et 1987 et au Québec entre 1995 et 1996. L'Ontario a été choisi à titre comparatif, car tant sa LÉS que sa configuration socio-politico-économique au sein du Canada sont très similaires à celles du Québec.

Le résultat le plus important de ce mémoire est que la partie quantitative et qualitative de ce mémoire ne se rejoignent pas. Les résultats de l'analyse du sondage dénotent, chez les Québécois, une attitude plus favorable à l'intervention étatique pour réduire les inégalités alors que les journaux québécois y sont moins favorables que dans la province voisine. Ceci rejoint la théorie alléguant que les médias ne sont pas le simple miroir de la réalité. Ils interprètent cette dernière à l'intérieur de certains paramètres (Knight, 2004; Lorimer et Gasher, 2004; Steuter, 2002) dont la structure organisationnelle de l'entreprise, le rythme ou la valeur de la nouvelle ou la nécessité d'immédiateté.

Ainsi, les médias et l'opinion publique s'influencent mutuellement, mais ils ne sont pas nécessairement équivalents. Un autre exemple de ceci est que malgré la couverture négative de la LÉS au Québec, les Québécois demeuraient, en 1999, plus favorables à l'intervention de l'État pour réduire les inégalités et les percevaient davantage que le reste des Canadiens selon l'étude menée par Laczko (2005), à partir des données du sondage *Social Inequality III*.

Mise-à-part cette non concordance entre couverture médiatique et opinion publique, les résultats de l'analyse quantitative montrent que les Québécois sont plus favorables qu'ailleurs au pays à une intervention étatique pour réduire les inégalités socio-économiques et qu'ils perçoivent davantage ces inégalités que dans le reste du pays. Ceci

concorde avec les recherches antérieures (CRIC 2002 et Laczko, 1997 et 2005; Ornstein et Stevenson, 1999). De plus, l'analyse quantitative révèle une différence additionnelle entre le Québec et l'Ontario qui n'a pas été mentionnée dans la littérature. Il s'agit du fait que les Québécois accordaient davantage d'importance aux besoins familiaux dans la détermination du revenu que leurs concitoyens ontariens. Par contre, davantage de recherches seraient pertinentes afin d'expliquer les causes de cette différence. Par ailleurs, puisque la différence entre les deux provinces sur le plan de l'évaluation de l'importance des attributs personnels pour réussir dans la vie était marginalement significative, l'analyse d'autres données de sondage serait nécessaire afin de déterminer si cette différence se reproduit de façon systématique.

Pour ce qui est de l'analyse de la couverture médiatique de la LÉS en Ontario et au Québec, cette comparaison a révélé certaines ressemblances entre les deux provinces. D'abord, la fréquence et l'équilibre entre les différentes sources étaient sensiblement la même. Ensuite, la plupart du temps, le contenu des cinq grands thèmes identifiés se ressemblait. Cela dit, trois différences importantes sont apparues. Dans un premier temps, les journaux québécois se sont montrés moins favorables à la LÉS. Dans un deuxième temps, les conséquences économiques jugées négatives de cette loi y ont été plus fréquemment rapportées. Finalement, plusieurs des causes de l'iniquité salariale mises de l'avant dans les articles au Québec concernaient une différence de capital humain et non de discrimination systémique.

L'analyse médiatique a aussi révélé une tendance à présenter un point de vue prédominant, dans ce cas-ci celui avantageant le patronat, au détriment des visions alternatives. Ceci rejoint les écrits de Croteau et Hoynes (2003) relativement à la plus grande place attribuée aux entreprises lorsque les questions économiques sont traitées dans les médias, ceux de Lorimer et Gasher (2004) et Gramsci (Gunn, 2009) affirmant que le cadre interprétatif des journalistes est notamment affecté par l'idéologie dominante et ceux de Hall et coll. (2000) quant à la difficulté pour d'autres acteurs participant au débat de recadrer un enjeu lorsque cela a été fait par une source institutionnelle.

L'une des forces de l'analyse de la représentation des inégalités socio-économiques est que c'est un sujet original. Un seul article abordant ce sujet a été trouvé, celui de Klassen et Cosgrave (2002) mais ces deux chercheurs ne faisaient aucune comparaison interprovinciale. Il reste encore beaucoup à découvrir autant sur la construction sociale des inégalités socio-économiques et leurs solutions dans les médias que du point de vue des différences entre provinces à cet égard. Ce type d'information peut grandement aider à combattre les inégalités sociales puisque les médias influencent l'ordre du jour politique et les priorités accordées aux divers enjeux. Ce mémoire est tout de même un début à cette investigation et révèle que le Québec se montre à la fois semblable et différent de la province voisine en ce qui a trait aux perceptions et attitudes vis-à-vis des inégalités socio-économiques et de la couverture médiatique de ces dernières.

Les références :

- Anderson, C. (2010). Regional heterogeneity and policy preferences in Canada: 1979-2006. *Regional and federal studies*, 20(4-5), 447-468.
- Antecol, M., & Endersby, J. W. (1999). Newspaper Consumption and Beliefs about Canada and Quebec. *Political Communication*, 16(1), 95-95.
- Armstrong, P., & Armstrong, H. (1990). Lessons from pay equity. *Studies in Political Economy*, 32, 29-54.
- Armstrong, P., & Armstrong, H. (1991). Limited possibilities and possible limits for pay equity: within and beyond the Ontario legislation. Dans J. Fudge & P. McDermott (dir.), *Just Wages: A Feminist Assessment of Pay Equity*. Toronto: University of Toronto Press.
- Bacchi, C. L. (1999). *Women, policy, and politics : the construction of policy problems*. London; Thousand Oaks, Calif.: Sage.
- Baillargeon, J.-P. (1992). Political differentiation. Dans S. Langlois & et al. (dir.), *Recent Social Trends in Quebec, 1960-1990* (Vol. 1, pp. 369-371). Montréal: McGill-Queen's Press-MQUP.
- Baillargeon, N. (2006). Médias indépendants: D'où venons-nous? Que sommes-nous? Où allons-nous? *Diversité et indépendance des médias*. Montréal: Presses de l'Université de Montréal.
- Bakan, A. B., & Kobayashi, A. (2000). Employment equity policy in Canada: an interprovincial comparison. Ottawa: Status of Women Canada.
- Bernard, P., & Saint-Arnaud, S. (2004). Du pareil au même? La position des quatre principales provinces canadiennes dans l'univers des régimes providentiels. *Canadian Journal of Sociology*, 29(2), 209-239.
- Boily, R., & Serré, P. (1995). Profil du Québec Dans D. Monière & R. Côté. (dir.), *Québec 1996 : toute l'année politique, économique, sociale et culturelle* (Vol. 455). Montréal: Fides : Le Devoir.
- Bronwell, J. (2005). Perception of social problems. Dans L. W. Roberts, R. A. Clifton, B. Ferguson, K. Kampen & S. Langlois (dir.), *Recent social trends in Canada, 1960-2000* (pp. 634-640). Montreal: McGill-Queen's Press-MQUP.
- Brooks, S. (2004). Political culture in Canada: Issues and directions. Dans J. Bickerton & A. Gagnon (dir.), *Canadian politics* (pp. 55-78). Peterborough: Broadview Press.
- Caldwell, G. (1992). Radicalism. Dans S. Langlois & et al. (dir.), *Recent Social Trends in Quebec, 1960-1990* (Vol. 1, pp. 385-388). Montréal: McGill-Queen's Press-MQUP.
- Centre de recherche et d'information sur le Canada (CRIC). (2002). *La charte : ciment de l'unité canadienne ou ferment de discorde?* (Vol. 5). Montréal.
- Chicha, M.-T. (2011). *L'équité salariale : mise en oeuvre et enjeux* (3 ed.). Cowansville: Éditions Yvon Blais.
- Chomsky, N., & Herman, E. S. (2003). *La fabrique de l'opinion publique: la politique économique des médias américains (traduit par Ducornet)*. Paris: Le serpent à plumes.
- Cloutier, É., & Strutynski, Y. (1997). Opinion publique québécoise. In R. Boily (Ed.), *L'année politique au Québec 1995-1996*. Montréal: Éditions Fides. en ligne: http://www.pum.umontreal.ca/apqc/95_96/cloutier/cloutier.htm
- Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAF). (Janvier 2008). 10 ans de Loi sur l'équité salariale au Québec : Un héritage collectif à faire fructifier au bénéfice de toutes les travailleuses du Québec *Mémoire présentée à la commission de l'économie et du travail sur le rapport du Ministre du Travail: "La loi sur l'équité salariale, un acquis à maintenir."*. Montréal.

- Conway, J. M., & Huffcutt, A. I. (2003). A review and evaluation of exploratory factor analysis practices in organizational research. *Organizational Research methods*, 6, 147-168.
- Côté, O., Paquet, M., & Godin, R. (2006). Canada anglophone et québec: Les ajustements de la focale. *Hermès*, 46, 135-143.
- Croteau, D., & Hoynes, W. (2003). *Media society : industries, images, and audiences*. Thousand Oaks, Calif.: Pine Forge Press.
- Cuneo, C. J. (1990). *Pay equity: the labour-feminist challenge*. Toronto: Oxford University Press
- Déom, E., & Mercier, J. (2001). L'équité salariale et les relations du travail: des logiques qui s'affrontent. *Recherches féministes*, 14(1), 49-61.
- Dyck, R. (1990). The socio-economic setting of Ontario politics. Dans G. White (dir.), *The government and politics of Ontario* (4 ed., pp. 18-43). Scarborough, Ontario Nelson Canada
- England, K., & Gad, G. (2002). Social policy at work? Equality and equity in women's paid employment in Canada. *GeoJournal*, 56(4), 281-294.
- England, P., Farkas, G., Kilbourne, B. S., & Dou, T. (1988). Explaining occupational sex segregation and wages: Findings from a model with fixed effects. *American Sociological Review*, 544-558.
- Fairclough, N. (2005). Neoliberalism: A discourse analytical perspective. *Polifonia Cuiabá EduFMT*, 10, 21-52.
- Familialisme. (s.d.). *Le Larousse* en ligne:
<http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/familialisme/32787?q=familialisme#32704>
- Ferguson, B., & Roberts, W. L. (2005). Introduction. Dans L. W. Roberts, R. A. Clifton, B. Ferguson, K. Kampen & S. Langlois (dir.), *Recent social trends in Canada, 1960-2000* (Vol. 12, pp. 668). Montreal: McGill-Queen's Press-MQUP.
- Fortier, J.-F., & Pizarro Noël, F. (2013). *La sociologie de A à Z*. Montréal: Pearson.
- Frizzell, A. (1997). The ISSP and International Research: An Introduction Dans A. Frizzell & J. H. Pammett (dir.), *Social inequality in Canada* (pp. 1-8): McGill-Queen's Press-MQUP.
- Gagnon, A.-G., & Lachapelle, G. (1996). Québec confronts Canada: Two competing societal projects searching for legitimacy. *The State of American Federalism, 1995-1996*, 26(3), 177-191.
- Gamson, W., & Stuart, D. (1992). Media discourse as a symbolic.
- Gamson, W. A., Croteau, D., Hoynes, W., & Sasson, T. (1992). Media images and the social construction of reality. *Annual review of sociology*, 373-393.
- Gesis. (s.d.). ZA2310: DE International Social Survey Programme 1992: Social Inequality II (ISSP 1992) consulté, en ligne:
<http://zacat.gesis.org/webview/index.jsp?object=http://zacat.gesis.org/obj/fStudy/ZA2310>
- Gingras, A.-M. (2009). *Médias et démocratie : Le grand malentendu*. Québec: Presses de l'Université du Québec.
- Graefe, P. (2004). The Quebec patronat: proposing a neoliberal political economy after all*. *Canadian Review of Sociology/Revue canadienne de sociologie*, 41(2), 171-193.
- Greenberg, J. (2004). Tories, teachers and the media politics of education reform: News discourse and the 1997 Ontario teachers' strike. *Journalism studies*, 5(3), 353-371.
- Guay, J.-H. (1997). Le Patronat. Dans R. Boily (dir.), *L'année politique au Québec 1995-1996* (pp. 232). Montréal: Éditions Fides.
- Gunderson, M. (1994). Comparable worth and gender discrimination. An international perspective. *International Labour Office*. Geneva.

- Gunn, J. (2009). Ideology. In S. W. Littlejohn & K. A. Foss (Eds.), *Encyclopedia of Communication Theory*. Los Angeles: Sage.
- Hall, S., Jefferson, T., Clarke, J., & Roberts, B. (2000). The social production of news. Dans P. Marris & S. Thornham (dir.), *Media studies : a reader* (pp. 645-652). New York: New York University Press.
- Harding, R. (2007). *Re/raming Aboriginal social policy issues in the news: old stereotypes and new opportunities*. Faculty of Applied Sciences-Simon Fraser University.
- Harvey, D. (2007). A Brief History of Neoliberalism en ligne: <http://lib.myilibrary.com/Open.aspx?id=86998>
- Henry, F., & Tator, C. (2002). *Discourses of domination: Racial bias in the Canadian English-language press*. Toronto: University of Toronto Press.
- Ibbitson, J. (1997). *Promised Land: Inside the Mike Harris Revolution*. Scarborough, Ontario: Prentice Hall Canada.
- International Social Survey Programme. (30 juillet 2013). Archive and Data consulté, en ligne: <http://www.issp.org/page.php?pagelid=4>
- Kainer, J. (2002). *Cashing in on pay equity?: supermarket restructuring and gender equality*. Toronto: Sumach Press.
- Kilbourne, B. S., & England, P. (1997). Occupational skill, gender and earnings. Dans P. J. Dubeck & K. Borman (dir.), *Women and Work. A reader*. (pp. 68-70). New Brunswick: Rutgers University Press.
- Kilbourne, B. S., England, P., & Weir, D. (1990). Skill, compensating differentials, and gender bias in occupational wage determination *Paper presented at the 1990 annual meeting of the American Sociological Association*. Washington D.C.
- Klassen, T. R., & Cosgrave, J. (2002). *Ideology and inequality: Newspaper coverage of the employment equity legislation in Canada*. Dissertation. York University.
- Knight, G. (1992). Strike talk: A case study of news. Dans M. Grenier (dir.), *Critical studies of Canadian mass media* (pp. 47-58). Markham: Butterworths.
- Knight, G. (1998). Hegemony, the press and business discourse: news coverage of strike-breaker reform in Quebec and Ontario. *Studies in Political Economy*(55), 93-125.
- Knight, G. (2004). Mass Media. Dans R. J. Brym (dir.), *New society : sociology for the 21st century* (pp. 127-153). Toronto: Thomson Nelson.
- Kozolanka, K. (2006). Taming labour in neo-liberal Ontario: oppositional political communication in a time of "crisis". *Canadian Journal of Communication*, 31(3), consulté, en ligne: <http://cjc-online.ca/index.php/journal/article/viewArticle/1753>
- La Presse. (s.d.). consulté, en ligne: <http://www.lapresse.ca/>
- Laczko, L. S. (1997). Language, region, race, gender, and income: perceptions of inequalities in Quebec and English Canada. Dans A. Frizzell & J. H. Pammett (dir.), *Social inequality in Canada* (Vol. 1, pp. 107-126): McGill-Queen's Press-MQUP.
- Laczko, L. S. (1998). Inégalités et Etat-providence : Le Québec, le Canada et le monde. *Recherches Sociographiques*, 39(2-3), 317-340.
- Laczko, L. S. (2005). Minority nationalism and welfare state attitudes: Québec and Scotland compared. *British Journal of Canadian Studies*, 18(2), 292-312.
- Lévesque, B., Bourque, G. L., & Vaillancourt, Y. (1999). Trois positions dans le débat sur le modèle québécois. *Nouvelles pratiques sociales*, 12(2), 1-10.
- Lévesque, B., Malo, M.-C., & Rouzier, R. (1997). La Caisse de dépôt et placement du Québec et le Mouvement des caisses populaires et d'économie Desjardins : deux institutions financières, une même convergence vers l'intérêt général? *Cahiers du CRISES*: Centre de recherche sur les innovations sociales.

- Lorimer, R., & Gasher, M. (2004). *Mass communication in Canada*. Don Mills, Ont.: Oxford University Press.
- Manning, P. (2001). *News and news sources: A critical introduction*. London: Sage.
- McCullagh, C. (2002). *Media power*. Houndmills, Basingstoke, Hampshire: Palgrave.
- McDermott, P. (1987). Pay equity in Ontario: Coalition Politics. *Cayenne, Fall*.
- McDermott, P. (1992). Employment equity and pay equity and never the twain shall meet? *Les cahiers de la femme*, 12(3), 24-27.
- McGrane, D., & Berdahl, L. (2013). 'Small Worlds' no more: Reconsidering provincial political cultures in Canada. *Regional & Federal Studies*, 1-15.
- Mesdroits.ca. (s. d.). L'égalité de rémunération consulté, en ligne: <http://www.workrights.ca/content.php?doc=131>
- Nesbitt Larking, P., Fournier, B., & Hudon, R. (1997, août). *Distributive Justice and the Role of the State in Ontario and Quebec. Students' Opinions in Ontario and Quebec*. Rapport présenté au 47th Annual Meeting of the Society for the Study of Social Problems, Toronto.
- Ornstein, M. D. (2003). Classes sociales et scrutins provinciaux au Canada: le cas de l'Ontario. *Lien social et Politiques*(49), 83-100.
- Ornstein, M. D., & Stevenson, H. M. (1999). *Politics and ideology in Canada : Elite and public opinion in the transformation of a welfare state*. Montréal: McGill-Queen's University Press.
- Potvin, M., Tremblay, M., Audet, G., & Martin, É. (2008). Les médias écrits et les accommodements raisonnables. L'invention d'un débat. *Rapport d'expert présenté à la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles*. Montréal.
- Rauhala, A., Albanese, P., Ferns, C., Law, D., Haniff, A., & Macdonald, L. (2012). Who says what: election coverage and sourcing of child care in four Canadian dailies. *Journal of Child and Family Studies*, 21(1), 95-105.
- Rey, A. (2006). Collectivisme *Le Robert micro: dictionnaire d'apprentissage de la langue française* (pp. 241-242).
- Rinehart, D. (2008). Baby talk: How gender issues affected media coverage of the child-care debate in the last federal election. *Canadian Journal of Media Studies*, 4(1), 1-40.
- Scott, J., & Marshall, G. (2009). Meritocracy. *A Dictionary of Sociology*, consulté, en ligne: <http://www.oxfordreference.com/10.1093/acref/9780199533008.001.0001/acref-9780199533008-e-1407>
- Silva, E. T. (1995). *More Perishable than Lettuce or Tomatoes: Labour Law Reform and Toronto's Newspapers*. Halifax: Fernwood Publication.
- Steuter, E. (2002). Beneath the fold: Reading ideology in the Irving family newspapers. *Textual Studies in Canada: the Journalism Issue*, 16(Fall), 15-30.
- Tabachnick, B. G., & S., F. L. (2007). *Using multivariate statistics*. Boston: Pearson/Allyn & Bacon.
- Thériault, L. (2006). National Post and the nanny state: Framing the child care debate in Canada. *Canadian Review of Social Policy/Revue canadienne de politique sociale*(56), 140-148.
- Tourangeau, S. (2005). *Les discours sur l'équité salariale au Québec: Enjeux politique et théorique*. (Maîtrise), Université d'Ottawa, Ottawa.
- Trudeau, C. (1993). *Equal pay legislation: theory and practice in Canada*. (Maîtrise), Concordia University, Montréal.
- Université de Sherbrooke. (s. d.). Rappel théorique: analyse de variance consulté, en ligne: <http://pages.usherbrooke.ca/spss/pages/statistiques-inferentielles/analyse-de-variance.php>

- Vaillancourt, Y. (2011). *Le modèle québécois de politique sociale, hier et aujourd'hui*: Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales, Université du Québec à Montréal.
- Wilkes, R., & Ricard, D. (2007). How does newspaper coverage of collective action vary?: Protest by Indigenous people in Canada. *SOCSCI The Social Science Journal*, 44(2), 231-251.
- Wilson, J. (1997). The Ontario political culture at the end of the century. Dans S. Noel & J. Roderick (dir.), *Revolution at Queen's Park: Essays on Governing Ontario*. Toronto: James Lorimer & Company.
- Winter, J. P. (1992). *Common cents: Media portrayal of the gulf war and other events*. Montreal: Black Rose Books.

La liste des articles analysés :

- Adolph, C. (1986, 8 mars). Green Paper on Pay Equity Seen as a Stall. *Globe and Mail*, p.A17. Repéré à <http://search.proquest.com>
- Anderson, D. (1987, 28 mars 1987). Pay Equity Bill Isn't Nearly as Terrible as You Think, Guys. *Toronto Star*, p.G1. Repéré à <http://search.proquest.com?accountid=12543>
- April, P. (1996, 13 juin). Équité salariale: Landry tend l'oreille aux doléances du patronat. Le ministre nie que son gouvernement tente de cacher des études sur les coûts du projet de loi 35. *Le Devoir*, p.A2. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>
- Bellemare, P. (1995, 19 décembre). L'équité salariale. *La Presse*, p.B1. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>
- Bullock, H. (1987, 30 juillet). On-Site Education Helps Employers Handle Thorny Equal-Pay Problem. *Toronto Star*, p.E5. Repéré à <http://search.proquest.com?accountid=12543>
- Canadian Press, (1986, 26 mars) Equal Pay Plan Harms Women Business Says. *Toronto Star*, p.A9. Repéré à <http://search.proquest.com?accountid=12543>
- Canadian Press. (1986, 2 octobre). Union Urges MPPs to Hike Women's Pay. *Toronto Star*, p.A9. Repéré à <http://search.proquest.com?accountid=12543>
- Canadian Press. (1986, 24 juin). Coalition for Pay Equity Seeks Action from Ontario. *Globe and Mail*, p.A5. Repéré à <http://search.proquest.com>
- Canadian Press. (1986, 8 octobre). Equal Pay Plan May Violate Rights Province Warned. *Toronto Star*, p.A7. Repéré à <http://search.proquest.com?accountid=12543>
- Canadian Press. (1986, 9 septembre). Law Ensuring Pay Equity Will Affect Private Sector. *Toronto Star*, p.H5. Repéré à <http://search.proquest.com?accountid=12543>
- Canadian Press. (19986, 18 février). Queen's Park Policies Called Arrogant, Biased by Small Business Leader. *Toronto Star*, p.D2. Repéré à <http://search.proquest.com?accountid=12543>
- Cauchon, P. (1995, 5 avril). Équité salariale : Les universités auront 20 millions \$ pour régler le dossier. *Le Devoir*, p.A2. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>
- Chouinard, M-A. (1996, 11 septembre). Équité salariale: Les syndicats en ont assez et réclament justice. Ils dénoncent l'approche statistique «farfelue» de l'Industrie et du Commerce. *Le Devoir*, p.A5. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>
- Chouinard, M-A. (1996, 7 octobre). Équité salariale: Harel ne crie pas encore victoire. «Ce sera terminé lorsque ce sera terminé». *Le Devoir*, p.A3. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>
- Christie, A. (1986, 25 septembre). Equal Pay Bill a Bid to Buy Off Women, Council Charges. *Toronto Star*, p.A3. Repéré à <http://search.proquest.com?accountid=12543>
- Christie, A. (1986 31 octobre). Equal Pay for Women Needs Push, Rae Says. *Toronto Star*, p.A1. Repéré à <http://search.proquest.com?accountid=12543>
- Clark, L. (1986, 11 février). Public Hearings on New Pay-Equity Law Called Delaying Tactic by OFL President. *Globe and Mail*, p.A.15. Repéré à <http://search.proquest.com>
- Clément, É. (1996, 7 octobre). Équité salariale : Louise Harel ne veut pas encore crier victoire. *La Presse*, p. A9. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>

- Cloutier, M. (1996, 8 novembre). Équité salariale: Un délai supplémentaire d'un an. Une quarantaine d'amendements ont été déposés. *Le Devoir*, p.A5. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>
- Cousineau, L. (1996, 19 novembre). L'équité salariale : pas pour les artistes. *La Presse*, p.A1. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>
- Crawford, T. (1986, 12 mars) Women's Lower Wages Equated to Black Slavery and Child Labor. *Toronto Star*, p.A27. Repéré à <http://search.proquest.com?accountid=12543>
- Crawford, T. (1986, 18 avril). Blame Unions for Disparity in Women's Pay, Hearing Told. *Toronto Star*, p.A8. Repéré à <http://search.proquest.com?accountid=12543>
- Crawford, T. (1986, 19 mars). Firms Warned They Must End Pay Inequalities. *Toronto Star*, p.A3. Repéré à <http://search.proquest.com?accountid=12543>
- Crawford, T. (1986, 27 mars). Pay Equity Laws Called 'Form of Russian Roulette'. *Toronto Star*, p.A8. Repéré à <http://search.proquest.com?accountid=12543>
- Crawford, T. (1986, 8 mars). Why Can't a Woman Be Paid More Like a Man? *Toronto Star*, p.B6. Repéré à <http://search.proquest.com?accountid=12543>
- Crawford, T. (1986, 9 mai). Unequal Pay Ontario Women Earn Less Than Men Because They're Stuck in Segregated Job Categories, a Government Paper Says. *Toronto Star*, p.E1. Repéré à <http://search.proquest.com?accountid=12543>
- Crawford, T. (1987, 23 février). Big Business Bows to Pay Equity. Many Firms See the Issue as Inevitable Social Change. *Toronto Star*, p.A14. Repéré à <http://search.proquest.com?accountid=12543>
- Delisle, N. (1996, 11 avril). Équité salariale : La CSN accuse Québec de vouloir "épargner" le secteur public. *Le Devoir*, p.A2. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>
- Delisle, N. (1996, 16 août). Équité salariale: Harel reste ferme face au patronat. Il n'est pas question de laisser les entreprises décider. *Le Devoir*, p.A4. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>
- Delisle, N. (1996, 20 août). Le débat sur l'équité salariale reprend à Québec. *Le Devoir*, p.A4. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>
- Delisle, N. (1996, 22 août). Équité salariale : Armé d'études, le CPQ expose son pessimisme. *Le Devoir*, p.A6. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>
- Delisle, N. (1996, 23 novembre). Commission parlementaire: En matière d'équité salariale, la bonne volonté ne suffit pas soutient Harel. Elle a mis en relief l'inefficacité du système actuel. *Le Devoir*, p.A6. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>
- Delisle, N. (1996, 3 juin). Équité salariale: les femmes lancent un ultimatum. *La Presse*, p.A1. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>
- Dubuc, A. (1996, 23 août). Équité : une loi à abandonner. *La Presse*, p.B2. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>
- Dunphy, C. (1986, 10 mars). Apply Pay Equity Law to All Workers Women's Advisory Body Recommends. *Toronto Star*, p.D3. Repéré à <http://search.proquest.com?accountid=12543>
- Equal Pay Games. (1986, 25 septembre). *Toronto Star*, p.A16. Repéré à <http://search.proquest.com?accountid=12543>

Equal Pay Laws Are Needed Now in Private Sector Women, Labor Say. (1986, 11 février). *Toronto Star*, p.A3. Repéré à <http://search.proquest.com?accountid=12543>

Équité : un accueil favorable des syndicats. (1996, 18 mai). *La Presse*, p.A24. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>

Fine, S. (1986, 26 novembre). Pay Equity Estimated at \$10 million in Metro. *Globe and Mail*, p.A.16. Repéré à <http://search.proquest.com>

Fontaine, M. (1996, 11 septembre). Équité salariale : les syndicats se serrent les coudes. *La Presse*, p.B1. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>

Gagnon, K. (1996, 11 avril) Équité salariale : Québec n'a pas fait le ménage dans sa propre cour, soutient la CSN. *La Presse*, p.B4. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>

Gagnon, K. (1996, 15 août). Équité salariale : une coalition patronale Presse Québec de mettre un bémol. *La Presse*, p.C15. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>

Gagnon, K. (1996, 15 mai). Équité salariale : les entreprises de moins de 50 employés exemptées de la loi. *La Presse*, p.B5. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>

Gagnon, K. (1996, 1er juin). Équité salariale : Un casse-tête à donner des frissons. *La Presse*, p.B4. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>

Gagnon, K. (1996, 1er juin). L'équité salariale: ce sera pour plus tard! *La Presse*, p. A1. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>

Gagnon, K. (1996, 1er novembre). Sommet sur l'économie et l'emploi. Équité salariale : les règlements feront l'objet d'un examen. *La Presse*, p.B5. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>

Gagnon, K. (1996, 6 octobre). Équité salariale: la ministre Harel a gagné. *La Presse*, p.A1. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>

Gagnon, K. (1996, 7 septembre). L'équité salariale coûterait 2,5 milliards aux entreprises. *La Presse*, p.A1. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>

Gagnon, K. (1996, 8 mai). Les grandes entreprises éviteraient l'équité salariale. Le projet de loi ouvrirait la porte à la «relativité salariale». *La Presse*, p.B1. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>

Gagnon, K. (1996, 9 mai). Le cabinet divisé sur l'équité salariale. Aucun nouvel organisme ne sera créé pour veiller à l'application de la loi. *La Presse*, p.B1. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>

Gagnon, K. (1996, 21 septembre). Équité salariale: réticences des libéraux. *La Presse*, p.A26. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>

Gagnon, K. (1996, 22 novembre). La Loi sur l'équité salariale adoptée à l'unanimité. *La Presse*, p.B1. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>

Gagnon, K. (1996, 24 mai). L'équité salariale coûte cher. Un demi-milliard de plus pour les employés de l'État. *La Presse*, p.A1. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>

Gagnon, K. (1996, 8 mars). La loi sur l'équité salariale : beaucoup moins que prévu. *La Presse*, p. A1. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>

Gagnon, K. (1996, 9 mars). Les femmes sont consternées. Recul partiel sur l'équité salariale. *La Presse*, p. A26. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>

Gagnon, K. (1996, 8 novembre). La loi sur l'équité salariale n'entrera en vigueur qu'un an après son adoption. *La Presse*, p.B1. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>

Gibb-Clark, M. (1987, 23 juin). Pay Equity Schemes Call for Individual Study. *Globe and Mail*, p. B.17. Repéré à <http://search.proquest.com>

Go Slow On Pay Equity. (1986, 13 février). *Toronto Star*, p.A18. Repéré à <http://search.proquest.com?accountid=12543>

GO Transit Instituting Pay Equity in 286 Jobs. (1987, 22 avril). *Globe and Mail*, p. A.3. Repéré à <http://search.proquest.com>

Grits Told to Proceed with Pay-Equity Law. (1986, 3 juin). *Globe and Mail*, p.A.3. Repéré à <http://search.proquest.com>

Growe, S. J. (1988, 1er janvier). New Year Kicks Off Exciting Challenge for Pay Equity Boss. *Toronto Star*, p.A10. Repéré à <http://search.proquest.com?accountid=12543>

Gruda. A. (1996, 17 mai). Équité : la chèvre, le chou et le plat. *La Presse*, p. B2. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>

Gruda. A. (1996, 26 février). Équité salariale : pour une approche ciblée. *La Presse*, p.B2. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>

Harrington, D. (1986, 4 septembre). Business, Women Split Over Report On Pay Equity. *Toronto Star*, p.A8. Repéré à <http://search.proquest.com?accountid=12543>

Harrington, D. (1986, 1er février). 70 Million Fund Planned for Equal Pay *Toronto Star*, p.

Harrington, D. (1987, 10 mars). Lack of equal pay hurts work ethic, committee told. *Toronto Star*, p.A9. Repéré à <http://search.proquest.com?accountid=12543>

Harrington, D. (1987, 27 janvier). Scott to Study Call for Tougher Pay Equity Bill. *Toronto Star*, p.A8. Repéré à <http://search.proquest.com?accountid=12543>

Harrington, D. (1987, 27 février). Pay Equity Could Cost Firms an Extra 5%, MPPS Told. *Toronto Star*, p.A2. Repéré à <http://search.proquest.com?accountid=12543>

Harsh Fines Needed In Pay Equity Law for Private Sector, Labor Group Says. (1986, 2 juin). *Toronto Star*, p.A4. Repéré à <http://search.proquest.com?accountid=12543>

Hickl-Szabo, R. (1986, 1er octobre). Pay Equity Plan Drawing Fire from Ontario Labor, Business. *Globe and Mail*, p.A9. Repéré à <http://search.proquest.com>

Hickl-Szabo, R. (1986, 2 octobre). Union Proposes New Pay-Equity Model. *Globe and Mail*, p. A12. Repéré à <http://search.proquest.com>

Hickl-Szabo, R. (1986, 24 octobre). Thousands Will Miss Pay Equity, Document Reveals. *Globe and Mail*, p. A5. Repéré à <http://search.proquest.com>

Hickl-Szabo, R. (1986, 25 novembre). Day-Care Activists Criticize Pay-Equity Plan. *Globe and Mail*, p.A.4. Repéré à <http://search.proquest.com>

Hickl-Szabo, R. (1986, 25 novembre). Ontario Introduces Landmark Bill to Extend Pay Equity. *Globe and Mail*, p.A.1. Repéré à <http://search.proquest.com>

Hickl-Szabo, R. (1986, 26 novembre). Law on Pay Equity Hard to Implement, Municipalities Fear. *Globe and Mail*, p.A.10. Repéré à <http://search.proquest.com>

Hickl-Szabo, R. (1986, 28 octobre). Wider Pay-Equity Bill Sought by Opposition. *Globe and Mail*, p.A.4. Repéré à <http://search.proquest.com>

Hickl-Szabo, R. (1987, 11 mars). Public Hearings Over Pay-Equity Bill Expected to Be Law by Summer. *Globe and Mail*, p. A.8. Repéré à <http://search.proquest.com>

Hickl-Szabo, R. (1987, 15 juin) Ontario Legislation Enacting Pay Equity Expected to Get Final Approval Today. *Globe and Mail*, p. A.5. Repéré à <http://search.proquest.com>

- Hickl-Szabo, R. (1987, 16 juin). Law on Pay Equity Gets Final Approval from Ontario MPPs. *Globe and Mail*, p.A1. Repéré à <http://search.proquest.com>
- Hickl-Szabo, R. (1987, 31 mars). NDP Seeks Changes to Pay-Equity Law. *Globe and Mail*, p. A.5. Repéré à <http://search.proquest.com>
- Hickl-Szabo, R. (1987, 4 avril). Too Many Left Out by Bill on Pay Equity, Critics Say. *Globe and Mail*, p. A.4. Repéré à <http://search.proquest.com>
- Hickl-Szabo, R. (1987, 4 février). MPPs Approve Pay-Equity Bill. *Globe and Mail*, p. A.3. Repéré à <http://search.proquest.com>
- Hickl-Szabo, R. (1987, 6 mars). Pay Equity Will Mean \$32,000 for Typists, Ontario Builders Warn. *Globe and Mail*, p. A.8. Repéré à <http://search.proquest.com>
- Hickl-Szabo, R. (1987, 8 avril). Amendment on Pay Equity Would Set Limit of 7 Years. *Globe and Mail*, p. A.8. Repéré à <http://search.proquest.com>
- Laurie, N. (1986, 26 novembre). Pay Equity a Flawed Solution. *Toronto Star*, p.E2. Repéré à <http://search.proquest.com?accountid=12543>
- Lesage, G. (1996, 15 août). Une équité coercitive ou facultative? *Le Devoir*, p.A1. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>
- Lessard, D. (1996, 26 octobre). Le patronat souhaite réévaluer le projet sur l'équité salariale. *La Presse*, p.A1. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>
- Lessard, D. (1996, 8 septembre). Équité salariale: la loi sera assouplie : «Il faut que la loi soit le plus souple possible», déclare Bernard Landry. *La Presse*, p.A1. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>
- Lessard, D. (1995, 15 décembre). Équité salariale : Québec contraint d'effectuer un repli stratégique. *La Presse*, p.B1. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>
- Lessard, D. (1996, 12 décembre). Équité salariale : le CPQ gratifie tous les députés libéraux d'une lettre vitriolique. *La Presse*, p.B1. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>
- Lessard, D. (1996, 4 juin). Équité salariale: un projet de loi «amélioré» avant la fin de l'année? *La Presse*, p. A1. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>
- Lessard, D. (1996, 8 octobre 1996). La décision sur l'équité salariale «colorera» la participation des gens d'affaires au Sommet. *La Presse*, p.B1. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>
- Levesque, L. (1995, 6 mars). Les femmes rappellent au PQ sa promesse d'une loi sur l'équité salariale. *La Presse*, p.A12. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>
- Lévesque, L. (1996, 7 mai). Équité salariale. Front commun des patrons contre la future loi. *Le Devoir*, p.A3. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>
- L'Express du matin. (1996, 20 février). Mobilisation sur l'équité salariale. *La Presse*, p. A3. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>
- L'Express du matin. (6 février 1996), Équité salariale. *La Presse*, p.A3. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>
- L'express politique. (1996, 20 août). *La Presse*, Pour l'équité. p.B1. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>
- Liberals Prepared to Move Today to Proclaim Pay-Equity Legislation. (1987, 2 septembre) *Globe and Mail*, p. A.10. Repéré à <http://search.proquest.com>
- McArthur, J. (1986, 26 novembre). Pay-Equity Laws Bound by Arbitrary Values. *Toronto Star*, p.E2. Repéré à <http://search.proquest.com?accountid=12543>

- McQuaig, L. (1986, 24 février). Ontario Pay Equity Plan Opposed but System Works Well in Australia. *Globe and Mail*, p. A.5. Repéré à <http://search.proquest.com>
- Moloney, P. (1987, 10 février) Male-Female Wage Gap Is Justified, Group Says. *Toronto Star*, p.A15. Repéré à <http://search.proquest.com?accountid=12543>
- Montpetit, C. (1996, 5 juin). Équité salariale: Un rapport embarrassant pour Québec. Une secrétaire médicale met six ans à obtenir le salaire d'un ouvrier d'entretien. *Le Devoir*, p.A1. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>
- Orwen, P. (1987, 10 mars). How Pay Equity Will Work In Ontario. *Toronto Star*, p.W13. Repéré à <http://search.proquest.com?accountid=12543>
- Orwen, P. (1987, 21 mars). How Pay Equity Proposal Might Work Three Examples Show Ways Companies Could Compute Work Values. *Toronto Star*, p.B4. Repéré à <http://search.proquest.com?accountid=12543>
- Oziewicz, S. (1986, 22 novembre). New Pay Equity Bill to Cover Public and Private Workplace. *Globe and Mail*, p. A.7. Repéré à <http://search.proquest.com>
- Oziewicz, S. (1986, 30 octobre). 'Amendments Totally Inappropriate' Nixon Casts Doubt on Pay-Equity Bill. *Globe and Mail*, p.A.4. Repéré à <http://search.proquest.com>
- Paré, I. (1995, 4 mars). Les négociations sur l'équité salariale dans les universités sont gelées. *Le Devoir*, p.A5. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>
- Paré, I. (1996, 15 avril). Avant-projet de loi sur l'équité salariale: La CSN craint que les ghettos d'emploi ne demeurent. Les employées de bureau risquent particulièrement de ne rien y gagner. *Le Devoir*, p.A3. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>
- Parent, R. (1996, 16 mars). Équité salariale : Bouchard promet une loi. *La Presse*, p.A26. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>
- Pay Equity Bill a Clumsy Effort. (1986, 27 novembre), *Toronto Star*, p.A20. Repéré à <http://search.proquest.com?accountid=12543>
- Picher, C. (1996, 10 septembre). L'inéquitable équité. *La Presse*, p.C3. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>
- Presse Canadienne, (1996, 22 août). Les patrons pensent qu'on sous-évalue les coûts de l'équité salariale. *La Presse*, p.A12. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>
- Presse Canadienne. (1995, 21 septembre). L'équité salariale, une pression morale. *Le Devoir*, p.A4. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>
- Presse Canadienne. (1995, 6 mars). Des groupes de femmes rappellent au gouvernement son engagement. Il serait temps que le PQ vote sa loi sur l'équité salariale. *Le Devoir*, p.A2. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>
- Presse Canadienne. (1996, 14 février). Desjardins pour l'équité salariale. *La Presse*, p.B1. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>
- Presse Canadienne. (1996, 19 février). Équité salariale: il faut aller plus loin. *Le Devoir*, p.A2. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>
- Presse Canadienne. (1996, 19 février). Une coalition exige une loi sur l'équité salariale. *La Presse*, p.A5. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>
- Presse Canadienne. (1996, 22 novembre) Oui à l'équité salariale. *Le Devoir*, p.A12. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>
- Presse Canadienne. (1996, 23 août) Équité salariale : La mentalité patronale a évolué, croit Harel. *Le Devoir*, p.A4. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>

- Presse Canadienne. (1996, 7 février). L'avant-projet de loi sur l'équité salariale inquiète aussi la FTQ. *La Presse*, p.B4. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>
- Presse Canadienne. (1996, 8 février). Le CPQ ne veut pas d'une loi sur l'équité salariale. *La Presse*, p.B10. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>
- Presse Canadienne. (1996, 9 novembre). Le CPQ n'aime pas la loi 35. *Le Devoir*, p.A12. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>
- Presse Canadienne.(1996, 23 novembre). Désaccord sur l'équité salariale. *Le Devoir*, p.A6. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>
- Purpose of Pay-Equity Legislation Is Found Confusing by Ontarians. (1987, 3 juin). *Globe and Mail*, p. A.9. Repéré à <http://search.proquest.com>
- Rauhala, A. (1986, 27 décembre). Section 11 of Code Almost 8 Years Old. Implementing Pay Equity No Big Deal for Some Firms. *Globe and Mail*, p. A3. Repéré à <http://search.proquest.com>
- Rauhala, A. (1987, 2 mai). 88% Back Pay Equity, CUPE Survey Indicates. *Globe and Mail*, p. E.15. Repéré à <http://search.proquest.com>
- Rauhala, A. (1987, 20 mars). Pay Equity Could Cut Welfare, Report Says. *Globe and Mail*, p. A.14. Repéré à <http://search.proquest.com>
- Rauhala, A. (1987, 3 juillet). Pay Equity Part of Pact Negotiated at University. *Globe and Mail*, p. A4. Repéré à <http://search.proquest.com>
- Rauhala, A.(1987, 27 février). Costs for Pay Equity Put at 4% of Payroll. *Globe and Mail*, p.A.12. Repéré à <http://search.proquest.com>
- Sally, M. (1987, 25 juin). How Pay Equity Could Affect Teachers' Salaries. *Toronto Star*, p.A21. Repéré à <http://search.proquest.com?accountid=12543>
- Sansfaçon, J-R. (1995, 20 septembre). Du principe à la réalité. N'y a-t-il qu'une bureaucratie d'État qui puisse permettre d'atteindre l'équité salariale? *Le Devoir*, p.A8. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>
- Sansfaçon, J-R. (1995, 21 décembre). L'équité, en contexte. On ne sait rien des conséquences prévisibles d'une loi imposée à toutes les entreprises. *Le Devoir*, p.A6. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>
- Sansfaçon, J-R. (1996, 18 mai). L'équité, pour qui? Trop de doutes persistent pour qu'on promulgue cette loi à la vapeur. *Le Devoir*, p.A10. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>
- Sansfaçon, J-R. (1996, 22 août). L'équité, une priorité? Il est un temps pour les réformes coûteuses, un autre pour celles qui stimulent l'emploi.. *Le Devoir*, p.A6. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>
- Sansfaçon, J-R. (1996, 8 juin). À propos d'équité. *Le Devoir*, p.A10. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>
- Schiller, B. (1986, 14 mai). Women Said 'Betrayed' On Pay Equity. *Toronto Star*, p.A2. Repéré à <http://search.proquest.com?accountid=12543>
- Scrivener, L. (1986, 30 novembre). Will Equal Pay Law Mend Injustices or Open a Pandora's Box of Trouble? *Toronto Star*, p.A1. Repéré à <http://search.proquest.com?accountid=12543>
- Speirs, R. (1986, 26 novembre). Business Gets Off Easily In Pay Equity Bill. *Toronto Star*, p.A17. Repéré à <http://search.proquest.com?accountid=12543>
- Speirs, R. (1986, 5 novembre). Liberals Boxed Into a Corner on Pay Equity. *Toronto Star*, p.A19. Repéré à <http://search.proquest.com?accountid=12543>

- Speirs, R. (1987, 25 février). Liberals Need Tories' Help on Equal Pay. *Toronto Star*, p.A23. Repéré à <http://search.proquest.com?accountid=12543>
- Speirs, R. (1987, 4 mai). The Pathetic Wages of Day-Care Workers. *Toronto Star*, p.A17. Repéré à <http://search.proquest.com?accountid=12543>
- Steen, D. (1987, 10). Ontario Pay Equity Laws Will Force Companies Out Burlington Chamber Says. *Toronto Star*, p.W13. Repéré à <http://search.proquest.com?accountid=12543>
- Sutton, R. (1986, 17 mai). Coalition Asks 5-Year Reprieve On Pay Equity. *Toronto Star*, p.A3. Repéré à <http://search.proquest.com?accountid=12543>
- The Politics of Pay Equity. (1987, 14 mars). *Toronto Star*, p.B2. Repéré à <http://search.proquest.com?accountid=12543>
- Tougas, C. (1995, 27 décembre). L'équité salariale. *La Presse*, p.B2. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>
- Truffaut, S. (1995, 18 décembre). Équité salariale. Les syndicats dénoncent les «objectifs flous» de Québec. *Le Devoir*, p.A1. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>
- Truffaut, S. (1995, 18 septembre). Vers l'équité salariale. Québec entend déposer avant la fin de l'année un projet de loi qui imposera l'égalité salariale entre les hommes et les femmes. *Le Devoir*, p.A1. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>
- Truffaut, S. (1995, 19 septembre). Projet de loi sur l'équité salariale. Le CPQ craint l'armature bureaucratique. *Le Devoir*, p.B2. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>
- Venne, M. (1996, 4 juin). Équité salariale: Bouchard accusé d'abandonner les femmes. Harel soutient que l'engagement du gouvernement à faire adopter cette loi est ferme. *Le Devoir*, p.A4. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>
- Walker, W. (1986, 25 mars). Equal-Pay Opponents Said Promoting 'Myths'. *Toronto Star*, p.A4. Repéré à <http://search.proquest.com?accountid=12543>
- Wilson, D. (1986, 16 mai). Pay Equity Suggestions to Be Secret. *Globe and Mail*, p. A15. Repéré à <http://search.proquest.com>
- Yakabuski, K. (1996, 14 février). Équité salariale : Les universités s'opposent à l'adoption d'une loi. *Le Devoir*, p.A5. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>
- Yakabuski, K. (1996, 16 février). Politiques salariales: L'iniquité coûte cher aux employeurs. Une loi sur l'équité salariale les obligerait à évaluer le rapport entre la valeur réelle du travail effectué et la rémunération accordée. *Le Devoir*, p.A4. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>
- Yakabuski, K. (1996, 6 février). Équité salariale: une facture annuelle de 630 millions pour le secteur privé. *Le Devoir*, p.A1. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>
- Yakabuski, K. (1996, 7 mai). Dépôt du projet de loi sur l'équité salariale: Un compromis qui ne satisfait personne. Harel résume: «Ce n'est pas tout, mais ce n'est pas rien». *Le Devoir*, p.A3. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>
- Yakabuski, K. (1996, 8 février). Le patronat refuse d'être mis au «banc des accusés». Le CPQ réclame le retrait de l'avant-projet sur l'équité salariale. *Le Devoir*, p.A1. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>
- Yakabuski, K. (1996, 9 février). Équité salariale: Des milliers de femmes oubliées. La Fédération des femmes du Québec déplore que l'avant-projet de loi maintienne une injustice. *Le Devoir*, p.A4. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc>
- Zarzour, K. (1986, 20 mars). Trustees Urged to Back Pay Equity -- If Province Helps. *Toronto Star*, p.A6. Repéré à <http://search.proquest.com?accountid=12543>

Zarzour, K. (1987, 31 mars). Secretaries Win Wage Boost to Same Level as Caretakers.
Toronto Star, p.A9. Repéré à <http://search.proquest.com?accountid=12543>

Annexe 1 : Variables utilisées pour l'analyse factorielle

Les pages suivantes présentent les différentes variables utilisées dans le cadre de l'analyse factorielle. Elles ont été regroupées sous forme de thématique.

Éléments déterminants pour réussir dans la vie

To begin, we have some questions about opportunities for getting ahead...

Please tick one box for each of these to show *how important you think it is for getting ahead in life...* (6 response options: essential to not important at all and can't choose)

v4

First, how important is coming from a wealthy family?

v5

Have well educated parents?

v6

Having a good education yourself?

v7

Ambition – how important is that for getting ahead in life?

v8

Natural ability?

v9

Hard work – how important is that?

v10

Knowing the right people?

v11

Having political connections?

v12

A person's race-how important is that for getting ahead in life?

v13

A person's religion?

v14

The region of the country a person grew up in?

v15

Being born a man or a woman – how important is that?

v16

A person's political beliefs- how important are they for getting ahead in life?

Niveau d'inégalités au Canada :

Please tick a box to show how much you agree or disagree with the following statement :
(6 response options: strongly agree to strongly disagree and can't choose)

v17

The way things are in Canada, people like me and my family have a good chance of improving our standard of living.

Please show how much you agree or disagree with each statement...

(6 response options: strongly agree to strongly disagree and can't choose)

v56

Differences in income in Canada are too large.

These five diagrams show different kinds of society. Please read the descriptions and look at the diagrams, then answer the questions which follow the diagrams. (6 response options, Type A to E and can't choose)

Type A: The small elite at the top, very few people in the middle and the great mass of people at the bottom. (A diagram appears next to definition)

Type B: A society like a pyramid, with a small elite at the top, more people in the middle and most at the bottom. (A diagram appears next to definition)

Type C: A pyramid except that just a few people are at the very bottom. (A diagram appears next to definition)

Type D: A society with most of the people in the middle.

Type E: Many people near the top and only a few near the bottom. (A diagram appears next to definition)

v90

First what type of society is Canada today-which diagram comes closest?

v93

What do you think Canada ought to be like-which would you prefer?

Importance de la rémunération pour prendre plus de responsabilité et se former davantage

Do you agree or disagree with these statements?

(6 response options: strongly agree to strongly disagree and can't choose)

v19

People would not want to take extra responsibility at work unless they were paid extra for it.

v20

Workers would not bother to get skills and qualifications unless they were paid extra for having them.

v22

No-one would study for years to become a lawyer or doctor unless they expected to earn a lot more than ordinary workers.

Les causes des inégalités

Do you agree or disagree with these statements?

(6 response options: strongly agree to strongly disagree and can't choose)

v21

Inequality continues because it benefits the rich and powerful.

v25

Inequality continues to exist because ordinary people don't join together to get rid of it.

La nécessité des inégalités sociales pour la prospérité économique

Do you agree or disagree with these statements?

(6 response options: strongly agree to strongly disagree and can't choose)

v23

Large differences in income are necessary for Canada's prosperity.

v24

Allowing business to make good profits is the best way to improve everyone's standard of living

Rôle du gouvernement pour réduire les inégalités

Do you agree or disagree with these statements?

(6 response options: strongly agree to strongly disagree and can't choose)

v57

It is the responsibility of the government to reduce the differences in income between people with high income and those with low incomes

v59

The government should provide a job for everyone who wants one.

v62

The government should provide everyone with a guaranteed basic income.

Niveau de taxation perçu :

Generally, how would you describe taxes in Canada today... (We mean, all taxes together, including [national insurance/social security], income tax, [GST/sales tax] and all the rest.) (6 response options, Much too high to Much too low, and can't choose)

v63

First, for those with *high* incomes, are taxes...

v64

Next, for those with *middle* incomes, are taxes...

v65

Lastly, for those with *low* incomes, are taxes...

Niveau de taxation souhaité :

v66

Do you think that people with high incomes should pay a *larger share* of their income in taxes than those with low incomes, the *same share* or a *smaller share*? (6 response options, much larger share to much smaller share, and can't choose)

Niveau de conflit entre différents groupes et classes sociales

In all countries there are differences or even conflicts between different social groups. In your opinion, in Canada, how much conflict is there between... (5 response options, Very strong conflicts to there are no conflicts and can't choose)

v67

Poor people and rich people?

v68

The working class and the middle class?

v69

The unemployed and people with jobs?

v70

Managements and workers?

Importance accordée à certains critères pour déterminer ce qu'une personne devrait gagner.

In deciding how much people ought to earn, how important should each of these things be, in your opinion? (6 response options: essential to not important at all and can't choose)

v77

First, the amount of responsibility that goes with the job – how important do you think that should be in deciding pay?

v78

The number of years spent in education and training?

v79

Whether the job requires supervising others – how important should that be in deciding pay?

v80

What is needed to support a family?

v81

Whether the person has children to support?

v82

How well the person does the job?

v83

How hard the person works at the job?

Position occupée par certaines professions et certains métiers dans la pyramide sociale

Now we would like to know where you and other people fit in. Please look at the diagram you think best describes Canada today, the one you chose first. (8 response options, 1 (top) to 7 (bottom) and can't choose).

v95

Where would you say an unskilled worker in a factory fits in?

v96

The chairman of a large national corporation?

v97

Where would a farm labourer fit in?

v98

And a doctor in a general practice?

Annexe 2 : Matrice des types

Matrice des types									
	Facteur								
	1	2	3	4	5	6	7	8	9
v57 GOVT SHOULD REDUCE INCOME DIFFERENCES	,838								
v59 GOVT SHOULD PROVIDE JOBS FOR ALL	,665								
v56 INCOME DIFFERENCES:R'S COUNTRY TOO LARGE	,632								
v62 GOVT SHOULD PROVIDE BASIC INCOME FOR ALL	,613								
v82 R THINK IMP DECID PAY:DOES JOB WELL		,770							
v83 R THINK IMP DECID PAY:HOW HARD WORKS		,670							
v12 GETTING AHEAD: PERSON'S RACE			-,699						
v15 GETTING AHEAD:BORN A MAN OR WOMAN			-,687						
v14 GETTING AHEAD:REGION COMES FROM			-,584						
v13 GETTING AHEAD: PERSON'S RELIGION			-,517						
v96REV				,619					
v97 DIAGRAM: FARM LABOURER				,585					
v95 DIAGRAM: UNSKILLED WORKER				,534					
v98REV				,436					

Matrice des types (suite)									
	Facteur								
	1	2	3	4	5	6	7	8	9
v20 NOT EXTRA QUALIFICATION UNLESS MORE PAY					,757				
v19 NOT EXTRA RESPONSIBILITY UNLESS MORE PAY					,706				
v22 NOT STUDY LONG TIME UNLESS MORE PAY					,489				
v68 CONFLICT:WORKING VS. MIDDLE CLASS						-,680			
v69 CONFLICT:UNEMPLOYED-EMPLOYED						-,669			
v67 CONFLICT:POOR VS. RICH						-,645			
v81 R THINK IMP DECID PAY:SUPPORT CHILD							-,863		
v80 R THINK IMP DECID PAY:SUPPORT FAMILY							-,799		
v79 R THINK IMP DECID PAY:SUPERVISE OTHERS								,674	
v77 R THINK IMP DECID PAY:RESPONSIBILITY								,639	
v78 R THINK IMP DECID PAY:YEARS OF EDUCATION								,498	
v10 GETTING AHEAD:KNOWING THE RIGHT PEOPLE									-,700
v11 GETTING AHEAD: POLITICAL CONNECTIONS									-,552

Annexe 3 : Tableau de la qualité de représentation

Qualité de représentation		
	Initial	Extraction
v10 GETTING AHEAD:KNOWING THE RIGHT PEOPLE	,296	,542
v11 GETTING AHEAD: POLITICAL CONNECTIONS	,316	,431
v12 GETTING AHEAD: PERSON'S RACE	,409	,535
v13 GETTING AHEAD: PERSON'S RELIGION	,317	,351
v14 GETTING AHEAD:REGION COMES FROM	,322	,388
v15 GETTING AHEAD:BORN A MAN OR WOMAN	,366	,464
v19 NOT EXTRA RESPONSIBILITY UNLESS MORE PAY	,337	,513
v20 NOT EXTRA QUALIFICATION UNLESS MORE PAY	,330	,547
v22 NOT STUDY LONG TIME UNLESS MORE PAY	,230	,297
v56 INCOME DIFFERENCES:R'S COUNTRY TOO LARGE	,387	,424
v57 GOVT SHOULD REDUCE INCOME DIFFERENCES	,513	,669
v59 GOVT SHOULD PROVIDE JOBS FOR ALL	,490	,551
v62 GOVT SHOULD PROVIDE BASIC INCOME FOR ALL	,429	,462

Qualité de représentation (suite)		
	Initial	Extraction
v67 CONFLICT:POOR VS. RICH	,373	,502
v68 CONFLICT:WORKING VS. MIDDLE CLASS	,304	,451
v69 CONFLICT:UNEMPLOYED-EMPLOYED	,309	,445
v77 R THINK IMP DECID PAY:RESPONSIBILITY	,331	,507
v78 R THINK IMP DECID PAY:YEARS OF EDUCATION	,193	,253
v79 R THINK IMP DECID PAY:SUPERVISE OTHERS	,302	,474
v80 R THINK IMP DECID PAY:SUPPORT FAMILY	,579	,698
v81 R THINK IMP DECID PAY:SUPPORT CHILD	,584	,773
v82 R THINK IMP DECID PAY:DOES JOB WELL	,368	,619
v83 R THINK IMP DECID PAY:HOW HARD WORKS	,350	,497
v95 DIAGRAM: UNSKILLED WORKER	,239	,309
v97 DIAGRAM: FARM LABOURER	,273	,383
v96REV	,271	,414
v98REV	,204	,217